

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE



RAPPORT ANNUEL 2008

Novembre 2009

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Banque Centrale de Mauritanie pour l'exercice 2008, conformément à l'article 91 du statut de la Banque. Ce rapport analyse les principales évolutions économiques et financières dans le monde et en Mauritanie.

Monsieur le Président,

L'année 2008 a été marquée sur le plan économique mondial par la poursuite et l'intensification de la pire crise financière jamais connue depuis 1929. Cette crise a rapidement affecté l'économie réelle. Elle s'est ainsi transformée en une crise économique, particulièrement sévère à partir du troisième trimestre de 2008. Les nombreux plans de relance et de sauvetage lancés par la plupart des pays développés n'ont pu endiguer la propagation de cette crise. Aussi, l'effondrement des marchés du crédit dû à la perte de confiance entre les acteurs du système financier a plongé de nombreuses économies développées dans la récession.

Dans ce contexte de ralentissement généralisé de l'activité économique, les cours des matières premières ont connu un net repli, après leur envolée durant les huit premiers mois de l'année 2008. De même, la croissance économique mondiale a été très en dessous de son niveau en 2007. Cependant, l'inflation a été beaucoup plus élevée que l'année précédente, compte tenu de la flambée des prix des matières premières durant les huit premiers mois de l'année 2008.

Toutefois, sur le plan national, la croissance économique a enregistré une nette progression par rapport à l'année précédente. Cette performance, réalisée en dépit de la forte baisse de la production pétrolière, a été tirée par les secteurs tertiaire et primaire. En particulier, les branches des services, du commerce, de l'administration publique, de l'agriculture et de l'élevage ont enregistré des performances remarquables. Ainsi, la croissance du PIB réel est estimée à 3,5% alors qu'elle a été de seulement 1% en 2007. Hors pétrole, cette croissance est estimée à 3,9% contre 5,9% en 2007. De même, en terme nominal, le PIB a progressé en 2008 de 15,2% en passant de MRO 733,7 milliards en 2007 à MRO 845,4 milliard en 2008. Cette amélioration est particulièrement notable pour les branches des mines, de l'agriculture et de l'élevage.

Concernant les prix, malgré une année 2008 particulièrement marquée par l'envolée des cours internationaux du pétrole et des produits alimentaires de base durant ses huit premiers mois, l'inflation en moyenne annuelle est restée identique à celle de l'année précédente à 7,3%, contre une prévision de 12%. En glissement annuel, la progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a nettement ralenti à la fin décembre 2008. Elle n'a guère dépassé 3,9% contre 12,5% initialement prévue. A la même date en 2007, l'évolution de cet indice a été de 7,4%. Cette maîtrise de l'inflation résulte de la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente et des mesures prises par les pouvoirs publics, au cours du troisième trimestre de 2008, pour atténuer la hausse des prix des produits de première nécessité. La conjoncture internationale, ayant entraîné la baisse générale des prix des produits de base au cours des derniers mois de l'année 2008, a également eu un effet positif sur ce niveau d'inflation.

Sur le plan des échanges commerciaux avec l'extérieur, le contexte international ayant été marqué par la flambée des prix du pétrole et des autres produits de base au cours des huit premiers mois de l'année 2008, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est creusé de près de 27% suite à l'aggravation de celui de la balance des services et des revenus qui a largement atténué l'amélioration de la balance commerciale et celle des transferts sans contrepartie. Dans ce contexte et en dépit d'un excédent de MRO 81,2 Milliards enregistré par le compte de capital et d'opérations financières, le déficit du solde global de la balance des paiements a été de MRO 25,9 milliards contre un excédent de

MRO 4,1 milliards en 2007. Ainsi, les réserves officielles de change ont connu une légère baisse en s'établissant à MRO 51 milliards à la fin 2008 contre MRO 52,4 milliards à la même période de l'année précédente. En termes de mois d'importation de biens et services, le niveau de ces réserves de change représentait à la fin décembre 2008 1,4 mois d'importation contre 1,8 mois à la même date en 2007.

Dans le domaine des finances publiques, l'année 2008 a été caractérisée par une politique budgétaire expansive destinée à modérer les effets du renchérissement des prix des produits de bases sur le pouvoir d'achat des ménages. C'est dans cet esprit qu'a été élaborée la loi de finances initiale de 2008. Celle-ci a été révisée suite au changement du 06 août 2008 afin d'y intégrer une diminution de l'impôt sur les traitements et les salaires en faveur des revenus les plus bas, une valorisation du point d'indice et un subside destiné à stabiliser le prix du pain. De même, la loi des finances rectificative a introduit un appui financier pour la SONIMEX sous forme de décret d'avance destiné à faciliter l'importation des denrées alimentaires.

Compte tenu de cette conjoncture, au terme de l'année 2008, le solde budgétaire global a enregistré un déficit de MRO 59,1 milliards, soit 7,6% du PIB hors pétrole. Le financement de ce déficit a été assuré à hauteur de 80% par des ressources intérieures et à 20% par des ressources provenant de l'extérieur dont 5,2% provenant du fonds national des revenus des hydrocarbures (FNRH).

Pour ce qui est de la conduite de la politique monétaire, la Banque Centrale a continué d'œuvrer, conformément à son statut, pour la maîtrise de l'inflation. Le nouveau statut de la Banque lui assigne la stabilité des prix comme mission principale. Il lui confère une plus large autonomie en matière de politique monétaire, et la dote d'un Conseil de Politique Monétaire présidé par le Gouverneur et chargé de définir sa politique monétaire. Dans ce cadre, la banque a accompagné la relance de l'activité économique à travers une analyse permanente et une amélioration des conditions des banques. Elle a également renforcé le suivi et l'analyse de la conjoncture économique et financière en examinant mensuellement l'évolution des indicateurs économiques sectoriels permettant de mieux appréhender les risques pesant sur l'activité économique et sur les prix. Concernant la régulation de la liquidité, la résorption des excédents apparus au niveau des trésoreries bancaires s'est poursuivie à travers l'émission de bons du trésor en coordination avec le Ministère des Finances.

Par ailleurs, dans le cadre des efforts entrepris pour le développement du secteur financier, le cadre légal et réglementaire régissant celui-ci a connu, en 2008, plusieurs évolutions qui visent sa modernisation et le renforcement de sa stabilité. Ces évolutions ont concerné aussi bien le système bancaire que les autres compartiments du secteur financier. Ainsi, plusieurs textes d'application de l'ordonnance portant réglementation des établissements de crédit ont été élaborés et adoptés en 2008. Ces textes sont relatifs aux conditions débitrices des banques, à l'agrément des établissements de crédit, au fonds de garantie des dépôts, au capital minimum des banques et au coefficient de division des risques. Ces règlements tiennent compte de l'environnement international et ont été élaborés en concertation avec la profession bancaire.

En particulier, le capital minimum exigé pour les banques a été porté à six milliards d'ouguiya. Les banques déjà agréées avant l'introduction de cette mesure devront augmenter leur capital pour atteindre ce niveau d'ici 2010. Cette exigence permettra de

renforcer l'assise financière des banques et améliorera notablement la stabilité du système financier dans son ensemble.

Aussi, l'année 2008 a connu la mise en place d'un nouveau fonds de garantie des dépôts, Ce fonds vise à renforcer la protection et la confiance du public dans le système bancaire. Il permettra à terme d'améliorer le taux de bancarisation et à promouvoir l'épargne.

Dans le même cadre et pour la première fois depuis la libéralisation du crédit, un taux effectif global maximum a été instauré. Cette mesure permet d'améliorer l'accès des agents économique aux financements bancaires et élimine certains abus constatés par le passé. Ce taux est le maximum qu'une banque peut appliquer à un client. Il inclut l'ensemble des frais et commissions relatifs à un crédit.

De même, une nouvelle instruction a défini les conditions, les critères d'agrément, les modalités de prise ou d'extension de participation dans le capital d'une banque et les règles relatives aux dirigeants des banques. Elle a permis d'introduire les exigences appropriées relatives à la justification de l'origine licite des fonds, à l'honorabilité de leurs apporteurs et à la compétence des personnes appelées à administrer et gérer des établissements de crédit.

Les efforts de modernisation du système financier entrepris par la Banque Centrale ont été favorablement perçus par les partenaires. En effet, plusieurs demandes d'agrément ont été adressées à la Banque Centrale de Mauritanie. Dans ce cadre la BCM a agréé, en 2008, quatre nouvelles banques étrangères.

Malgré ces avancées, le système bancaire mauritanien n'a toujours pas atteint le niveau de solidité et de performance qui en ferait un partenaire efficace pour le développement de l'économie nationale. Comme en témoignent les éléments ci-dessus, les efforts déployés ont cependant commencé à produire des résultats perceptibles. L'ensemble du système financier doit maintenant accorder une priorité singulière au renforcement des fonds propres des banques et au règlement du problème des créances douteuses. Concernant ces dernières, le Gouvernement et la Banque centrale pourront avoir une contribution déterminante à apporter.

La Banque centrale, conformément à son mandat, a, par ailleurs, apporté au Gouvernement son soutien dans la mise en œuvre de sa politique économique. Elle l'a fait en servant d'interface entre les entreprises publiques et le système financier national pour des opérations considérées comme cruciales. Cette contribution a permis, en particulier, d'organiser le financement de la campagne agricole 2008/2009. Elle l'a fait aussi en prenant une part active dans la gestion du Programme convenu avec le FMI.

SID'AHMED OULD RAISS

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE :	15
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	15
INTERNATIONAL.....	15
I. LA CROISSANCE MONDIALE	17
II. L'INFLATION.....	18
III. LE COMMERCE INTERNATIONAL.....	19
IV. LES MARCHES FINANCIERS	20
4.1. Les taux d'intérêts	21
4.2. Le marché des changes.....	22
4.2.1. Le Dollar Américain.....	22
4.2.2. L'Euro	22
4.2.3. La Livre Sterling	22
4.2.4. Le Yen	23
V. LE MARCHE DES MATIERES PREMIERES	23
5.1. Le pétrole.....	23
5.2. L'or.....	24
5.3. Le cuivre.....	24
5.4. Le fer	24
5.5. Le sucre	24
5.6. Le blé.....	24
5.7. Le riz	26
DEUXIEME PARTIE :	27
LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE	27
I. LA PRODUCTION.....	29
1.1. Le Secteur primaire	29
1.1.1. L'agriculture.....	29
1.1.2. L'élevage.....	30
1.1.3. La pêche	30
1.2. Le secteur secondaire	31
1.2.1. Le pétrole.....	31
1.2.2. Les mines.....	32
1.2.3. Les industries manufacturières.....	32
1.2.4. Le Bâtiment et les Travaux Publics (BTP).....	33
1.3. Le secteur tertiaire	33
1.3.1. Le Transport et les Télécommunications	33
1.3.2. Le Commerce, la Restauration et l'Hôtellerie.....	34
1.3.3. Les Administrations Publiques.....	34
1.4. La Demande intérieure	34
1.4.1. La Consommation	34
1.4.2. L'investissement.....	34
II. LES PRIX.....	35

III.	LE SECTEUR EXTERIEUR	38
3.1.	Les transactions courantes.....	39
3.1.1.	La Balance Commerciale	39
3.1.1.1.	Les Exportations.....	39
3.1.1.2.	Les Importations.....	41
3.1.1.3.	Les Services.....	42
3.1.2.	Les Revenus	43
3.1.3.	Les Transferts courants	43
3.2.	Le compte de capital et d'opérations financières	43
3.2.1.	Le Compte de capital.....	44
3.2.2.	Le Compte d'opérations financières	44
IV.	LA DETTE EXTERIEURE	46
4.1.	Le stock de la dette extérieure.....	46
4.2.	L'encours de la dette active.....	46
4.2.1.	La dette multilatérale.....	46
4.2.2.	Les encours bilatéraux.....	47
4.2.3.	Les encours par devise	47
4.2.4.	Les encours par emprunteurs.....	47
4.3.	Le service payé.....	47
4.3.1.	Le service par bailleur	48
4.3.2.	Le service par débiteur et par nature	48
4.3.3.	Le service par devise	48
4.4.	Les décaissements sur emprunts extérieurs.....	49
4.4.1.	Les décaissements sur prêts multilatéraux	49
4.4.2.	Les décaissements sur prêts bilatéraux.....	50
4.4.3.	Les décaissements par bénéficiaires.....	50
4.5.	Les arriérées de la dette extérieure	51
V.	LE MARCHE DES CHANGES	52
5.1.	Les opérations du Marché de change	52
5.1.1.	Les achats de devises.....	52
5.1.2.	Les ventes de devises	53
5.2.	Evolution du taux de change	53
VI.	LES FINANCES PUBLIQUES	55
6.1.	Les recettes budgétaires	56
6.1.1.	Les recettes fiscales.....	56
6.1.2.	Les recettes non fiscales.....	57
6.1.3.	Les dons.....	57
6.2.	Les dépenses budgétaires	57
6.2.1.	Les dépenses courantes	58
6.2.2.	Les dépenses d'investissements et prêts nets	58
6.3.	Le solde budgétaire	59
6.4.	Le financement du déficit.....	59
VII.	LA MONNAIE.....	60
7.1.	La politique monétaire	60
Encadré N° 2 : Le nouveau statut de la Banque Centrale.....	60	
7.2.	Les agrégats monétaires	62
7.2.1.	La masse monétaire M2	63
7.2.2.	Les contreparties de la masse monétaire	63
7.2.2.1.	Les avoirs extérieurs nets	64
7.2.2.2.	Le crédit intérieur	64

7.2.2.3.	Les créances nettes sur l'Etat	65
7.2.2.4.	Les concours à l'économie	65
VIII.	LE MARCHÉ DES CAPITAUX	65
8.1.	Le marché des bons du Trésor.....	66
8.2.	Le marché interbancaire	67
8.3.	Les Taux d'intérêts.....	68
8.4.	Les moyens de paiement	69
8.4.1.	La monnaie fiduciaire.....	69
8.4.2.	Les instruments de paiement scripturaux	70
8.4.3.	Les opérations de la chambre de compensation	70
8.4.4.	Les opérations de monétique.....	71
IX.	LA SUPERVISION BANCAIRE	73
9.1.	La structure du secteur financier	74
9.1.1.	Les banques	74
9.1.2.	Les autres institutions financières	74
9.2.	Activité de contrôle et de supervision	74
9.2.1.	Les coefficients prudentiels.....	75
9.2.1.1.	La liquidité	75
9.2.1.2.	Les fonds propres nets.....	75
9.2.1.3.	L'équilibre entre ressources stables et actifs immobilisés	76
9.2.1.4.	La couverture des risques	76
9.2.2.	La rentabilité des banques	77
9.3.	L'activité du secteur financier.....	77
9.3.1.	Les Banques	77
9.3.1.1.	La distribution des crédits par les banques.....	77
9.3.2.	Les institutions de microfinance	82
9.3.2.1.	Les crédits	82
9.3.2.2.	Les dépôts.....	83
9.3.2.3.	Les emprunts	83
9.3.2.4.	Les fonds propres	83
9.3.2.5.	Les normes prudentielles.....	83
9.3.3.	Les Etablissements financiers	84
9.4.	La lutte contre le blanchiment d'argent.....	85
X.	ANNEXES	87

LISTE DES ABREVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCM	: Banque Centrale de Mauritanie
BCK	: Banque Centrale de Koweït
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BID	: Banque Islamique de Développement
CNSRH	: Commission Nationale du Suivi des Revenus des Hydrocarbures
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGE	: Direction Générale des Etudes
DGML	: Direction Générale des Marchés et de la Gestion de la Liquidité
DGSBF	: Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	: Fonds Africain de Développement
FADES	: Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FKDEA	: Fonds Koweïtien pour Développement Arabe
FMA	: Fonds Monétaire Arabe
IDA	: Association International de Développement
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
KFTCIC	: Société koweïtienne pour le Commerce, les Marchés et les Investissements extérieurs
LFI	: Loi de Finance Initiale
LFR	: Loi de Finance Rectificative
MAED	: Ministère des Affaires Economiques et du Développement
MCM	: Société des Mines de Cuivre de Mauritanie
MDRE	: Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
MF	: Ministère des Finances
MRO	: Ouguiya
ONS	: Office Nationale de la Statistique
OAPEP	: Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole

OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
SAM	: Société des Aéroports de Mauritanie
SMCP	: Société Mauritanienne de Commercialisation de poisson
SNIM	: Société Nationale de l'Industrie Minière
SOMELEC	: Société Mauritanienne de l'électricité
TASIAST	: Société des Mines de Tasiast
TCEN	: Taux de Change Effectif Nominal
TCER	: Taux de Change Effectif Réel
USD	: Dollars Etats-Unis

PREMIERE PARTIE :
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER
INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été marqué, en 2008, par la poursuite et l'aggravation de la crise financière qui est survenue au cours du troisième trimestre de l'année 2007. Les huit premiers mois ont également connu de fortes tensions inflationnistes résultant, en particulier, de la flambée des prix du pétrole et des produits alimentaires.

En septembre 2008, l'aggravation de la crise financière entraînée par la faillite de la banque américaine Lehman Brothers a plongé de nombreux autres établissements financiers dans de sérieuses difficultés.

Cette crise financière, sans précédent depuis celle de 1929, s'est ainsi transformée très vite en une crise économique globale car la propagation à l'économie réelle n'a pu être endiguée, en dépit de nombreux plans gouvernementaux de relance et de sauvetage visant à rétablir la confiance dans le système financier. Ainsi, l'effondrement des marchés du crédit dû à la crise de confiance a engendré la récession dans plusieurs pays développés et a accentué la contraction de la demande mondiale. Dans ce contexte de ralentissement généralisé de l'activité économique, les cours des matières premières ont connu un net repli à partir du troisième trimestre de 2008.

I. LA CROISSANCE MONDIALE

L'économie mondiale a été lourdement affectée par les effets de la crise financière, devenue une crise économique globale dès le milieu du second semestre 2008. Ce marasme économique et financier a entraîné une détérioration continue des indicateurs de l'activité économique. Ainsi, la croissance économique s'est nettement rétrécie, au terme de l'année 2008, à 3,2%¹ contre 5,2% en 2007.

Aux Etats-Unis, l'effondrement des marchés du crédit a plombé la consommation et l'investissement. Le PIB a enregistré, au quatrième trimestre 2008, une contraction de 6,2% qui est la plus forte jamais enregistrée depuis 1982. Cette baisse est venue s'ajouter à celle constatée au troisième trimestre, estimée à 0,5%, faisant ainsi entrer l'économie américaine en récession. Pour l'ensemble de l'année 2008, la croissance aux Etats-Unis n'a atteint que 1,1% contre 2% en 2007.

De même, l'Union Européenne est entrée en récession avec deux baisses consécutives aux troisième et quatrième trimestres 2008 de 0,2% et 1,5% de son PIB. Toutefois, en raison des taux de croissance observés au cours des deux premiers trimestres, la croissance européenne est restée positive sur l'ensemble de l'année 2008, Elle s'est établie à 1,1%.

De son côté, l'économie japonaise est entrée dans sa pire récession depuis 1974. Son PIB a reculé de 3,2% au quatrième trimestre et de 0,6% au troisième trimestre 2008. Pour l'ensemble de l'année, le PIB du Japon a connu une baisse de 0,6% contre une croissance de 2,4% en 2007. Cette contre-performance de l'économie japonaise est à rapprocher avec la chute des investissements et des exportations consécutive à l'appréciation soudaine du

¹ : FMI, WEO Avril 2009 – Tous les chiffres de cette section sont de cette source,

yen, à partir du troisième trimestre 2008, entraînée par le débouclage des positions de *carry trade*² sur le marché de change.

Au niveau de la plupart des pays émergents, la tendance de fléchissement de la croissance économique est observée en raison de l'impact négatif de la crise financière.

En Chine, après cinq années consécutives de croissance à deux chiffres, le PIB est passé sous la barre des 10 %, pour se situer à 9% contre 13% en 2007.

En Inde, la croissance s'est poursuivie au quatrième trimestre 2008, mais elle a ralenti pour atteindre 5,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Pour l'ensemble de l'année 2008, la croissance en Inde a été de 7,3% seulement contre 9,3% en 2007.

En Russie, le taux de croissance a connu un net recul par rapport à l'année précédente, il s'est établi à 5,6% seulement en 2008 contre 8,1% enregistré en 2007.

Au Brésil, le PIB a reculé de 3,6% au dernier trimestre, ce qui représente la plus forte baisse jamais enregistrée depuis 1996, Pour l'ensemble de l'année 2008, la croissance au Brésil a été de 5% contre 5,7% en 2007.

Quant à l'Afrique, son PIB a enregistré en 2008 une croissance de 5,2% en ralentissement par rapport au 6,2% atteint en 2007. Bien qu'elle ait connu une décélération et qu'elle cache des disparités, la croissance en Afrique reste soutenue dans l'ensemble grâce au bon comportement des exportations des matières premières et à la hausse de la production agricole, ainsi qu'à l'essor des activités de la construction et du tourisme qui ont renforcé la consommation. L'Afrique de l'Est a enregistré la croissance la plus forte, sous l'effet des performances enregistrées dans le domaine agricole, d'un afflux important d'aides et d'une expansion du tourisme et de l'investissement au premier semestre de 2008.

L'Afrique subsaharienne a enregistré en 2008 son plus faible taux de croissance depuis 2003. Il n'a guère dépassé les 5,5% contre 6,9% atteint en 2007. De même, le PIB de l'Afrique du Sud s'est contracté de 1,8% au dernier trimestre de 2008, pour la première fois en dix ans. Il n'a enregistré pour l'année 2008 qu'une croissance de 3% contre 5,1% en 2007. Ce ralentissement est lié à la chute de 3,5% de la production industrielle de ce pays au quatrième trimestre 2008.

Les pays du Maghreb, dont la Mauritanie, ont connu en 2008 une croissance moyenne de 5,1%. Les évolutions les plus notables concernent le Maroc dont la croissance est passée de 2,7% en 2007 à 5,4% en 2008, ainsi que la Tunisie dont le taux de croissance a baissé en passant de 6,3% en 2007 à 4,5% en 2008.

II. L'INFLATION

Au cours des huit premiers mois de l'année 2008, les prix se sont envolés partout dans le monde en raison de la forte pression de la demande sur les matières premières. Au cours des derniers mois, les prix ont, cependant, été orientés à la baisse suite au ralentissement de l'activité économique. En dépit de cela, l'inflation mondiale a atteint, en moyenne, 6% en 2008 contre 4% en 2007.

Ainsi, les prix à la consommation dans la zone OCDE ont augmenté de 3,7% en moyenne en 2008 contre 2,5% en 2007.

² Le principe de base du *carry trade* est de s'endetter dans une devise à faible taux d'intérêt et à placer les fonds empruntés dans une autre devise à taux d'intérêt plus élevé,

Aux États-Unis, la progression de l'indice des prix à la consommation s'est accélérée en 2008, L'inflation a ainsi atteint 3,8% en 2008 contre 2,9% en 2007.

Dans la zone Euro, l'inflation a atteint en moyenne 3,3% en 2008 contre 2,1% en 2007. Toutefois, l'augmentation des prix à la consommation, mesurée en glissement annuel, s'est repliée à 1,6% à la fin décembre 2008 après un pic à 4,1% au mois de juillet de la même année. Compte tenu de ce niveau inférieur à la norme communautaire et de l'assombrissement des perspectives de croissance économique dans la zone Euro, la Banque centrale européenne a ramené son taux directeur à 2% en décembre 2008.

Au Japon, l'inflation a atteint 1,4% en 2008 contre 0% en 2007. En glissement annuel, l'augmentation des prix à la consommation s'est située à 0,4% en décembre 2008 contre 0,7% en 2007.

De même, Au cours l'année 2008, la flambée des prix a également touché l'Asie du Sud-Est, la Chine et l'Inde, conduisant ces pays à prendre des mesures de lutte contre l'inflation. La baisse des cours des matières premières et l'affaiblissement de la demande extérieure ont fortement pesé sur les prix à la consommation. L'inflation chinoise, mesurée en glissement annuel, est tombée à 2,5% en décembre 2008, alors qu'elle frôlait les 9% en début d'année, Néanmoins, sur toute l'année 2008, l'inflation a été en moyenne de 5,9% en Chine alors qu'elle était de 4,8% en 2007.

En Afrique, la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires, conjuguée au creusement des déficits publics et à la forte demande intérieure a fait monter l'inflation à 10,1% en 2008 contre 6,3% en 2007. Dans certains pays (Burundi, Ethiopie, Kenya et Erythrée), les mauvaises récoltes ont entraîné une inflation à deux chiffres et une insécurité alimentaire.

III. LE COMMERCE INTERNATIONAL

La dégradation de la situation économique mondiale, engendrée par la crise financière, s'est accompagnée d'une baisse de la croissance des échanges commerciaux entre les nations. La tendance baissière des échanges s'est profilée dès le début de l'année 2008. Leur progression en volume n'a été en 2008 que de 3,3% au lieu de 7,2% en 2007.

En effet, les exportations mondiales de biens et services n'ont augmenté que de 3,2%, largement en deçà des 9,3% en 2006 et des 7,2% en 2007. Les exportations américaines de marchandises ont augmenté de 5,5%, contre 10,5% en 2006 et 7% de 2007. La plus forte croissance a été enregistrée par la Chine, à 8,5%, contre 19,5% en 2007, alors que les exportations du Japon ont marqué la plus faible progression à 2,5%. Les exportations des 27 pays de l'Union européenne ont connu une croissance quasiment nulle en 2008, contre 3,5% en 2007 et 7,5% en 2006.

L'Allemagne conserve sa place de premier exportateur mondial, avec USD 1470 Milliards de marchandises vendues à l'étranger, contre USD 1430 Milliards pour la Chine, deuxième exportateur de marchandises.

Les États-Unis se placent au troisième rang avec USD 1300 Milliards devant le Japon qui totalise USD 782 Milliards en valeur d'exportations.

En revanche, en 2008, les États-Unis demeurent de loin le n°1 mondial des importations dépensant USD 2170 Milliards et devançant l'Allemagne avec USD 1210 Milliards, la Chine (1130 milliards de dollars US) et le Japon (762 Milliards de dollars US).

Les pays émergents dits «Bric» (Brésil, Russie, Inde, Chine) ont vu leurs exportations s'essouffler au cours du dernier trimestre de 2008 en raison des effets de la crise financière. Toutefois, sur

l'ensemble de l'année, la valeur des exportations de biens ont connu une hausse de 21% et n'ont perdu que légèrement de leur part dans le commerce mondial en passant de 12% en 2007 à 11% en 2008.

Pour sa part, l'Afrique participe à hauteur de 3% seulement aux échanges mondiaux et représente, en moyenne, 1% du PIB mondial. La baisse prolongée des fonds disponibles pour financer le commerce ainsi que les nombreux autres obstacles rendent la situation de l'Afrique des plus inquiétantes.

Le commerce intra-africain ne dépasse pas 10% de l'ensemble des échanges et semble dominé par un nombre restreint de pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Nigéria et Zimbabwe) qui vendent un nombre limité de produits dont le pétrole représente 30%. Les produits manufacturiers ne représentent que 15% de leurs ventes.

Ainsi, L'Afrique commerce davantage avec le reste du monde qu'avec elle-même en raison principalement des obstacles tarifaires, En effet, les pays de l'Union Européenne sont les premiers partenaires commerciaux de l'Afrique absorbant 52% des exportations de ce continent. Le volume global des échanges commerciaux entre l'Afrique et les Etats-Unis est en progression constante, avec une prédominance du pétrole, mais les importations non pétrolières des Etats-Unis, au titre des opportunités de croissance pour l'Afrique (AGOA), ont atteint le triple de leur volume de 2001.

Par ailleurs, les échanges entre la Chine et l'Afrique ont augmenté de manière exponentielle passant de USD 10 Milliards en 2000 à USD 106,8 Milliards en 2008. Pour la seule année 2008, les exportations de la Chine vers l'Afrique ont totalisé USD 50,8 Milliards, en augmentation de 36,3% par rapport à 2007, tandis que les importations chinoises en provenance de l'Afrique se sont établies à USD 56 Milliards, en hausse de 54%.

IV. LES MARCHES FINANCIERS

L'année 2008 a connu une dégradation de la conjoncture économique internationale marquée par la crise financière à l'origine de très fortes volatilités et des pertes de valeurs sur les marchés financiers et des faillites d'institutions financières.

Après l'affaire Kerviel et le sauvetage de Bear Stearns par JP Morgan et la Fed en janvier, la chute des cours s'est accentuée surtout avec l'aggravation de la crise financière durant l'automne 2008. En effet, entre septembre et octobre les bourses mondiales ont connu les pires séances de leur histoire suite aux difficultés des deux plus gros organismes de refinancement hypothécaire américains Freddie Mac et Fannie Mae. Mais c'est surtout avec la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers que la panique des marchés a atteint son paroxysme, Partout, les indices boursiers se sont effondrés sous l'effet de nouvelles faillites. Les interventions de l'Etat fédéral américain ou des banques centrales (Réserve Fédérale, Banque Centrale Européenne, Banque d'Angleterre, Banque du Japon) n'ont pu rétablir de façon durable la confiance sur les marchés jusqu'à la fin de l'année 2008.

Entre le 1er janvier 2008 et le 24 octobre 2008, les indices boursiers ont enregistré de très fortes baisses, Ainsi, le CAC40 (France) a baissé de 43,1%, le Dax (Allemagne) de 46,8%, le FTSE 100 (Royaume-Uni) de 39,9%, le Nikkei (Japon) de 50,0% et le Dow Jones (Etats-Unis) de 36,8%.

Face à cette tourmente financière, les Etats se sont lancés dans des plans de soutien, dont le plus important est le Plan Paulson aux Etats Unis, pour rétablir la confiance dans le système financier mondial.

Ainsi, l'Etat fédéral américain a, de fait, nationalisé Fannie Mae et Freddie Mac ainsi que et le géant de l'assurance (AIG). Le gouvernement britannique et ceux du Benelux en ont procédé de manière

similaire pour Northern Rock et Fortis (partiellement). De même, les gouvernements belge, français et luxembourgeois ont injecté EUR 6,4 Milliards pour sauver la banque franco-belge Dexia. De son côté, l'Etat allemand a garanti EUR 26,5 Milliards pour sauver Hypo Real Estate, un établissement spécialisée dans le financement immobilier et très engagé auprès de Lehman Brothers.

Dans ce contexte, les plans de relance se sont multipliés partout, des Etats-Unis à l'Europe, de la chine au Japon en passant par l'Australie. En dépit de cela, la crise financière n'a pu être surmontée. Sur l'ensemble de l'année 2008, les bourses ont connu des pertes records : le CAC 40 a perdu 42,7%, le Dax 40,4%, le FTSE 31,33%, le Nikkei japonais 42,1%, le Dow Jones 33,8% et le Nasdaq 40,5%.

Encadré N° 1 : Les effets de la crise financière sur l'économie nationale

Les pays émergents et en voie de développement subissent de plein fouet les effets de la crise financière partie des Etats-Unis et devenue crise économique à l'échelle mondiale.

Concernant la Mauritanie, les effets de la crise pourraient être ressentis à plusieurs niveaux. En première ligne, les exportations des produits de base, comme le minerai de fer, le pétrole et le cuivre connaîtraient des baisses marquées de leurs cours engendrées par la diminution de la demande mondiale.

L'aide publique au développement (APD) dont le niveau est déjà insuffisant par rapport aux besoins du pays risque de pâtir de la crise financière en raison des difficultés financières des bailleurs traditionnels.

De même les investissements directs étrangers (IDE), notamment ceux relatifs aux industries extractives, risquent de se tasser eu égard à la baisse des cours des matières premières.

Par ailleurs, les envois de fonds des travailleurs mauritaniens à l'étranger, qui constituent une importante source de devises, pourraient diminuer du fait de la vulnérabilité des emplois de ces travailleurs face à la récession.

En outre, la persistance de la crise financière se traduira inévitablement par des difficultés d'accès des banques mauritaniennes, à l'instar des autres banques des pays en développement, aux lignes de financement extérieurs.

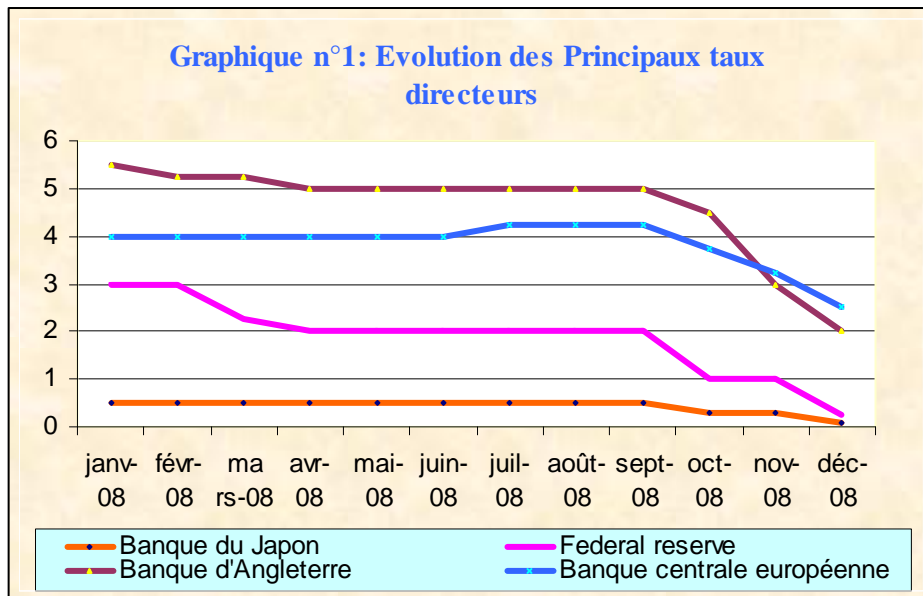
4.1. Les taux d'intérêts

Face à la propagation de la crise financière à l'économie réelle, et aux difficultés causées aux entreprises et aux ménages, les Banques Centrales des pays avancés se sont engagées dans une politique de baisse coordonnée des taux d'intérêt afin de redynamiser les marchés des crédits et éviter une longue récession économique.

Ainsi, la réserve fédérale a baissé son principal taux directeur à 0,25%, niveau qu'elle n'a jamais pratiqué. De même la Banque Centrale Japonaise (BOJ) dont les taux sont proches de zéro depuis une dizaine d'année a encore abaissé son taux à 0,10% après avoir été à 0,30% auparavant.

Cette politique de taux d'intérêt presque nuls, adoptée par les banques centrales américaine et japonaise pour éviter une récession prolongée n'a pas toujours donné, dans le passé, les résultats escomptés, en particulier au Japon.

La Banque centrale européenne (BCE) a baissé son taux directeur à la fin de l'année pour le ramener à 2,5%. D'autres banques en Europe se voient contraintes de baisser leurs taux d'intérêt dans le sillage de la plus forte baisse des taux d'intérêt de l'histoire de la BCE et des mesures nationales. Ainsi, la Banque d'Angleterre a également abaissé son taux directeur à 2%.



Source : Reuters

4.2. Le marché des changes

Le marché des changes a été fortement influencé par la montée de l'aversion au risque liée à l'avalanche des mauvaises nouvelles pour l'économie mondiale. En dépit des interventions massives des gouvernements qui utilisent tous les moyens pour éviter que la situation n'empire, les investisseurs, n'ont pas été convaincus. Ainsi de fortes fluctuations ont caractérisé les cours des principales devises.

4.2.1. Le Dollar Américain

En 2008, le dollar américain s'est échangé en moyenne à 1,46 pour un euro et à 103 yen, soit respectivement une dépréciation de 6,7%, et de 12%. En effet, la baisse des taux d'intérêt de la Fed et, la dégradation des indicateurs de l'activité économique ont contribué à la dépréciation du billet vert.

4.2.2. L'Euro

Après avoir culminé à 1,6 dollars pour un Euro en juillet, la monnaie unique s'est dépréciée et fini l'année à 1,34 dollars pour un euro en fin décembre 2008. La dégradation des conditions économiques et financières en Europe au cours du second semestre 2008 et le rapatriement de nombreux groupes américains de leurs avoirs de Europe vers les Etats-Unis, pour y venir en aide à leurs entreprises en difficulté, ont contribué au recul de l'Euro face au Dollar américain.

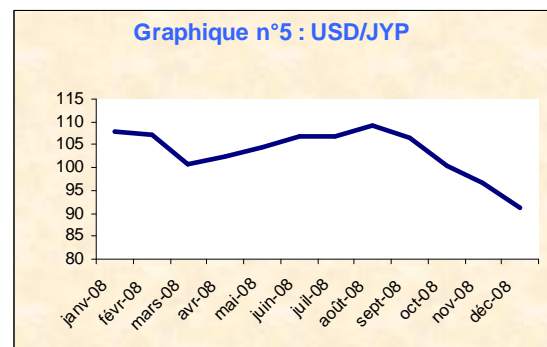
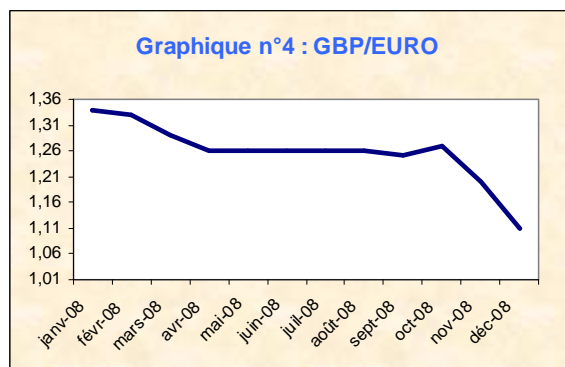
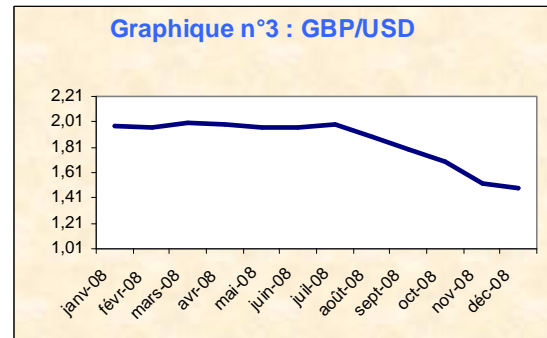
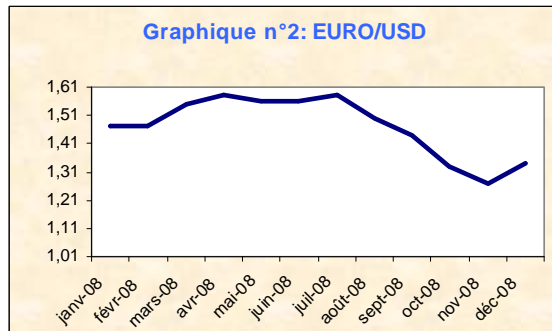
4.2.3. La Livre Sterling

Contrairement à l'année 2007, la livre sterling s'est dépréciée face aux différentes devises notamment par rapport au dollar, à l'euro et au yen respectivement de 8%, de 14% et de 19,6%. Cette plongée de la livre s'explique par la baisse des taux d'intérêt directeurs, et la dégradation de l'économie britannique.

4.2.4. Le Yen

Sur l'ensemble de l'année 2008, la monnaie japonaise s'est appréciée par rapport à toutes les devises. Elle a gagné 12,7% par rapport au dollar, 7 % par rapport à l'Euro et de 5% par rapport à la livre sterling. La baisse des taux d'intérêt et la montée de l'aversion au risque à l'échelle mondiale ont entraîné un débouclage rapide des positions de carry trade et donné un nouveau souffle à la monnaie nippone.

Evolution moyenne des cours de changes de quelques devises



Source : Reuters

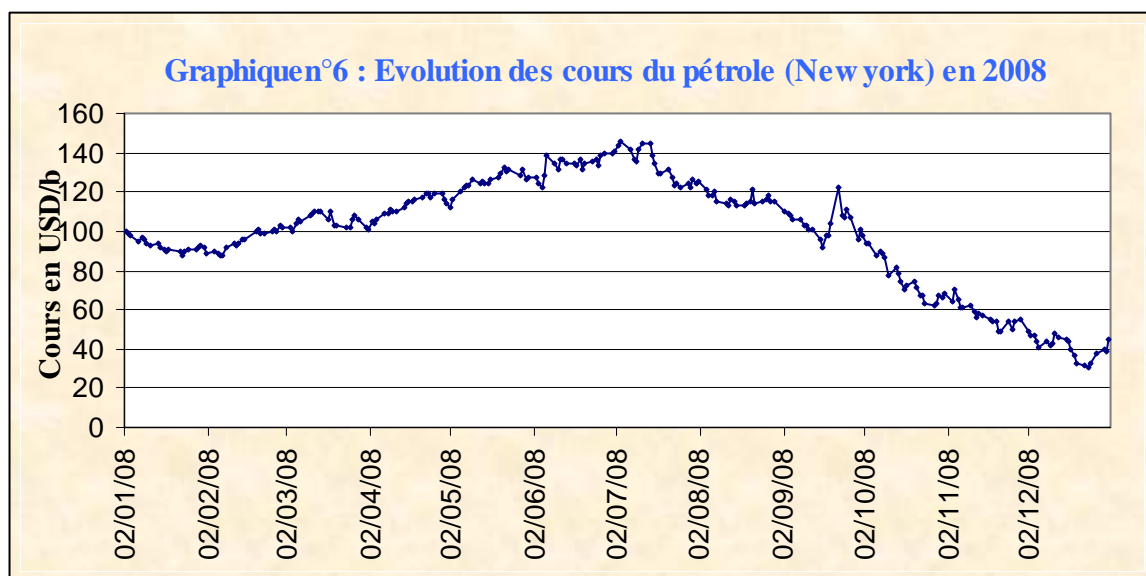
V. LE MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours de nombreuses matières premières ont connu des niveaux élevés en 2008, en particulier ceux du pétrole et des produits agricoles. Cette flambée, provoquée en parti par le recours des spéculateurs au commerce des matières premières devenu un substitut au marché financier sévèrement orienté à la baisse, a fait resurgir le spectre de la stagflation au sein des économies développées. Cependant, la forte baisse de la demande qui a résulté de la crise financière de l'automne 2008 a provoqué la chute des prix vers la fin de l'année.

5.1. Le pétrole

L'année 2008 a été marquée par des niveaux record du prix du baril de pétrole sur les marchés internationaux. Le 2 janvier, le cours du pétrole a atteint USD 100 et depuis n'a cessé de battre des records surtout au mois de juillet avec USD 147 le baril. Cette envolée est expliquée par des contraintes d'offre face à l'essor économique des pays émergents, mais également par la spéculation et la faiblesse du dollar américain.

Cependant, le contexte de l'économie mondiale a vite renversé la tendance. En effet, le ralentissement des économies émergentes et la récession dans les pays avancés sur fond de crise financière qui perdure ont fortement pesé sur les cours du pétrole. A la fin de l'année 2008, le prix du pétrole est retombé à USD 35 le baril.



Source : Reuters

5.2. L'or

En 2008, le cours de l'or a progressé de 25% en atteignant USD 872 l'once, contre USD 697 en 2007. Cette hausse s'explique plus par la spéculation sur la valeur de la monnaie américaine que par la demande de l'industrie productive ; l'or étant toujours perçu par les investisseurs comme une valeur refuge.

5.3. Le cuivre

Le cours du cuivre a connu une hausse continue jusqu'au mois de juillet où il a atteint son plus haut niveau à USD 8413 la tonne. A partir de cette date, le cours n'a cessé de diminuer à cause de la mauvaise conjoncture que traverse l'économie mondiale. Le cours du cuivre s'est ainsi replié à USD 5 267 la tonne en moyenne sur les cinq derniers mois. Il a terminé l'année à USD 6 955 la tonne, en baisse de 2,3% par rapport à l'année 2007.

5.4. Le fer

Le prix du minerai de fer a augmenté de 66% en 2008 à USD 140 la tonne contre USD 84,7 la tonne en 2007. Cette hausse, largement supérieure à celle de 2007 (9,4%), est intervenue à travers les accords passés entre les grandes sociétés.

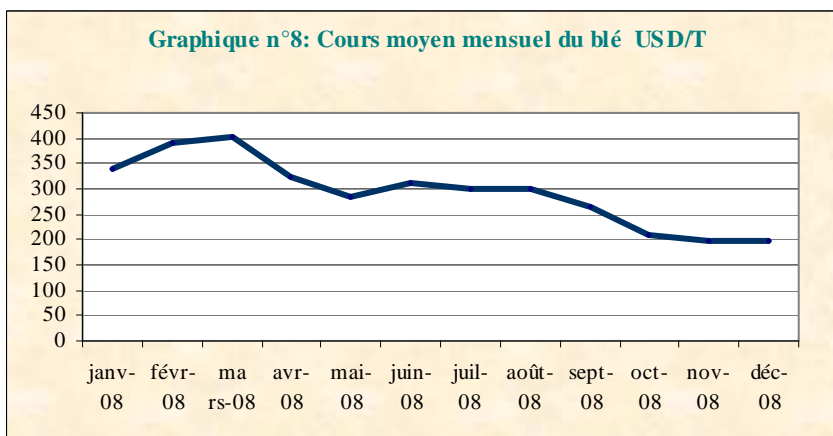
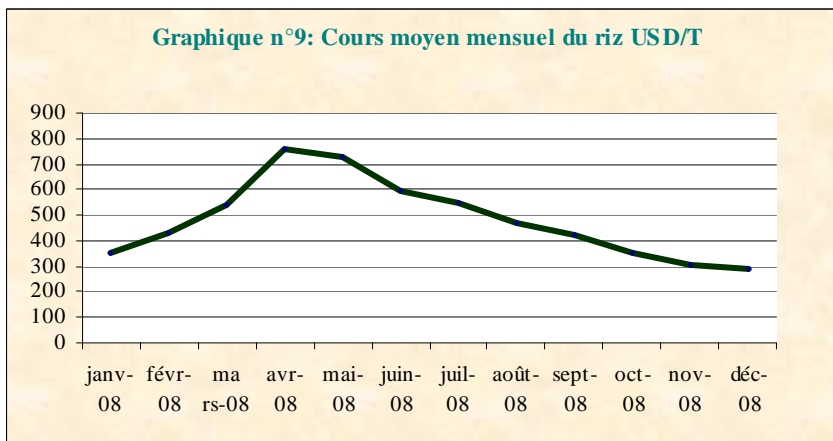
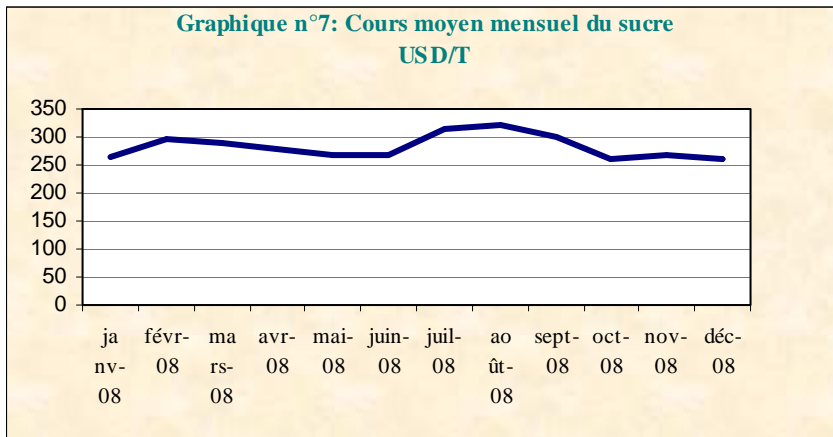
5.5. Le sucre

Le prix du sucre s'est replié légèrement de 1,7% en 2008, passant de USD 287,04 à USD 282 la tonne. Il a connu un niveau record de USD 322 la tonne au mois d'août avant de redescendre sur le reste de la période à USD 272 la tonne en moyenne.

5.6. Le blé

En s'établissant à USD 293,4 la tonne, le prix moyen du blé a connu une hausse de 25% en 2008 par rapport à 2007. Toutefois, le prix moyen du blé a atteint un maximum de USD 389 en février avant de redescendre à un minimum de USD 196 en novembre 2008.

Evolution des cours des produits alimentaires



Source : INSEE, Afristat

5.7. Le riz

Le prix moyen du riz a enregistré une forte hausse de 44,7% en 2008 par rapport à son niveau en 2007. C'est surtout au mois d'avril que le prix du riz a culminé à USD 762 la tonne. Il a ensuite baissé pour atteindre un minimum de USD 287 la tonne en décembre 2008.

DEUXIEME PARTIE :
LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

I. LA PRODUCTION

Au titre de l'année 2008, la croissance du produit intérieur brut (PIB) à prix constants, par rapport à son niveau en 2007, est estimée à 3,5%. Cette croissance, nettement au dessus de celle de 1% réalisée en 2007, est tirée principalement par le secteur tertiaire notamment les branches « administrations publiques », « Autres services » et celle du « commerce, restaurant et hôtel ». Le secteur primaire a également contribué à la hausse du PIB grâce, en particulier, aux performances enregistrées par l'agriculture et l'élevage. En revanche, le secteur secondaire a enregistré une croissance négative sous l'effet de la chute de la production pétrolière et de la baisse de l'activité dans la branche Bâtiment et Travaux Publics. Hors pétrole, la croissance du PIB est estimée à 3,9%, contre 5,9% enregistré en 2007.

Au cours de la période 2004-2008, le PIB réel global a connu une augmentation moyenne de 4,1% en raison de la bonne tenue des services, et des activités extractives notamment en 2006 (pétrole) et en 2007 et 2008 (mines d'or et de fer).

En terme nominal, le PIB est évalué à MRO 845,4 milliards, en hausse de 15,2% par rapport à son niveau de MRO 733,7 milliards en 2007. Il a bénéficié essentiellement des bonnes performances de l'activité du secteur secondaire en particulier l'extraction minière (40,3%) et du secteur primaire de manière générale.

Exprimé par tête d'habitant, le PIB nominal a enregistré une forte amélioration, en passant de USD 953 en 2007 à USD 1155 en 2008, soit une hausse de 21%.

1.1. Le Secteur primaire

Le secteur primaire a contribué en terme nominal à hauteur de 17,2% à la formation du produit intérieur brut de l'année 2008. Il a enregistré une croissance réelle de 7,4%, largement au dessus de celle de 4,6% réalisée en 2007. Cette performance reflète la bonne tenue des activités agricoles, d'élevage et de pêche.

1.1.1. L'agriculture

Au titre de l'année 2008, l'agriculture a représenté en terme nominal 21% du PIB du secteur primaire au lieu de 19% un an auparavant. Elle a enregistré une croissance réelle de 24,1%, reflétant l'amélioration des rendements de certaines cultures.

Globalement, après une chute de 31% au terme de la campagne 2006/2007, la production céréalière marque une reprise en s'établissant à 171,2 milles tonnes en 2007/2008, soit une progression de 25%.

La production cumulée du mil et du sorgho est estimée à 80,7 milles tonnes. Elle s'est inscrite en hausse de 2,2% par rapport à son niveau de l'année dernière.

La production cumulée du blé, du maïs et de l'orge a atteint 17 milles tonnes contre 8,9 milles tonnes en 2007, en liaison avec une augmentation de la superficie cultivée de près de 12 milles hectares.

Quant à la production du riz paddy, elle s'est chiffrée en 2008 à 73,5 milles tonnes, marquant une augmentations de 48% par rapport à celle réalisée en 2007. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration du rendement moyen par hectare qui est passé de 3,2 tonnes en 2007 à 4,5 tonnes en 2008.

1.1.2. L'élevage

Cette activité demeure l'une des principales activités du monde rural. Elle a bénéficié, à ce titre, de la part des autorités, d'un soutien important sous forme d'approvisionnement en aliments pour bétail, de sauvegarde du cheptel, de vaccination et de contrôle sanitaire. En dépit de son potentiel important, l'apport de cette activité a été très volatile durant les dernières années à cause des aléas climatiques.

Représentant 51,8% du PIB nominal du secteur primaire en 2008, la valeur ajoutée de l'activité d'élevage a progressé de 3% contre 4,1% en 2007. Cette activité assure une autosuffisance alimentaire en viande, et permet l'exportation d'excédents sous forme d'animaux sur pied. Elle contribue également à la satisfaction des besoins de consommation en lait, Cette filière recèle aussi d'autres sources importantes de revenue telles que l'exploitation des cuirs et des peaux.

Concernant le stock du cheptel en fin de période, celui-ci est estimé à 21,7 millions de têtes en 2008 contre 20,8 millions de têtes en 2007. Le Tableau ci-dessous présente la composition de ce cheptel. La progression du nombre d'ovins et de caprins a été de 5%, celle du nombre de bovins de 1,7% et celle du nombre de camelins de 0,7%.

Tableau n°1 : Evolution du stock de cheptel (en fin de période)

Chiffres en milliers de têtes

CHEPTEL (stock de fin d'année)	2006	2007	2008
BOVINS	1 355	1 397	1 421
OVINS ET CAPRINS	15 798	18 007	18 907
CAMELINS	1 342	1 370	1 380

Source : estimation MDRE

1.1.3. La pêche

Les côtes mauritaniennes étant parmi, les plus poissonneuses du monde l'activité de pêche bénéficie d'un potentiel important en ressources halieutiques. Cette activité a contribué à hauteur de 26,8% à la formation du PIB nominal du secteur primaire en 2008. En effet, la croissance de sa valeur ajoutée à prix constant est estimée à 10,7%, soit une accélération par rapport à l'année précédente où une croissance de 5,0% a été réalisée.

La production de la pêche artisanale a été estimée stable à 79,6 milles tonnes et semble sous évaluée en raison de la dissémination des points de débarquements des pirogues.

Concernant la pêche industrielle, elle représente une importante source de devises, et bénéficie de compensations financières de l'Union Européenne. Elle offre également de nombreux emplois.

Au terme de l'année 2008, les exportations des produits halieutiques ont atteint 161,4 mille tonnes, en hausse de 21,0% par rapport à 2007 où 133,6 milles tonnes seulement ont été exportées.

1.2. Le secteur secondaire

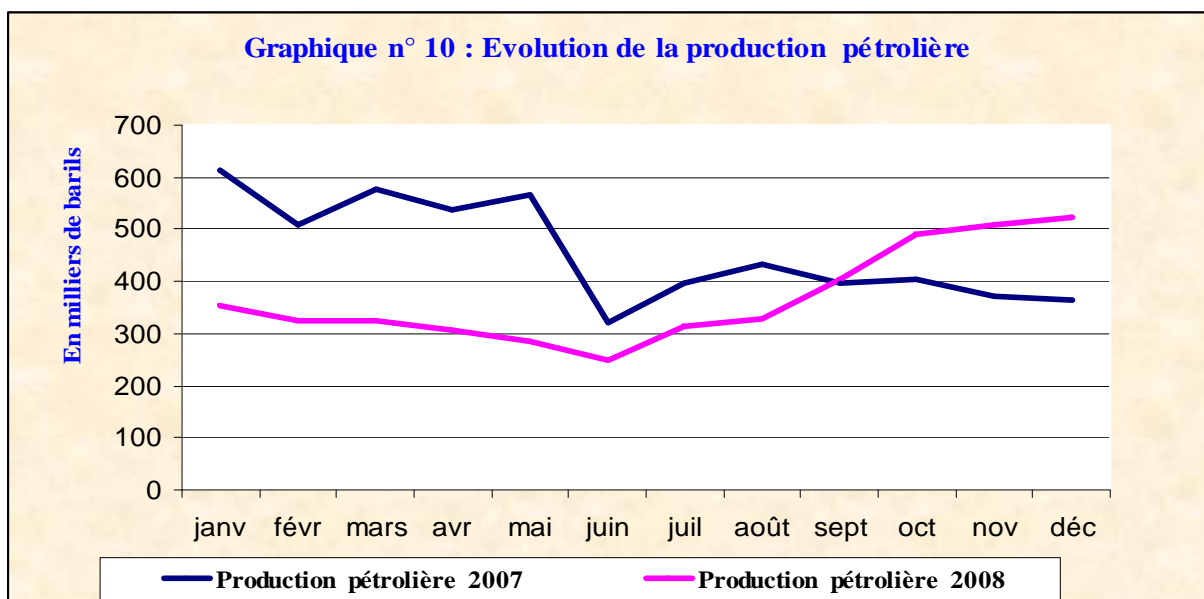
Ce secteur a représenté 36,4% du PIB nominal, sa croissance réelle a connu un recul de 0,8%, soit une amélioration par rapport à la croissance négative (-8,2%) enregistrée en 2007. Cette évolution procède principalement du ralentissement des activités minières et manufacturières mais aussi de la baisse de la production pétrolière et des activités du BTP.

En particulier, la part de la branche des mines à fort potentiel dans la formation du PIB en valeur du secteur secondaire est passée de 28,4% en 2006 à 58,1% en 2008. Elle assure d'importantes recettes en devises pour l'Etat et offre de nombreuses opportunités d'emploi.

1.2.1. Le pétrole

La production pétrolière s'est située à 4,4 millions de barils en 2008, contre 5,5 millions de barils en 2007, soit une baisse de 19,4%. Toutefois, on note que la production s'est améliorée depuis juillet 2008. D'un trimestre à l'autre, elle a progressé de 24,3% au troisième trimestre et de 45,4% au quatrième trimestre suite au forage de deux puits supplémentaires. Ainsi, le niveau enregistré au dernier trimestre de 2008 est supérieure de 33,5% au niveau atteint à la même période de 2007.

La croissance du PIB lié à la production pétrolière poursuit sa baisse avec un rythme largement moins rapide à (-14,5%) contre (-67,3%) en 2007, relatant ainsi l'amélioration des conditions d'exploitations ci-dessus mentionnées. Le PIB réel a atteint MRO 6,3 milliards contre MRO 7,4 milliards en 2007. En terme nominal, il est ressorti à MRO 57,2 milliards contre MRO 55,4 milliards soit une hausse de 3,3% en raison de la hausse des cours du brut durant les huit premiers mois de l'année 2008.



Source : CNRSH

1.2.2. Les mines

Les activités extractives de l'or et du cuivre ont connu des taux de croissance satisfaisants en 2008. Cependant, la production des mines étant destinée quasi exclusivement à l'exportation demeure très sensible aux chocs externes. En particulier l'actuelle crise économique mondiale a eu des effets négatifs sur les performances de cette branche d'activité.

Au terme de l'année 2008, la production du minerai de fer a été de 11,2 millions de tonnes. Elle est quasiment identique à celle de 11,3 millions de tonnes réalisées en 2007. Cette stagnation est liée aux baisses consécutives de la production qui ont atteint (-8,8%) et (-16,9%) au cours des troisième et quatrième trimestres.

Quant aux exportations du minerai de fer, elles se sont établies à 10,9 Millions de tonnes, en recul de 8,3% par rapport aux 11,8 millions de tonnes exportés en 2007. Cette contre-performance s'explique par la chute des exportations au troisième et au quatrième trimestre respectivement de 8,6% et de 15,8%.

Les principaux clients du minerai de fer sont les pays de l'Union Européenne auxquels est destinée 90% du total des exportations de ce minerai. Cette forte concentration, est expliquée par l'importance des échanges traditionnels avec les pays de cette zone.

S'agissant des mines d'or, leur production en 2008 est estimée à 200,1 mille onces, en hausse de 141,8% par rapport aux 82,8 milles onces produites en 2007. Leurs exportations se sont établies à 194,7 mille onces, en augmentation de 145,2% par rapport aux 79,4 mille onces exportées en 2007. Cette performance est liée au bon déroulement de l'activité d'extraction.

Pour sa part, la production du cuivre a atteint 33,1 milles tonnes en 2008, contre 28,7 milles tonnes en 2007, soit une hausse de 15,1%. De même, les exportations se sont ressorties à 34,1 milles tonnes au lieu 32 milles tonnes en 2007, soit une hausse de 5%.

Au total, l'activité d'extraction minière a connu une croissance de 7,7% de son PIB réel en se situant à MRO 49,9 milliards à la faveur des mines d'or (+ MRO 4,5 milliards), du minerai de fer (+MRO 2,4 milliards), la valeur ajoutée du cuivre ayant cru de seulement MRO 730 millions.

En terme nominal, le PIB des activités extractives s'est établi à MRO 236,3 milliards .soit une progression de 29,1% par rapport à 2007, sous l'effet de la hausse des prix des matières premières au cours de l'année 2008 notamment sur les huit premiers mois.

1.2.3. Les industries manufacturières

Les activités manufacturières prennent de plus en plus d'ampleur en réponse à l'augmentation de la demande du marché local. L'industrie chimique est assez présente et alimente le marché en produits d'entretien, d'hygiène, d'insecticides, de peintures, de bougies, et d'allumettes. Dans cette branche d'activité manufacturière, d'autres entreprises produisent de l'eau minérale, des pâtes alimentaires, des biscuits, des aliments pour bétail et des huiles raffinés. De même, les activités de transformation du bois, de production

d'emballage et de fabrication de produits en plastiques se développent eu égard à la demande intérieure. Les industries métalliques d'usinage de pièces de maintenances industrielles et celles de production du plâtre connaissent également un essor notable.

Quant aux industries des produits dérivés de l'élevage, elles ont connu un développement important notamment dans les filières du lait, de la viande rouge, et de l'exploitation des peaux et des cuirs.

Toutefois, au terme de l'année 2008, le taux de croissance du PIB réel de la branche manufacturière s'est tassé à 0,8% contre une hausse de 6,6% en 2007. Cette évolution est résultante à la fois du recul des activités «énergie», «fabrication de verre, poterie et matériaux de construction» et « métallurgie, fonderie, fabrication d'ouvrage en métaux » et de l'augmentation de l'activité de «fabrication des produits alimentaires et boissons », de «fabrication de produits chimiques » et celle dite « activité d'édition et imprimerie ».

1.2.4. Le Bâtiment et les Travaux Publics (BTP)

Dans ce secteur opèrent de grandes entreprises disposant de capacités importantes et capables de participer aux efforts de développement économique. Ces entreprises peuvent exécuter de grands projets d'infrastructures de base tels que les constructions d'ouvrages modernes, de routes et de barrages.

Cependant, la croissance du PIB réel de la branche BTP restée faible sur la période 2005 à 2007 (+1,4%) en moyenne, est devenue négative à -10,7% au titre de l'année 2008. En terme nominal, ce PIB a atteint MRO 42,2 milliards soit une baisse de 4,2% comparé à MRO 44 milliards de 2007.

1.3. Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, y compris les services fournis par l'administration publique, contribue à hauteur de 34% à la formation du PIB global en valeur. La croissance du PIB réel de ce secteur a atteint 3,8% par rapport à 2007 soit un léger ralentissement du rythme de croissance atteint en 2007.

1.3.1. Le Transport et les Télécommunications

L'activité du transport continu d'être dominée par le trafic terrestre des voyageurs et des marchandises. Les autres modes de transport tels que aérien, fluvial et maritime sont peu développés. De même, le transport ferroviaire est quasi exclusivement réservé à l'acheminement du minerai de fer de Zoueirat vers Nouadhibou.

De nouvelles stratégies ont été élaborées pour ce secteur. Leur mise en œuvre, en plus du renouvellement de la flotte nationale et de l'introduction de nouvelles règles de concurrence permettra à terme de redynamiser ce secteur.

S'agissant de la branche des télécommunications, elle connaît depuis plusieurs années une augmentation importante de son nombre d'abonnées. Cette augmentation a atteint 39,5% en 2008, Le nombre d'abonnées aux services des télécommunications s'est ainsi établi à 2,2

millions environ à la fin de l'année 2008. La croissance que connaît l'activité dans ce secteur, en particulier celle de la téléphonie mobile, s'est poursuivie en 2008 grâce à la diversification de l'offre à travers l'introduction de nouveaux services.

Cependant, le rythme de cette croissance a toutefois baissé par rapport à 2007 (41,6%), année où un troisième opérateur est arrivé sur ce marché. Ainsi, au terme de l'année 2008, le taux de croissance du PIB de ce secteur s'est établi à 9,8% contre 9,1% en 2007. En terme nominal, le PIB a cru de 14% contre 17% en passant de MRO 31,8 milliards à MRO 36,3 milliards croissance.

1.3.2. Le Commerce, la Restauration et l'Hôtellerie

La croissance de la branche «Commerce, restaurants et hôtels» poursuit son ralentissement entamé en 2007. Elle s'est établie à 3,3% en terme réel au titre de l'année 2008 contre 4,4% en 2007 et 6,2 en 2006. Cette évolution est à rapprocher avec le ralentissement du volume du commerce extérieur et la baisse de l'activité touristique.

1.3.3. Les Administrations Publiques

S'agissant du PIB des services non marchands des administrations publiques, il a progressé de 3%, niveau de croissance quasi identique à celui de 2,9% enregistré en 2007.

1.4. La Demande intérieure

Estimée à MRO 999 milliards, la demande intérieure s'est accrue de 19% en 2008 par rapport à son niveau de MRO 839,2 milliard atteint en 2007. Ce niveau de demande fait apparaître un déficit en ressources de MRO 153,6 Milliards au cours de l'année 2008, contre MRO 105,3 Milliards en 2007. Ce déficit représente 18,2% du PIB soit une hausse de 3,8 point de pourcentage rapport à son niveau de 14,3% constaté en 2007. Cette évolution résulte à la fois de l'augmentation de la consommation des ménages et des investissements.

1.4.1. La Consommation

Au terme de l'année 2008, la consommation globale a atteint MRO 765,6 Milliards, en hausse de 13,3% par rapport à son niveau de MRO 675,5 Milliards enregistré en 2007. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation de la consommation privée qui a progressé de 27,5% et qui représente 83,6% de la consommation totale. En revanche la Consommation publique a connu un fléchissement à -21% au terme de l'année 2008, en raison de la maîtrise des dépenses. La propension à consommer est quasiment stable à 90,6% 2008 contre 90% 2007.

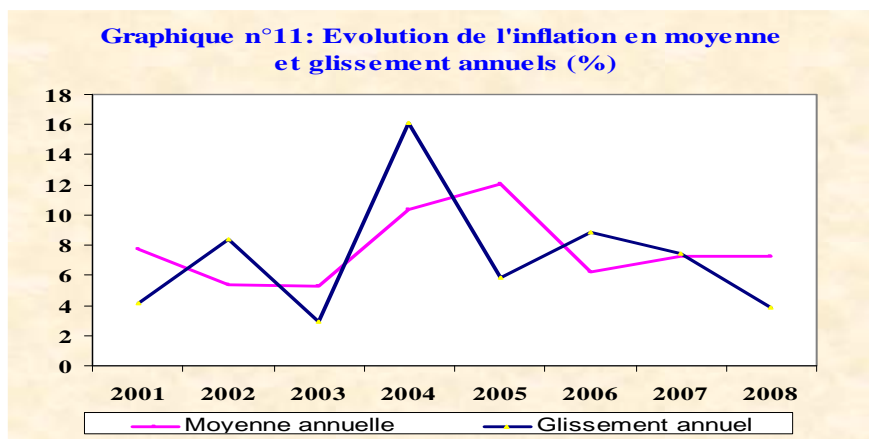
1.4.2. L'investissement

L'investissement, donné par la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation de stocks, a connu une progression remarquable de 30,6% après deux années consécutives de baisse. Cette reprise est imputable seulement à la hausse des investissements privés respectivement de 47,9%, les investissements publics ayant reculé de 4,9%. L'investissement global est ainsi ressorti à MRO 233,4 milliards en 2008 contre MRO 178,6 milliards enregistrés en 2007. En outre, le taux d'investissement est passé de 25% en 2006 à 27,6% en 2008 après s'être établi à 24,3 en 2007.

II. LES PRIX

Malgré une année 2008 marquée particulièrement par l'envolée des cours du pétrole et des produits alimentaires de base durant ses huit premiers mois, l'inflation en moyenne annuelle est restée identique à celle de l'année précédente à 7,3%. En glissement annuel, la progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a nettement ralenti à la fin décembre. Elle n'a guère dépassé 3,9% contre 7,4% en 2007.

Ce ralentissement de l'inflation résulte de la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente et des mesures prises par les pouvoirs publics pour atténuer la hausse des prix des produits de première nécessité. La conjoncture internationale, ayant entraîné la baisse générale des prix des produits de base au cours des derniers mois de l'année, a également eu un effet positif sur ce niveau d'inflation.



Source : ONS

Au vu du graphique ci-dessus, l'évolution de l'inflation en glissement annuel, comparée à celle de la moyenne, a connu des variations relativement fortes depuis le début de la décennie liées principalement à des événements économiques ponctuels, comme la hausse des cours des matières premières. En outre, les points de convergence des courbes correspondent à des variations assez faibles des indices, ce qui n'est pas le cas en 2008.

Tableau n°2 : Inflation annuelle

Année	Moyenne annuelle	Glissement annuel
2001	7,7	4,1
2002	5,4	8,4
2003	5,3	2,9
2004	10,4	16,1
2005	12,1	5,8
2006	6,2	8,9
2007	7,3	7,4
2008	7,3	3,9
Moyenne	7,7	7,2

Source : ONS

En 2008, l'augmentation des prix tant en moyenne qu'en glissement annuel reste inférieure à la moyenne des huit dernières années qui est de 7,7% en moyenne annuelle et de 7,2% en terme de glissement annuel.

Tableau n°3 : Evolution de l'IHPC 2005-2008

Libellé	Pondération en %	Variation annuelle des indices (glissement) en %				Contribution à l'inflation en point de %			
		2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008
Produits alimentaires, boissons et tabac	54,4	4,5	10,9	10,2	4,9	2,7	6,1	5,4	2,1
Dont Pain et céréales	14,6	20,3	0,1	10,3	6,4	2,9	0,0	1,5	0,9
Viande	13,0	-7,5	15,1	5,8	2,0	-1,0	2,0	0,8	0,3
Poisson	4,4	15,4	18,9	12,1	16,7	0,7	0,8	0,5	0,7
Lait, fromage et œufs	5,3	5,0	8,9	17,7	-0,7	0,3	0,5	0,9	0,0
Huiles et graisses	3,6	3,7	12,4	-2,5	11,9	0,1	0,4	-0,1	0,4
Légumes autres que pommes de terre	4,4	-14,6	16,9	27,5	-7,8	-0,6	0,7	1,2	-0,3
Sucre	2,2	-1,3	42,5	-7,5	-10,5	0,0	0,9	-0,2	-0,2
Boissons	3,6	0,3	12,9	0,3	8,3	0,0	0,5	0,0	0,1
Tabac	1,3	11,0	6,0	31,1	18,3	0,1	0,1	0,4	0,2
Habillement et articles chaussants	5,9	3,5	10,8	5,7	-1,1	0,2	0,6	0,3	-0,1
Logement, eau, électricité, gaz	13,7	6,4	8,2	10,4	-0,6	0,9	1,1	1,4	-0,1
Ameublement, équipement ménager	6,3	13,2	-2,2	3,2	8,7	0,8	-0,1	0,2	0,5
Santé	1,5	17,0	12,1	5,4	0,1	0,3	0,2	0,1	0,0
Transports	10,3	3,6	8,3	-0,3	1,7	0,4	0,9	0,0	0,2
Loisirs, spectacles et culture	1,6	7,0	-9,4	-8,6	-2,2	0,1	-0,1	-0,1	0,0
Enseignement	0,6	-5,6	6,2	-1,6	-1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Hôtels, cafés, restaurants	1,8	11,6	4,0	-1,7	5,8	0,2	0,1	0,0	0,1
Autres biens et services	4,1	14,4	8,4	1,3	29,8	0,6	0,3	0,1	1,2
INDICE GLOBAL	100	5,8	8,9	7,4	3,9	5,8	8,9	7,4	3,9

Source : ONS

La décélération du rythme de progression des prix constatée en 2008 a résulté, principalement, du recul de 3,3 points de pourcentage de la hausse des prix des produits alimentaires qui représentent l'essentiel du budget consommation des ménages. Ainsi, la variation du niveau général des prix en glissement annuel due aux prix des produits alimentaires a représenté 53% de l'inflation globale, soit 2,1 points de pourcentage. Au sein de la fonction alimentaire, l'inflation a surtout été tirée par les postes « pain et céréales » (+0,9), « poissons » (+0,7), et dans une moindre mesure par les postes « huiles et graisses » (+0,4) et « viande » (+0,3). Les postes « légumes » et « sucre » ont atténué cette hausse en enregistrant des contributions négatives respectivement de -0,3% et de -0,2% comme en témoigne l'évolution négative de leurs prix entre 2008 et 2007. La rubrique « lait, fromage et œufs » a eu une contribution nulle au niveau globale de l'inflation. De leur part, les « boissons » contrairement à l'an passé ont connu une accélération de la progression de leurs prix et une contribution de +0,1% à la hausse de l'inflation.

Hors produits alimentaires, la plus forte contribution à l'inflation provient des « autres services » (+1,2%) suivis de la rubrique « Ameublement et équipement ménager » (+0,5%) dont l'indice a augmenté de 8,7% au lieu de +3,2% en 2007. Les postes « logements, eau électricité et gaz » et « Habillement et articles chaussants » ont enregistré des variations négatives de leur indice respectivement (-0,6) et (-1,1), contribuant ainsi négativement à la hausse du niveau général des prix. Le poste « transport » a enregistré une hausse de 1,7%

soit une contribution de 0,2 point à la variation de l'inflation, au lieu d'un recul de 0,3% en 2007.

Par ailleurs, les indices des prix de « loisirs et culture », et « enseignement », ont enregistré des reculs de 2,2% et de 1,9%. Toutefois, leur contribution à la variation de l'indice global a été nulle. En revanche les postes « restaurants et hôtels » et « santé » ont enregistré des hausses respectives de 5,8% et de 0,1% contribuant ainsi à la hausse du niveau global de l'inflation.

La nomenclature secondaire de l'IHPC montre qu'en 2008 l'inflation est essentiellement locale. En effet, le glissement annuel de l'indice des produits locaux s'est établi à 4,7% alors que celui des produits importés n'a progressé que de 2,5%. Ainsi sur le front de l'inflation, les mesures semblent beaucoup plus axées sur les produits importés. En effet, les indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont augmenté respectivement de 6,8%, de 3,2% et de 4,6%. Hors produits frais, l'inflation sous-jacente a connu une décélération en s'établissant à 3,1% soit un recul de 2,4 point de pourcentage par rapport à 2007. A titre de rappel, l'inflation sous-jacente a été adoptée depuis avril 2007 par l'ONS comme indicateur complémentaire de l'inflation, à l'instar des autres pays membres d'AFRISTAT.

Par ailleurs, la mise en oeuvre d'une politique monétaire prudente, et d'une politique de change adaptée a permis de limiter la hausse des prix malgré la hausse du déficit budgétaire qui a été de MRO 59,1 milliards en 2008 contre MRO 33 milliards en 2007. L'appréciation en moyenne de 7,4% de l'Ouguiya par rapport au dollar a permis d'amortir le choc entraîné par l'envolée des prix à l'importation des produits alimentaires sur le niveau des prix à la consommation.

III. LE SECTEUR EXTERIEUR

En 2008, les échanges commerciaux avec l'extérieur se sont effectués dans un contexte international marqué par la flambée des prix du pétrole et des autres produits de base au cours des huit premiers mois. Cette tendance s'est inversée durant les quatre derniers mois de l'année sous l'effet de la contraction de la demande mondiale du fait de la transmission des effets de la crise financière à l'économie réelle.

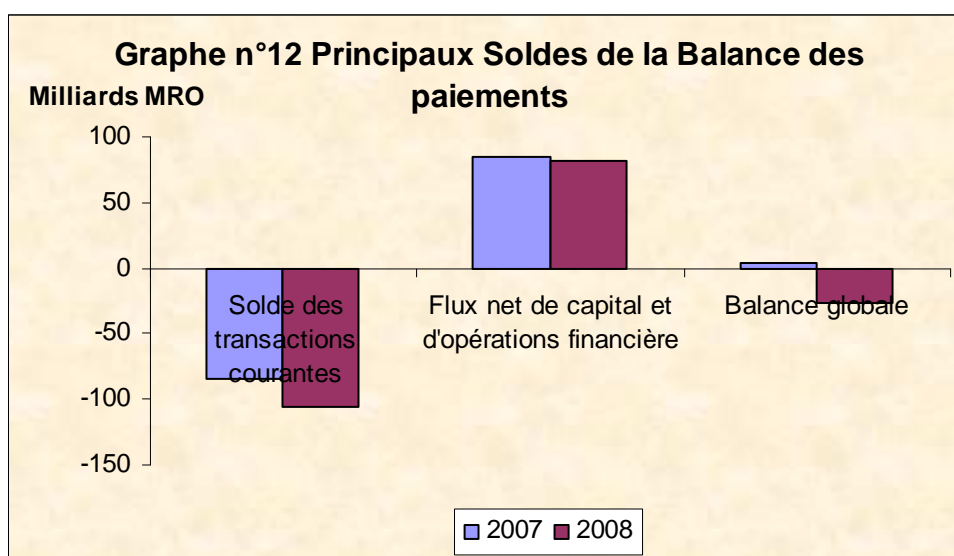
Dans ces conditions, le déficit habituellement dégagé par le compte courant de la balance des paiements s'est creusé de près de 27% suite à l'aggravation du déficit de la balance des services et revenus qui a largement compensé l'amélioration de la balance commerciale et celle des transferts sans contrepartie.

Compte tenu de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, la balance globale s'est soldée par un déficit de MRO 25,9 milliards au lieu d'un excédent de MRO 4,1 milliards en 2007. Quant aux réserves officielles de change, elles ont connu une légère baisse en s'établissant à MRO 48,8 milliards en fin 2008 contre MRO 52,4 milliards une année auparavant. En terme de mois d'importation de biens et services, le niveau des ces réserves de change représente 1,5 mois d'importation contre 1,9 mois l'année précédente.

Tableau n°4 : Evolution du solde global (en milliard MRO)

Principaux Soldes de la Balance des paiements	2007	2008
<i>Solde des transactions courantes</i>	-83,7	-106,1
<i>Flux net de capital et d'opérations financière</i>	84,8	81,2
<i>Opérations d'ajustement (flux net)</i>	3,1	-1,0
Balance globale	4,2	-25,9

Source : BCM/DGE



Source : BCM/DGE

3.1. Les transactions courantes

En 2008, la balance des transactions courantes fait ressortir un déficit de MRO 106,1 milliards ou 11,7% du PIB contre un déficit de MRO 83,7 milliards ou 11,4% du PIB en 2007. Cette évolution résulte de l'aggravation du déficit des services et revenus qui a toutefois été atténuée par l'amélioration enregistrée par la balance commerciale et celle des transferts sans contreparties.

Tableau n°5 : Evolution du solde des transactions courantes (en milliard MRO)

Soldes des transactions courantes	2007	2008
<i>Balance commerciale</i>	5,9	6,2
<i>Services et revenus (nets)</i>	-127,3	-153,8
<i>Transferts courants (net)</i>	37,6	41,5
Solde courant	-83,8	-106,1

Source : BCM/DGE

3.1.1. La Balance Commerciale

L'excédent de la balance commerciale s'est établi à MRO 6,2 milliards, enregistrant, en un an, une amélioration de 3,1% par rapport à l'année 2007. Cette situation recouvre une augmentation de l'ordre de 11,6% aussi bien pour les exportations que pour les importations. Aussi, le taux de couverture des importations par les exportations est resté stable à 101,6%.

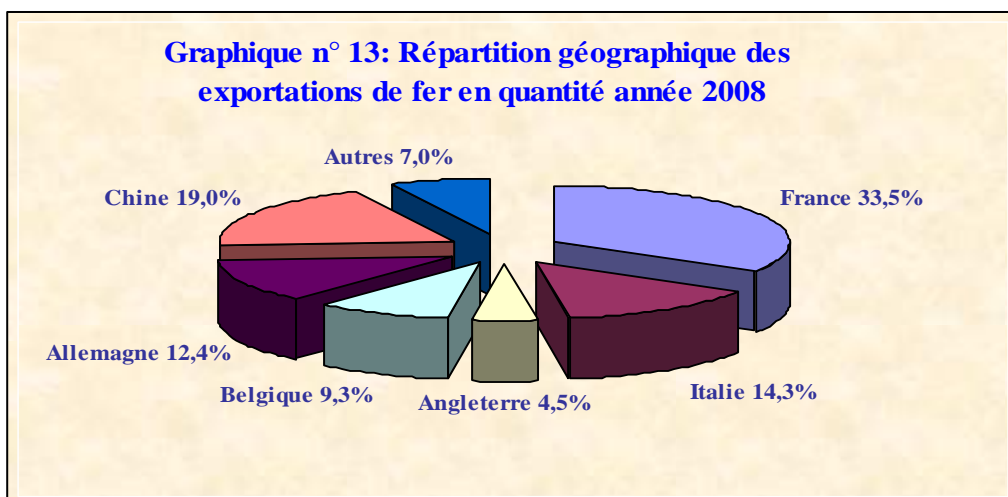
3.1.1.1. Les Exportations

Évaluées à MRO 422,9 milliards, les exportations ont enregistré une progression de 11,6% au lieu de 3,3% l'année précédente, grâce, notamment, à l'accroissement des recettes d'exportations du minerai de fer et de l'or, qui ont compensé la baisse des exportations du cuivre et du pétrole.

Les exportations de minerai de fer, par la SNIM, ont atteint MRO 187,4 milliards en 2008 contre MRO 149,8 milliards en 2007, soit une hausse de 25%. Elles ont porté sur 11 millions de tonnes de minerai de fer contre 11,8 millions de tonnes une année auparavant. Le volume exporté ayant enregistré un recul de 6,8%, l'augmentation des recettes d'exportation résulte de l'augmentation du prix du minerai de fer qui a atteint en moyenne USD 71,2 la tonne en 2008 contre USD 47,3 en 2007, soit une hausse de 50,5%.

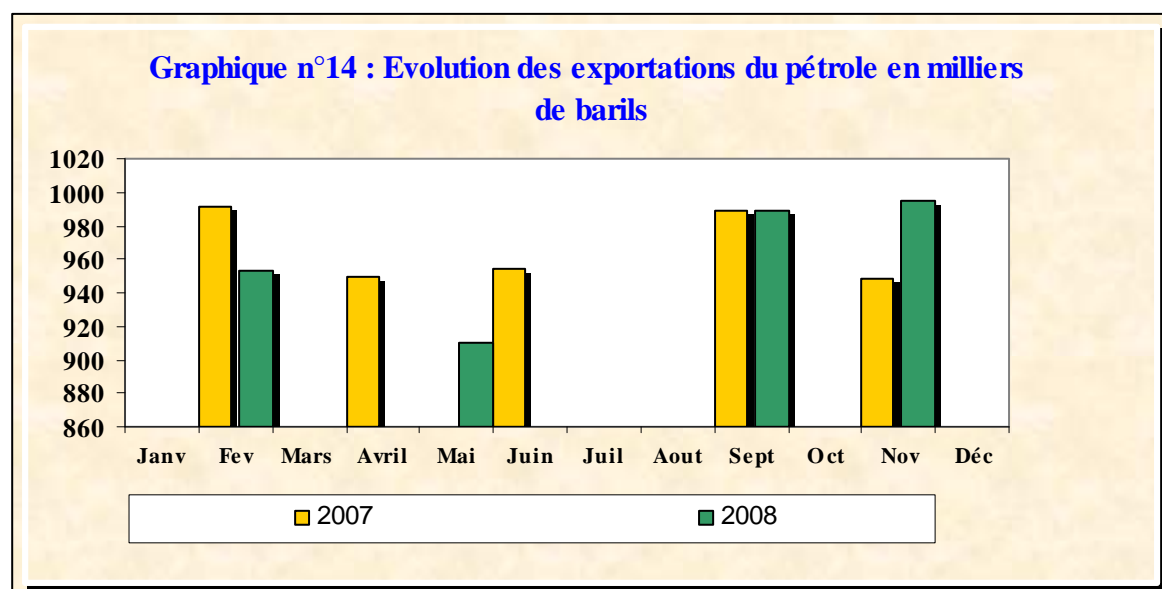
La répartition géographique des exportations du minerai de fer montre qu'elles restent orientées essentiellement vers l'Europe avec 74% des quantités exportées en 2008. Toutefois, avec une part croissante, atteignant 19% du total exporté en 2008, la Chine est désormais la deuxième destination des exportations de la SNIM après la France.

Pour leur part, les exportations d'or ont totalisé MRO 41,8 milliards en 2008 contre MRO 15,4 milliards en 2007, soit une hausse de 171% attribuable principalement à la hausse des quantités exportées suite à l'entrée en activité de la société TASIAST à partir du 4ème trimestre 2007. En effet, le volume des ventes d'or est passé de 79,4 mille onces en 2007 à 195 mille onces, soit une progression de 145,6% due pour plus des deux tiers à la société Tasiast.



Source : BCM

Evaluées à MRO 79,2 milliards en 2008, les exportations de pétrole ont accusé une diminution de 10,2% due à une baisse de près de 20% des quantités vendues, elle-même résultant d'un recul de même ampleur de la production annuelle. La baisse des recettes



pétrolière a été atténuée par l'amélioration de 22% enregistrée par le prix moyen du baril à l'export.

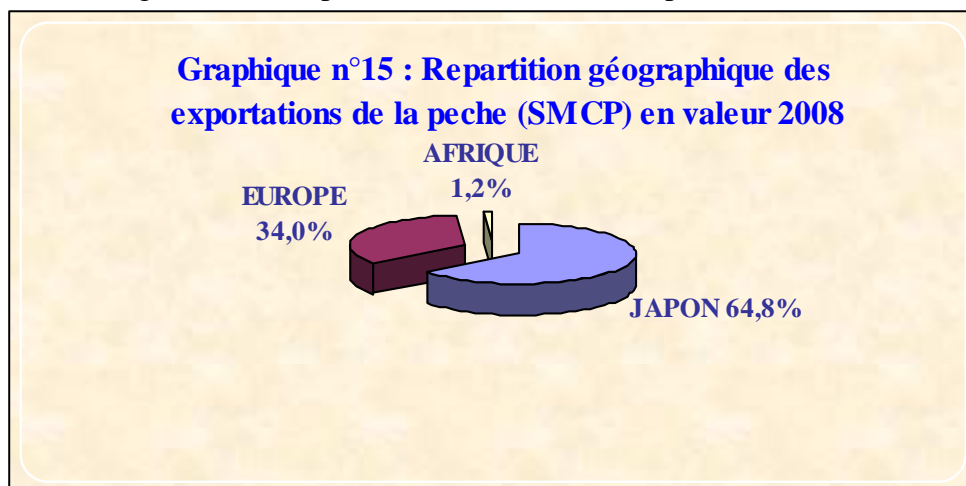
Source : CNRSH

Pour leur part, les exportations de minerai de cuivre (MCM) ont totalisé MRO 40,8 milliards en 2008 contre MRO 47,8 milliards l'année passée, soit une baisse de 14,6%, imputable à la chute de plus de 13% du prix moyen de la tonne à l'export, les quantités exportées ayant enregistré un accroissement de 5%.

S'agissant des exportations de la pêche, les quantités expédiées ont été estimées à 161,4 mille tonnes en 2008 contre 133,6 mille tonnes l'année précédente, soit une expansion de 20,8% due en grande partie à l'accroissement des quantités de pélagiques exportées. Cependant, en valeur, la hausse des exportations de poisson a été limitée à 6% passant de

MRO 66,2 milliards en 2007 à MRO 70,3 milliards en 2008, le prix moyen à la tonne ayant enregistré un repli de l'ordre de 12%.

Les quantités exportées à travers la SMCP ont accusé une baisse de 14% tandis qu'en valeur, elles ont connu une progression de 10% en raison de la forte valeur marchande de la composante céphalopode dont le prix moyen à l'export a augmenté de 14,5% en 2008. Ainsi, les exportations de la SMCP ont atteint MRO 53,6 milliards pour l'année 2008, soit 76% de la valeur globale des exportations du secteur de la pêche.



Source : BCM/ SMCP

La répartition géographique des exportations de la SMCP, qui représentent plus des trois quart des exportations du secteur de la pêche, continue de refléter la place prédominante du Japon et de l'Europe avec des parts respectives de 64,8% et 34%. La part de l'Afrique demeure marginale avec seulement 1,2% des exportations en 2008.

Malgré, l'augmentation en quantité (25,9%) et en valeur (22,6%) des exportations des espèces pélagiques, leur valeur marchande reste encore très faible avec seulement 13% de la valeur des exportations globales du secteur. En effet, leur valeur est passée de MRO 8,2 milliards en 2007 à MRO 9,6 milliards en 2008.

Pour ce qui est de la pêche artisanale, les exportations en valeur ont progressé de 25% pour se chiffrer à MRO 7,4 milliards du fait de l'augmentation de près de 128% des quantités exportées, et ce en dépit d'une baisse de 14% du prix moyen à l'export.

3.1.1.2. Les Importations

Estimées à MRO 416,5 milliards en 2008, les importations totales de la Mauritanie, ont marqué une hausse de MRO 43,4 milliards ou 11,6% par rapport à l'année 2007. Ce résultat est attribuable essentiellement à l'alourdissement de la facture pétrolière conjugué à l'accroissement des importations destinées aux industries extractives et au renchérissement des autres importations.

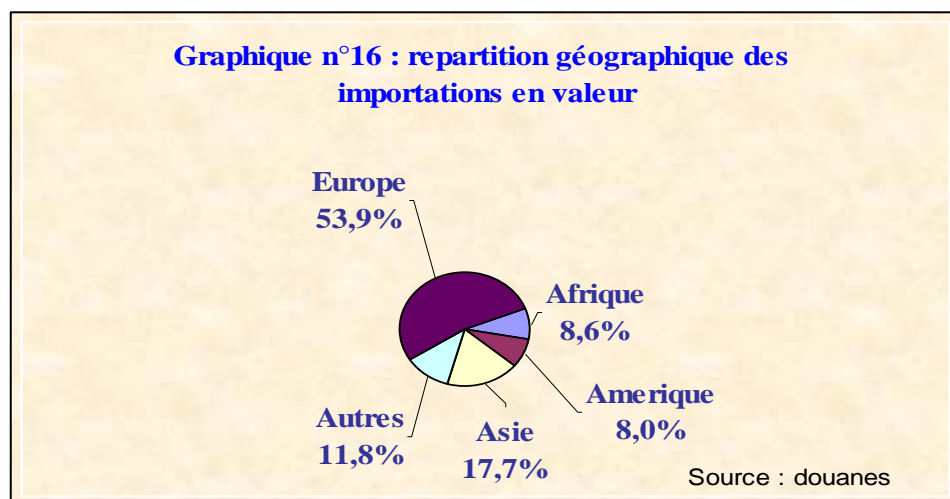
En expansion de 31%, les dépenses pour l'approvisionnement en produits pétroliers ont porté sur un montant global de MRO 99,1 milliards, soit une hausse de MRO 23,5 milliards par rapport à son niveau de 2007. En dollars et sur une base CAF, la facture pétrolière a

atteint USD 468,8 millions, en accroissement de plus de 42%. Cette augmentation résulte d'un renchérissement de 40% des prix conjugué à une légère hausse des quantités importées. Hors SNIM, la facture pétrolière s'est accrue de 40,8% pour s'établir à USD 373,5 millions. Quant aux importations de la SNIM en produits pétroliers, elles ont connu une hausse de 47,3%, passant de USD 64,7 millions en 2007 à USD 95,3 millions en 2008.

Pour leur part, les acquisitions de biens d'équipement par les industries extractives hors SNIM, ont connu une hausse de 4,3% en se situant à MRO 68,6 milliards en 2008 contre MRO 65,8 milliards en 2007. En particulier les importations de MCM et TASIAST sont passées de MRO 26,4 milliards en 2007 à MRO 42,9 milliards en 2008, enregistrant ainsi une hausse de 62%. A l'inverse, les importations de biens d'équipement par l'industrie pétrolière, ont connu une baisse de 35% d'une année à l'autre. Quant aux importations de la SNIM en biens d'équipement, elles ont totalisé MRO 74 milliards, en augmentation de MRO 11 milliards ou 18%, et ont représenté près de la moitié des importations de biens d'équipement pour les industries extractives en 2008.

S'agissant des importations hors produits pétroliers et acquisitions de biens d'équipement par les sociétés minières et pétrolières, elles se sont accrues de 3,5%, passant de MRO 168,7 milliards en 2007 à MRO 174,7 milliards en 2008. Cette hausse modérée s'explique par la baisse sensible des prix des produits de base durant les derniers mois de l'année, après que ces prix aient atteint des sommets au cours des huit premiers mois de l'année.

La structure des importations par zone géographique reste caractérisée par la prédominance des flux commerciaux avec l'Union Européenne qui demeure de loin le premier fournisseur de la Mauritanie avec près de 54% de la valeur des importations de biens, soit une progression de plus de 10 points de pourcentage par rapport à 2007. L'Asie vient en seconde position avec 17,7% du total des importations. Quant aux importations en provenance de la région africaine et de l'Amérique, elles ont représenté respectivement 8,6% et 8% de la valeur des importations en 2008.



Source : DGD

3.1.1.3. Les Services

D'un montant de MRO 149,8 milliards, le solde déficitaire des services s'est creusé de MRO 13,1 milliards ou 9,6% par rapport à 2007, après une hausse des dépenses de l'ordre de MRO 16,3 milliards.

Les dépenses relatives aux services ont, en effet, enregistré un accroissement de 10,3%, en passant de MRO 158,6 milliards en 2007 à MRO 174,9 milliards en 2008. Cette évolution est due principalement à la forte progression des dépenses au titre des « autres services » qui se sont accrues de MRO 11,7 milliards ou 31,5% par rapport à leur niveau en 2007 en partie en raison de la hausse des paiements effectués par les sociétés de télécommunication. Les dépenses au titre des services destinés au secteur minier (MCM et Tasiast), ont aussi connu une progression de 24,7% tandis que celles afférentes au secteur pétrolier ont connu une baisse de 22%.

S'agissant des services liés aux frais de transport et d'assurance, ils ont enregistré une progression de 6,4% pour s'établir à MRO 53,8 milliards contre MRO 50,5 milliards en 2007. Le fret relatif aux importations, hors secteur pétrolier et minier, représente 67% du fret total, celui de l'activité minière à 26,4% dont 18% pour la SNIM, le fret relatif à l'activité pétrolière n'en a représenté que 6,6%.

Les recettes, constituées essentiellement des rentrées au titre des droits de pêche et des recettes procurées par le secteur touristique, se sont chiffrées à MRO 25,1 milliards en augmentation de MRO 3,1 milliards ou 14,1% en 2008. Cette augmentation est due à la hausse des recettes autres que celles liées à la pêche, qui se sont améliorées de plus de près de 52%. Les entrées au titre des licences de pêches ayant, quant à elles, connu une baisse de 31,7%.

3.1.2. Les Revenus

La balance des revenus a dégagé, en 2008, un déficit de MRO 4 milliards imputable essentiellement aux sorties au titre des salaires et profits transférés par les sociétés opérant dans le secteur des industries extractives notamment le cuivre, l'or et le fer. En outre, les flux de revenus entrant, constitués principalement de la redevance versée par l'UE dans le cadre de l'accord de pêche avec le Gouvernement mauritanien, se sont inscrits en baisse passant de MRO 36,4 milliards en 2007 à MRO 32,2 milliards en 2008.

3.1.3. Les Transferts courants

Les transferts nets ont connu une amélioration de 10,6% en s'élevant à MRO 41,6 milliards en 2008 au lieu de MRO 37,6 milliards l'année précédente. Cet accroissement est dû à la hausse de 38% enregistrée par les transferts officiels suite notamment au versement d'un don de USD 50 millions par l'Arabie Saoudite. Quant aux transferts privés, leur solde a connu une baisse de 18,4% en passant de MRO 18,3 milliards en 2007 à MRO 14,9 milliards en 2008.

3.2. Le compte de capital et d'opérations financières

Au terme de l'année 2008, le solde du compte de capital et d'opérations financières a affiché un excédent de MRO 81,3 milliards, en baisse de MRO 3 milliards ou 3,5% par rapport à celui enregistré en 2007. Cette légère baisse s'explique principalement par la

diminution de l'excédent dégagé par le compte de capital, le compte d'opérations financières ayant enregistré un excédent en légère amélioration.

Tableau n°6 : Evolution du Compte de capital et d'Opérations financières

Soldes des comptes de capital et d'opérations financière	2007	2008
<i>Compte de capital et d'opération financière</i>	84,7	81,3
<i>Compte de capital</i>	15,5	7,7
<i>Compte d'opération financière</i>	69,2	73,6

Source : BCM/DGE

3.2.1. Le Compte de capital

En 2008, le compte de capital s'est soldé par un excédent de MRO 7,7 milliards, inférieur de près de MRO 8 milliards à celui de l'année précédente qui prenait en compte une annulation de dette consentie par la Chine pour un montant MRO 14,8 milliards alors qu'en 2008 le montant de la dette annulée n'a pas dépassé MRO 7,7 milliards consenti par l'Espagne.

3.2.2. Le Compte d'opérations financières

Les opérations financières se sont soldées par un excédent de MRO 73,6 milliards, contre MRO 69,2 milliards en 2007, soit une hausse 4%. Cet excédent est attribuable notamment à l'accroissement des ressources mobilisées sur emprunts extérieurs et aux flux de capitaux à court terme, les investissements directs nets ayant accusé une diminution de 33%.

En s'établissant à MRO 24,2 milliards contre MRO 36 milliards en 2007, la balance des investissements directs étrangers s'est inscrite en repli de MRO 12 milliards correspondant essentiellement à l'amortissement des investissements dans le secteur pétrolier qui n'ont pas été entièrement compensés par les investissements dans les autres secteurs.

S'agissant des ressources extérieures mobilisées par l'Etat et les entreprises publiques, elles ont atteint MRO 61,3 milliards en 2008 soit plus du double du montant des tirages réalisés l'année passée. Cette augmentation notable s'explique par la hausse des décaissements destinés au financement du projet de développement, notamment Aftout Essahli pour l'alimentation en eau potable de la ville de Nouakchott.

Les montants dus au titre de l'amortissement de la dette extérieure ont totalisé MRO 40,3 milliards contre MRO 21,6 milliards en 2007, soit un accroissement de 86,6% qui s'explique par le remboursements par la BCM de certains dépôts devenus coûteux du fait de la baisse des taux d'intérêts sur les principales devises.

Le solde des flux de capitaux à court terme est, quant à lui, passé de MRO 12,5 milliards en 2007 à MRO 28,3 milliards en 2008 en liaison avec des conditions commerciales favorables et l'accroissement des rapatriements des recettes de la SNIM.

En somme, la balance des paiements a dégagé un déficit global estimé à près de MRO 26 milliards au lieu d'un excédent de MRO 4,1 milliards en 2007, Néanmoins, la baisse du niveau des réserves de change de la BCM reste assez limitée. En effet, ces dernières se sont établies à MRO 48,8 milliards contre MRO 52,4 milliards à l'issue de l'année précédente, soit un recul de 2,7%.

TABLEAUN° 7 : BALANCE DES PAIEMENTS

BALANCE DES PAIEMENTS	En Millions USD		En Millions MRO	
	2007	2008	2007	2008
Balance commerciale	22,9	19,6	5 974,0	6 161,3
Exportations	1 454,4	1 751,7	379 063,0	422 917,7
Minerai de fer	575,0	778,1	149 862,0	187 361,6
Pêche	254,3	288,5	66 276,0	70 288,8
Pétrole	338,7	329,5	88 275,0	79 240,1
Cuivre et or	242,6	341,4	63 235,0	82 618,3
Autres	18,8	13,1	4 855,0	3 164,7
Importations, fob	-1 431,5	-1 731,1	-373 089,0	-416 518,4
Produits pétroliers	-290,4	-412,6	-75 681,0	-99 145,3
dont: SNIM	-56,9	-83,9	-14 841,0	-20 240,3
Autres	-233,4	-328,7	-60 840,0	-78 905,1
Equipements importés pour les industries extractives	-493,7	-591,5	-128 680,0	-142 662,6
Autres importations	-647,4	-727,0	-168 727,0	-174 710,5
Services et revenus (nets)	-488,5	-645,1	-127 307,4	-153 846,2
Services (nets)	-524,4	-622,3	-136 658,7	-149 808,9
Revenus	35,0	-22,7	9 352,0	-4 037,3
Transferts courants (net)	144,3	169,9	37 597,0	41 581,5
Transferts privés (net)	70,2	62,1	18 306,0	14 941,7
Transferts officiels	74,0	107,9	19 291,0	26 639,8
Balance des transactions courantes	-321,3	-455,6	-83 742,0	-106 103,4
Compte de capital et d'opérations financières	325,3	336,6	84 770,0	81 295,0
Compte capital	59,7	30,9	15 555,0	7 674,7
Divers (bonus de pétrole, vente de licence telecom etc.)	59,7	30,9	15 555,0	7 674,7
dont: Annulation de la dette(MDRI) envers le FMI	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte d'opérations financières	265,6	305,7	69 215,0	73 620,3
Investissement direct (net)	138,3	101,9	36 040,0	24 227,3
IDES hors industries et prospection pétrolière et minière	8,1	-10,0	2 118,0	-2 485,3
Dont: industrie pétrolière (net)	127,5	34,4	33 232,0	7 973,7
Dont: autres industries minières spécifiées (net)	2,7	77,4	691,0	18 739,0
Prêts officiels à moyen et long terme	79,3	90,5	20 676,0	21 046,4
dont: SNIM	162,3	19,8	42 298,0	4 835,1
Principal exigible	-83,0	-164,7	-21 622,0	-40 276,4
Autres transactions privées en capital	48,0	113,4	12 499,0	28 346,5
Dont: Délai de paiement pétrole	-10,6	16,5	-2 763,0	4 266,3
Dont: Réduction des arriérés extérieurs privés	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions	11,9	2,8	3 102,0	-1 091,1
Balance globale	15,9	-116,2	4 130,0	-25 899,4
Financement	-15,9	116,2	-4 130,0	25 899,4
Actifs extérieurs nets	-55,0	89,1	-14 342,0	19 361,0
BCM (net)	-32,2	-1,9	-8 403,0	-2 275,4
Avoirs	-14,4	10,2	-3 746,0	457,4
Engagements	-17,9	-12,1	-4 657,0	-2 732,8
dont: FMI (net)	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques commerciales (net)	-12,9	77,6	-3 350,0	18 504,4
Avoirs	10,3	-19,3	2 682,0	-4 839,0
Engagements	-23,1	21,2	-6 032,0	5 305,0
Compte pétrolier	-9,9	13,5	-2 589,0	3 132,0
Financement exceptionnel	39,2	27,1	10 212,0	6 552,9
PIB nominal (en millions de dollars EU)	2 821,0	3 500,8	733 748	845 435
Balance commerciale (en millions de dollars EU)	22,9	19,6	5988,7	4742,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB annuel)	-11,4%	-13,0%	-11,4%	-12,6%
Idem, industries pétrolière et minière (hors SNIM)	-10,2	22	-2 658,0	5323,1
Avoirs extérieurs de la BCM	208,8	195,0	52 420,0	48 800,0
En mois d'importations	1,9	1,5		
Réserves du compte pétrolier	59,1	46,1	15 403,0	11154,35

Source : BCM/DGE

IV. LA DETTE EXTERIEURE

4.1. Le stock de la dette extérieure

Le stock de la dette publique extérieure de la Mauritanie est estimé à USD 2,6 milliards en fin 2008 contre USD 2,5 milliards à la même période de l'année précédente. Rapporté au PIB, il est revenu de 94% en 2007 à 81,1% en 2008 suite à la progression de ce dernier.

L'accroissement du stock de la dette en 2008 s'explique par l'augmentation du niveau de décaissements, un niveau de remboursement en principal moins important et par l'accumulation de nouveaux arriérés notamment sur la dette passive.

4.2. L'encours de la dette active

En 2008, l'encours de la dette décaissée et non encore remboursée est estimé à 1,4 milliards de dollars et représente 40,8 % du PIB. La composition de cet encours par groupe de créanciers est dominée par les créanciers multilatéraux, En effet, près de 73,8% de l'encours de la dette extérieure est dû à des bailleurs multilatéraux et seulement 26,2% à des bailleurs bilatéraux.

TABLEAU N° 8 : Encours de la dette active par catégorie de créancier

En millions USD	2007	2008	Variation
TOTAL	1 239,1	1 427,1	15,2%
A, Bilatéraux	369,9	374,1	1,2%
1) Club de Paris	77,7	75,2	-3,3%
2) Autres bilatéraux ³	292,1	298,9	2,3%
B, Multilatéraux	868,9	1 052,9	21,2%
BAD	41,1	35,7	-13,1%
BEI	68,2	59,9	-12,2%
BID	94,4	96,4	2,1%
FAD	30,8	47,5	54,2%
FADES	307,1	429,3	39,8%
FIDA	58,3	60,9	4,5%
FMA	28,2	39,9	41,5%
FMI	13,1	16	22,1%
IDA	202,7	240,9	18,8%
OPEP	25	26,5	6,0%

Source : BCM/DGE

4.2.1. La dette multilatérale

S'agissant de la composante multilatérale de l'encours, son niveau a connu une hausse importante, passant de USD 868,9 millions en 2007 à USD 1 052,9 millions en 2008, soit une augmentation de USD 183,9 millions. Cette évolution est due essentiellement à une augmentation des tirages notamment ceux effectués auprès du FADES, de l'IDA et du FAD.

³ Ce montant exclut les arriérés en principal. Compte tenu des arriérés le stock des autres bilatéraux s'établirait à USD 507 millions en 2008 contre USD 492 millions en 2007.

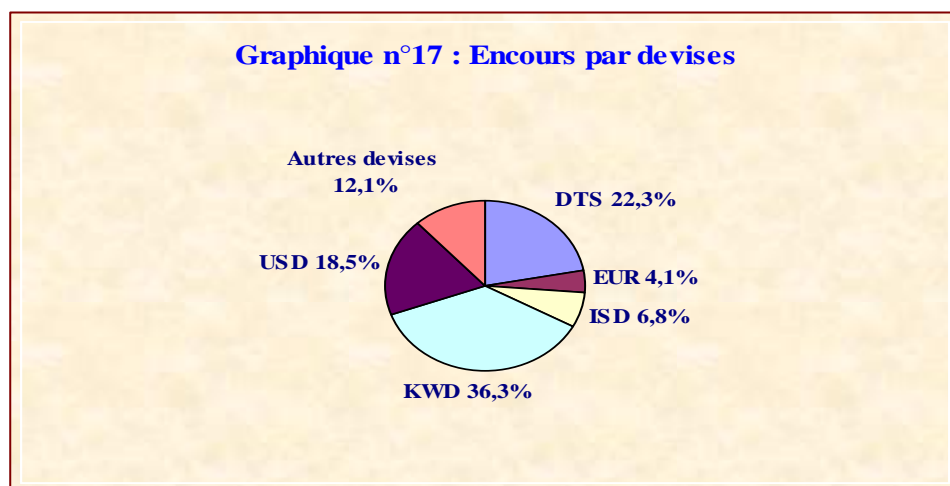
4.2.2. Les encours bilatéraux

La dette bilatérale a connu une légère progression de l'ordre de 1,2% en raison de l'évolution contrastée au niveau de ses deux composantes. En effet, la première composante due au Club de Paris, a baissé de 3,3% suite essentiellement à une annulation consentie par l'Institut de Crédit Officiel (ICO) du Royaume d'Espagne, d'un montant de USD 30 millions.

En ce qui concerne la composante due aux créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris notamment les pays arabes, son encours est passée de USD 292,1 millions en 2007 à USD 298,9 millions en 2008 soit une légère hausse de 2,3%. Cependant, cette situation cache une évolution contrastée marquée par le remboursement de plusieurs dépôts à court terme et des décaissements substantiels provenant de certains bailleurs bilatéraux arabes, en particulier le FKDEA.

4.2.3. Les encours par devise

L'encours de la dette active est constitué à hauteur de 36,3% de Dinar Koweïtien (DK), 22,3% de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) et 18,5% par le Dollar Américain (USD) ; le reliquat est libellé en d'autres devises dont essentiellement le Dinar Islamique et l'Euro à hauteur de 6,8% et 4,1%.



Source : BCM/DGE

4.2.4. Les encours par emprunteurs

Par emprunteur, la situation de l'encours demeure inchangée par rapport à l'année dernière avec une prédominance de la dette due par l'Etat qui en représente plus de 85%, le reliquat étant détenu principalement par la SNIM (9,5%) et la BCM (4,7%).

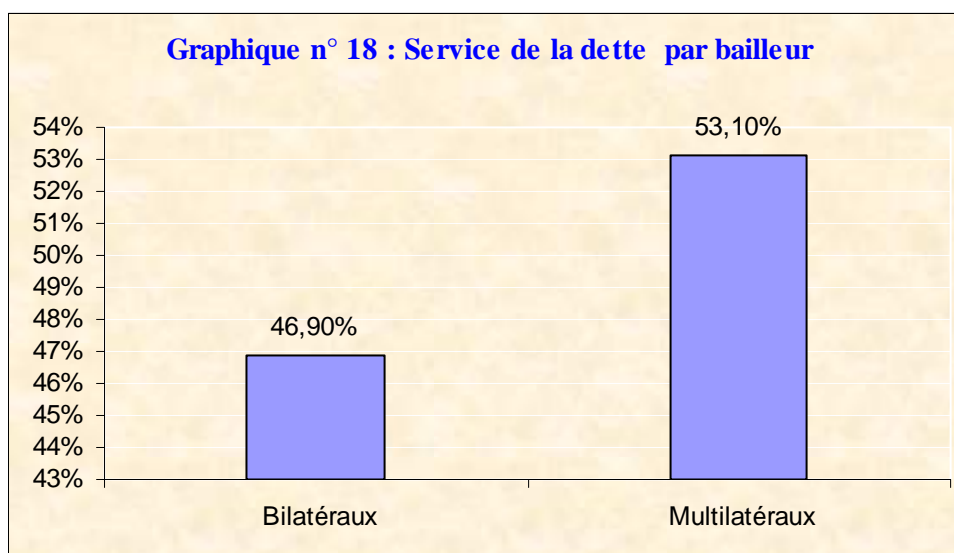
4.3. Le service payé

Les charges de la dette extérieure en amortissements et en intérêts réglées en 2008 se sont élevées à USD 77,6 millions (contre USD 89,9 millions en 2007), dont 56,3 millions sous forme de principal et 21,3 millions en intérêts. Rapporté aux exportations de biens et

services, le service de la dette payé au titre de l'année 2008 représente 4,2% au lieu de 5,8% en 2007.

4.3.1. Le service par bailleur

S'agissant du service total de la dette, le montant payé en faveur des bailleurs multilatéraux représente 53,1% contre 46,9% pour les bilatéraux dont 85,6% pour des bilatéraux arabes et 14,4% pour le Club de Paris.



Source : BCM/DGE

A l'image de l'encours, le service hors règlement à court terme met en exergue l'importance de la dette multilatérale. En effet, 79,4% a été payé à des bailleurs multilatéraux contre 20,6% pour des bilatéraux.

Les règlements à court terme représentent, quant à eux, 33,1% du montant total du service payé en 2008. Ils ont été effectués par la BCM essentiellement sous forme de remboursement de dépôts devenus assez coûteux.

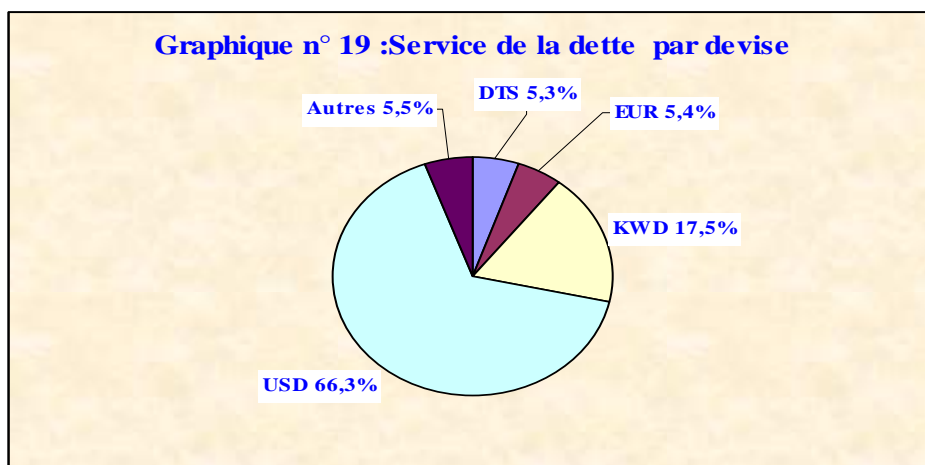
4.3.2. Le service par débiteur et par nature

Les engagements honorés au titre du principal constituent 72,6% du total du service payé alors que les intérêts représentent 27,4%. Quant à la structure des engagements honorés par débiteur, elle fait ressortir la situation suivante :

La part de la BCM dans le total du service payé est de 37,4%, elle s'explique par le remboursement des engagements à court terme de la BCM, essentiellement, en faveur de la banque du Qatar, Banque Al-Maghrib et la Banque Extérieure d'Algérie.

4.3.3. Le service par devise

Ventilé par devise, le service de la dette extérieure réglé en 2008 laisse apparaître une prépondérance du dollar américain qui représente près de 66,3%, suivit par le Dinar Koweïtien (DK) 17,5% et l'Euro 5,4%.



Source : BCM/DGE

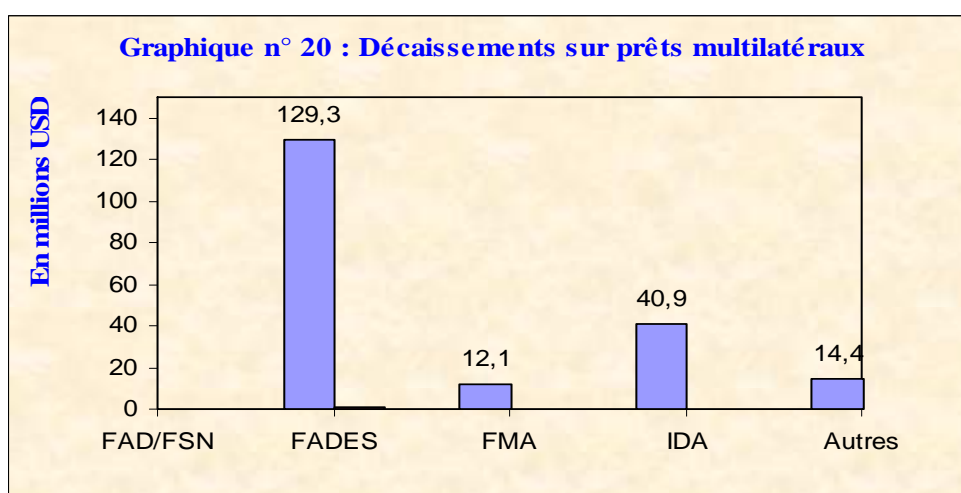
4.4. Les décaissements sur emprunts extérieurs

Durant l'année 2008, les tirages réalisés sur les emprunts extérieurs ont porté sur un montant global de USD 254,7 millions contre USD 197,2 millions en 2007, soit une hausse de 29,1%. Les décaissements réalisés en 2008 ont été à 83,4% sur des prêts multilatéraux.

En termes de flux nets (tirages moins amortissement du principal), la situation fait ressortir un flux net positif s'élevant à USD 198,4 millions, contre USD 117,7 millions en 2007.

4.4.1. Les décaissements sur prêts multilatéraux

Les capitaux mobilisés dans le cadre de la coopération multilatérale s'élèvent à 212,4 millions de dollars dont 60,9% provenant du FADES et 19,3% de l'IDA.



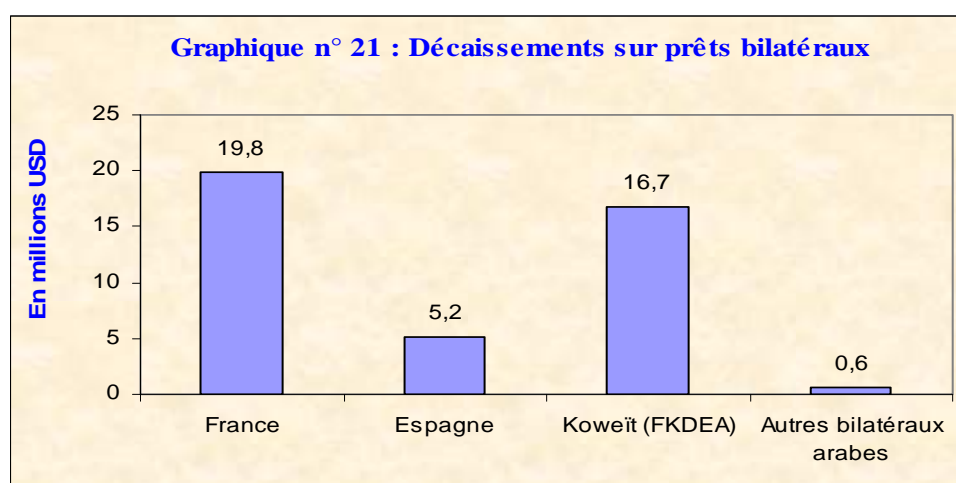
Source : BCM/DGE

Par ailleurs, les tirages mobilisés auprès des bailleurs multilatéraux ont bénéficié, essentiellement au projet d'Aftoutt Essahli pour l'alimentation en eau potable de la ville de

Nouakchott à partir du fleuve Sénégal, au Programme de Développement Urbain, au Projet de Développement Rural Communautaire et le Programme National de Développement du Secteur Educatif.

4.4.2. Les décaissements sur prêts bilatéraux

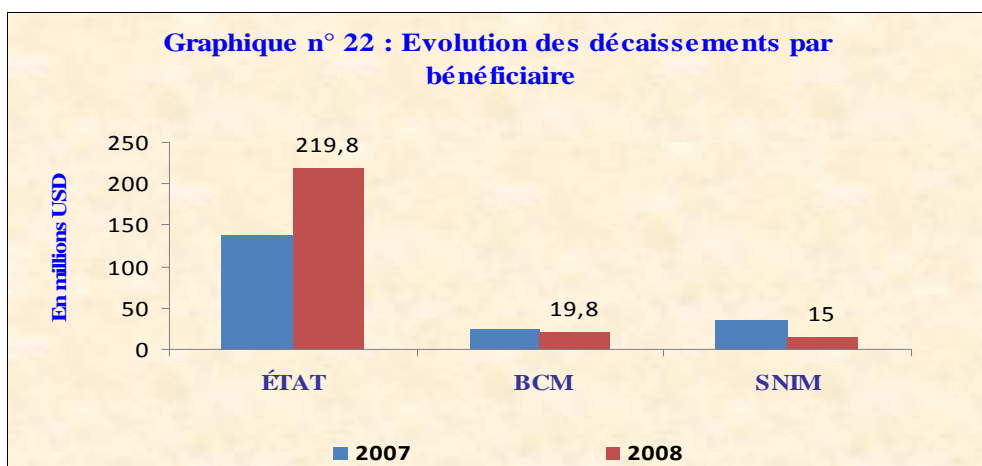
A l'échelle de la coopération bilatérale, les tirages réalisés en 2008 ont atteint USD 42,4 millions et représentent 16,6% du total des ressources mobilisées. La part provenant de bailleurs membres du Club de Paris s'élève à USD 25 millions dont 19,8 millions mobilisés par la SNIM auprès de l'AFD. Les décaissements provenant des autres créanciers bilatéraux se sont chiffrés à USD 17,4 millions provenant pour l'essentiel du FKDEA dans le cadre du financement des travaux d'alimentation de la ville de Nouakchott en eau potable à partir du Fleuve du Sénégal.



Source : BCM/DGE

4.4.3. Les décaissements par bénéficiaires

La ventilation des tirages par bénéficiaire montre que les décaissements en faveur de l'Etat représentent 86,3% du total des ressources mobilisées. Par rapport à 2007, ils ont enregistré une hausse de 59,6%, en passant de USD 137,7 millions à USD 219,8 millions en 2008. En revanche, les ressources mobilisées par la SNIM et la BCM ont accusé respectivement une baisse de 43,8% et de 38,0% en passant respectivement de USD 35,2 millions et USD 24,3 millions en 2007 à USD 19,8 millions et USD 15 millions en 2008.



Source : BCM/DGE

4.5. Les arriérées de la dette extérieure

Le stock des arriérés à fin 2008 est évalué à USD 1,2 milliards, entièrement dû à des créanciers bilatéraux arabes notamment le Koweït et la Libye suite à l'accumulation d'impayés envers ces créanciers. L'accumulation du stock des arriérés est due principalement au retard enregistré dans la mise en œuvre des accords d'allégement comparables à ceux conclus avec d'autres créanciers bilatéraux dans le cadre de l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Toutefois, l'essentiel de ces arriérés est classé comme « dette passive » et fait l'objet de discussion avec les créanciers concernés en vue de son annulation.

Tableau n° 9 : Stock des arriérés sur la dette extérieure

En million USD	Arriérés en Principal	Arriérés en Intérêts	Total des arriérés
TOTAL	214	1 001	1 215
A, Bilatéraux	207	1 001	1 208
1) Club de Paris	0	0	0
2) Autres bilatéraux	207	1 001	1 208
Emirats Arabes Unis	8	5	13
Koweït	86	915	1 001
KFTCIC	49	855	904
BCK	37	60	97
Algérie	27	18	45
Libye	49	37	86
Irak	38	24	62
B, Multilatéraux	7	0	7
OAPEP	7	0	7

Source : BCM/DGE

V. LE MARCHÉ DES CHANGES

Deux ans après son lancement en fin janvier 2007, le marché des changes s'est imposé en tant que pilier du système de paiement avec l'étranger de par son niveau d'activité et la confiance que lui accordent les opérateurs économiques. En effet, en 2008, le volume des transactions traitées sur le marché des changes s'est chiffré à 1,1 milliard de dollar USD contre 0,6 milliard en 2007, soit une progression de plus de 83%.

5.1. Les opérations du Marché de change

5.1.1. Les achats de devises

La demande de devises sur le marché de change en 2008 s'est chiffrée à USD **1,1** milliards et a été satisfaite à hauteur de 98,2%.

En moyenne mensuelle, les achats des banques ont plus que doublé passant de USD 36,6 millions en 2007 à USD 73,5 millions en 2008.

Les principaux produits financés à travers le marché des changes restent les produits de première nécessité et les produits pétroliers. Ainsi, les achats de devises pour l'acquisition de produits de première nécessité s'élèvent en 2008 à USD 324,4 millions, contre USD 181,8 millions l'année précédente, soit une progression de 78,4%. Quant aux achats de devises pour l'importation de produits pétroliers, ils s'élèvent en 2008 à USD 291,5 millions (hors SNIM), contre USD 151,6 millions en 2007, soit une hausse de 92,3% en une année. Cette évolution est due en partie à la hausse des prix mondiaux en 2008.

Les achats de devises des sociétés de télécommunications ont connu en 2008 une très forte hausse en passant de USD 19,2 millions en 2007 à USD 42,4 millions d'USD en 2008.

Tableau n° 10: Répartition par rubrique des achats de devises sur le Marché de Change en 2008

Rubrique	Année 2007		Année 2008		Variations	
	Montants	Part (%)	Montants	Part (%)	Montants	(%)
Produits de 1ère nécessité	181 802 613	32,3%	324 389 312	29,6%	142 586 699	78,4%
Produits pétroliers	151 612 149	26,9%	291 514 795	26,6%	139 902 646	92,3%
Clinker & Ciment	27 288 216	4,9%	46 323 136	4,2%	19 034 920	69,8%
Télécommunications	19 175 127	3,4%	42 417 804	3,9%	23 242 677	121,2%
Bâtiment -Travaux publics	1 195 592	0,2%	1 274 786	0,1%	79 194	6,6%
Remboursement de dette	9 135 627	1,6%	5 348 924	0,5%	-3 786 703	-41,4%
Position de change	15 430 000	2,7%	26 120 000	2,4%	10 690 000	69,3%
Excédent de recettes	13 588 335	2,4%	32 398 248	3,0%	18 809 913	138,4%
Pêche	790 000	0,1%	1 024 017	0,1%	234 017	29,6%
Autres	19 558 625	3,5%	121 974 007	11,1%	102 415 382	523,6%
Total hors interventions BCM	439 576 284	78,1%	892 785 029	81,5%	892 785 029	203,1%
Interventions BCM	123 027 895	21,9%	202 866 560	18,5%	79 838 665	64,9%
Total Marché	562 604 179	100,0%	1 095 651 589	100,0%	972 623 694	268,0%

Source : BCM/DGM

Les achats de devises sur le marché de change en 2008 sont libellés à 84% en USD et 16% en EUR contre respectivement 93,7% et 6,3% en 2007, confirmant ainsi la prépondérance du dollar pour les opérations sur ce marché.

Tableau n°11 : Répartition des achats par devises

Devise	Année 2007		Année 2008		Variation	
	Montants en USD	Part (%)	Montants en USD	Part (%)	Montants en USD	Part (%)
EUR	35 391 673,0	6,3%	168 793 361,0	16,0%	133 401 688,0	376,9%
USD	527 212 506,0	93,7%	926 858 228,0	84,0%	399 645 722,0	75,8%
Total	562 604 179,0	100,0%	1 095 651 589,0	100,0%	533 047 410,0	94,7%

Source : BCM /DGM

5.1.2. Les ventes de devises

En 2008, les ventes des banques sur le marché se sont chiffrées à USD 315,9 millions contre USD 104,7 millions en 2007. Ainsi les banques ont triplé leurs ventes en 2008 par rapport à 2007 dénotant ainsi une plus grande confiance dans le marché des changes qui est en ligne direct avec l'augmentation des demandes de devises sur ce marché.

En moyenne mensuelle, les ventes des banques ont triplé en passant de USD 8,7 millions en 2007 à USD 26,3 millions en 2008.

5.2. Evolution du taux de change

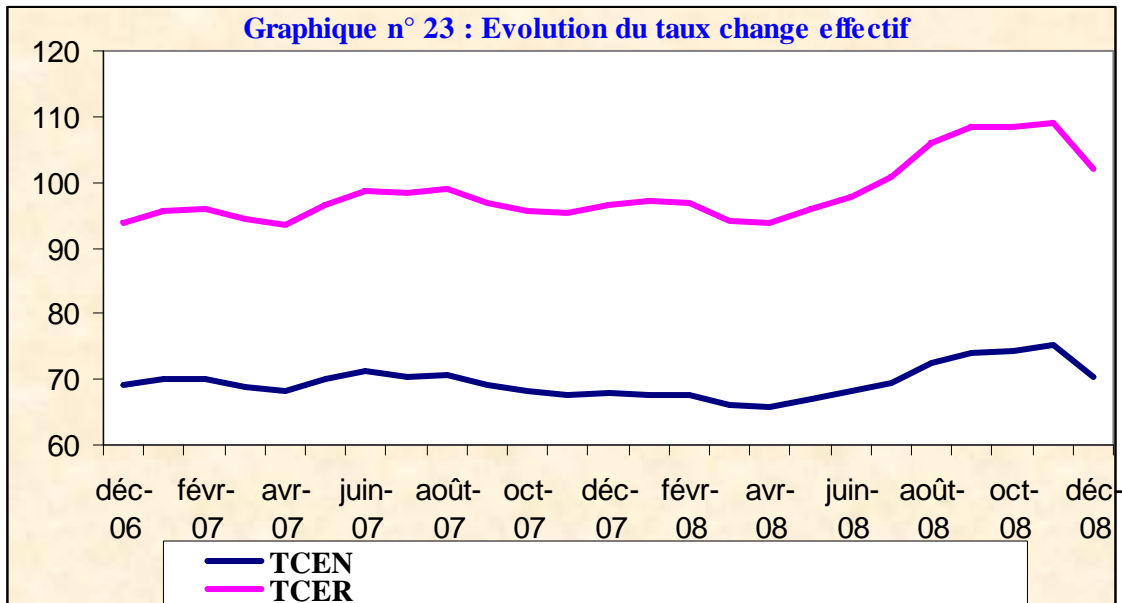
En 2008, le taux de change moyen de l'ouguiya montre une appréciation de l'ouguiya vis-à-vis du dollar américain et de l'euro respectivement de 7,4% et de 0,1%. En revanche, à l'égard yen japonais, l'ouguiya a enregistré une dépréciation de 6,1%.

Tableau n°12: Cours moyens mensuels de certaines devises

Monnaie	2007	2008	Variation en %
1 Dollar USD	260,6	241,3	-7,4%
1 Euro	355,2	354,8	-0,1%
1000 Yens	2206,3	2341,1	6,1%

Pour ce qui est du taux de change de fin de période, l'ouguiya s'est légèrement appréciée vis-à-vis de l'euro de 0,4%. A l'inverse, elle s'est dépréciée de 4,2% vis-à-vis du dollar et de 28,8 % vis-à-vis du yen japonais.

Quant au TCER, il a connu une baisse durant le premier trimestre de l'année avant d'amorcer un mouvement ascendant sur le reste de l'année. Au total, le TCER s'est apprécié de 5,8% en 2008.



Source : BCM/DGM

VI. LES FINANCES PUBLIQUES

L'évolution des finances publiques en 2008 a été sensiblement affectée par les effets des chocs exogènes inhérents aux crises alimentaire et énergétique qui se sont traduites par la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires et du pétrole.

La loi de finances initiale (LFI) de 2008 a prévu un déficit ne dépassant pas 1,6% du PIB hors pétrole. Celui-ci devait résulter d'une hausse des dépenses totales de 9,4 % par rapport à la loi de finances rectificative de 2007 et d'un accroissement des recettes totales de 2,8%. Toutefois, l'envolée des prix internationaux des produits de base dès le début de 2008 a conduit les pouvoirs publics à adopter dans l'urgence des mesures visant à prévenir les risques de crise alimentaire et à préserver le pouvoir d'achat des populations.

A cet effet, un Programme Spécial d'Intervention (PSI) a été adopté et mis en œuvre. Il vise à (i) accroître la production agricole, (ii) protéger le bétail menacé par la sécheresse, (iii) assurer la disponibilité des denrées alimentaires dans les zones les plus vulnérables ou éloignées, et (iv) développer des activités génératrices de revenus en milieu périurbain.

En outre, une avance a été accordée à la Société Nationale d'Import Export (SONIMEX) pour lui permettre d'accroître ses importations de produits alimentaires en vue de renforcer les stocks nationaux de denrées alimentaires.

Mis en place suivants des décrets portant ouvertures de crédits d'avance, le PSI et l'avance en faveur de la SONIMEX ont été par la suite régularisés par la loi de finances rectificative (LFR) adoptée en novembre. D'autres mesures complémentaires au PSI ont également été adoptées par la LFR en vue de limiter la hausse des prix des produits de premières nécessité, stabiliser les tarifs énergétiques et revaloriser, à compter du 1er Juillet 2008, les salaires et pensions des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Un troisième décret d'avance destiné à la prise en compte du changement de l'organigramme gouvernemental suite au changement de régime intervenu le 6 août 2008 a également été régularisé par la LFR.

Sur le plan fiscal, des mesures portant sur la simplification et l'harmonisation du régime fiscal ont été adoptées dans la LFR. Elles permettent notamment de réduire de façon substantielle l'imposition des investissements.

En définitive, la LFR s'est chiffrée à MRO 270,8 milliards, en progression de 18,4% par rapport à la LFI. Le déficit budgétaire s'établissait à MRO 20,7 milliards, soit un accroissement de 6,9 milliards correspondant à 2,5% du PIB hors pétrole, contre 13,8 milliards prévus dans la LFI pour 2008. Ce déficit devait être financé par une augmentation des recettes fiscales et par une mobilisation de l'épargne intérieure.

S'agissant de l'exécution budgétaire, elle a fait ressortir un déficit de MRO 59,1 milliards sensiblement plus élevé que celui prévu par la LFR. Cette évolution a résulté de la faiblesse des recettes enregistrées par rapport aux prévisions, les dépenses ayant été conformes aux prévisions.

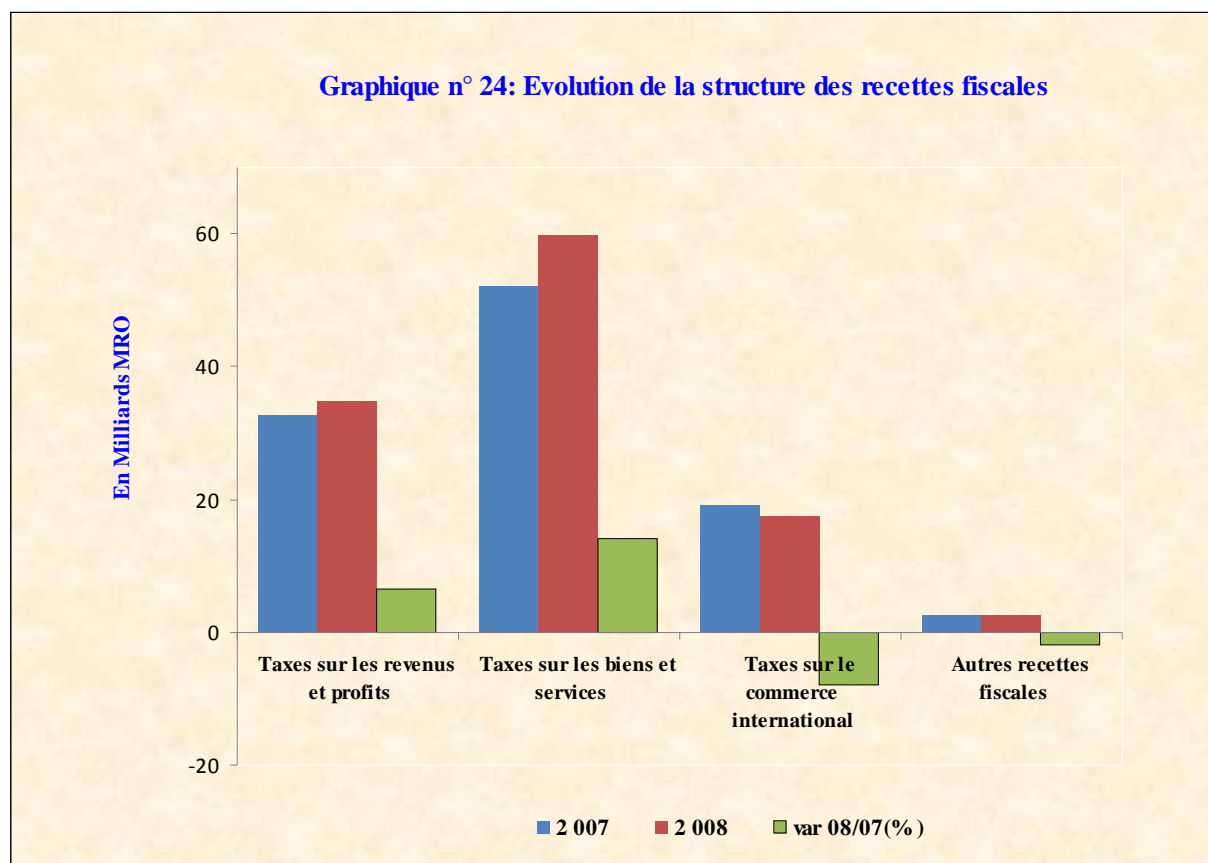
Quant au financement du déficit, il a été assuré à hauteur de 80% par des ressources intérieures, le reliquat par des ressources extérieures provenant pour l'essentiel du FNRH.

6.1. Les recettes budgétaires

Au terme de l'année 2008, les recettes globales se sont chiffrées à MRO 202,7 milliards, enregistrant ainsi une baisse de 0,8% par rapport à l'année précédente et demeurant bien en deçà des MRO 250,1 milliards prévus dans la LFR.

6.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont atteint MRO 114,9 milliards en 2008, enregistrant une progression de MRO 8 milliards ou 7,5% par rapport à l'exercice précédent, attribuable pour l'essentiel aux taxes sur les biens et services. Ces dernières se sont en effet renforcées de MRO 7,1 milliards, soit une amélioration de 13,5%. Pour leur part, les taxes sur les revenus et les profits ont connu une amélioration de MRO 2 milliards ou 6% tandis que les taxes sur le commerce international ont accusé une baisse de MRO 1,7 milliards ou 8,7% en liaison avec l'allègement de la fiscalité à l'importation pour certains produits de première nécessité afin de limiter l'impact de la hausse de leurs prix sur le marché international.



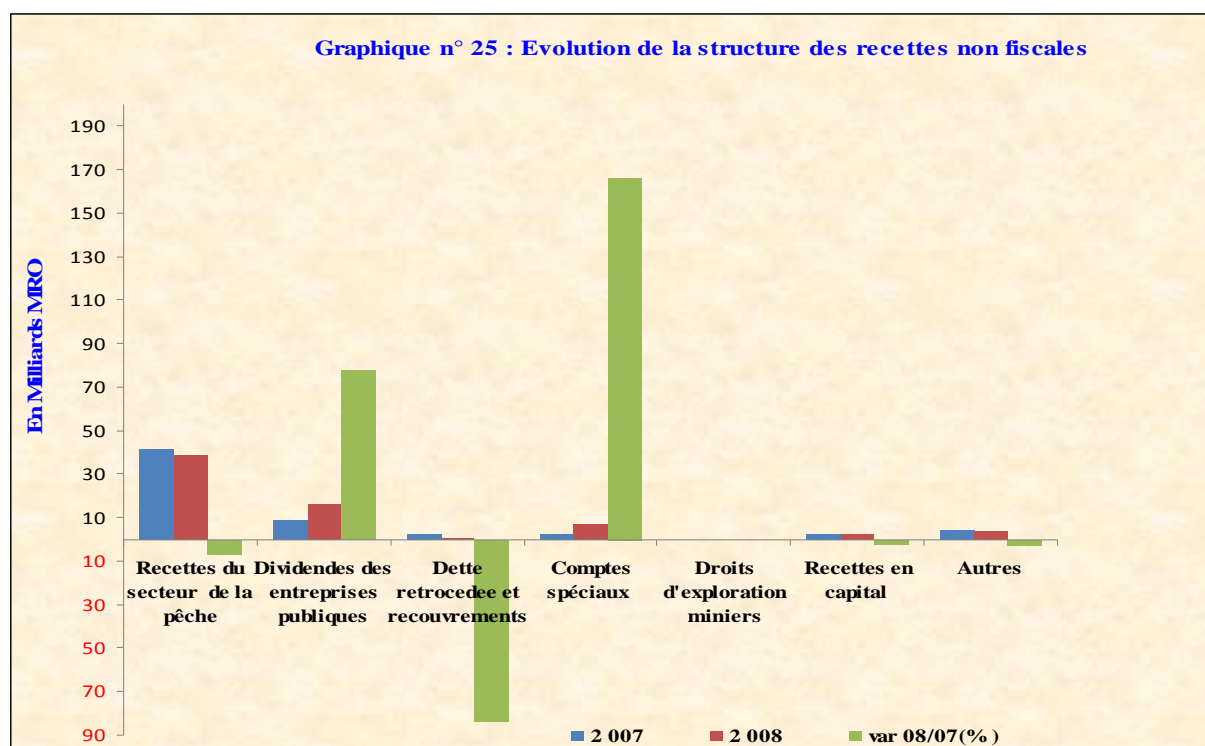
Source : MF/DGTCP

Ainsi, la part des recettes fiscales continue d'occuper une place prépondérante dans le budget de l'Etat, passant de 52% en 2007 à 57% en 2008. Par ailleurs, malgré la hausse des recettes fiscales, la pression fiscale apparaît en baisse, passant de 15,9% en 2007 à 13% en 2008.

6.1.2. Les recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales (hors recettes pétrolières) ont enregistré une hausse de 8% passant de MRO 62,2 milliards en 2007 à MRO 67,1 milliards en 2008. Cette hausse correspond principalement au surplus de dividendes versés par la SNIM. Ces derniers ont connu une progression de 78 % pour se chiffrer à MRO 16,2 milliards contre MRO 9,1 milliards en 2007, suite à l'amélioration des résultats de la SNIM à la faveur de la hausse des prix du fer en 2008.

Quant aux recettes pétrolières, elles se sont inscrites en baisse, passant de MRO 19,9 milliards en 2007 à MRO 17,4 milliards en 2008, soit un recul de 12,6% imputable à la baisse de la production.



Source : MF/DGTCP

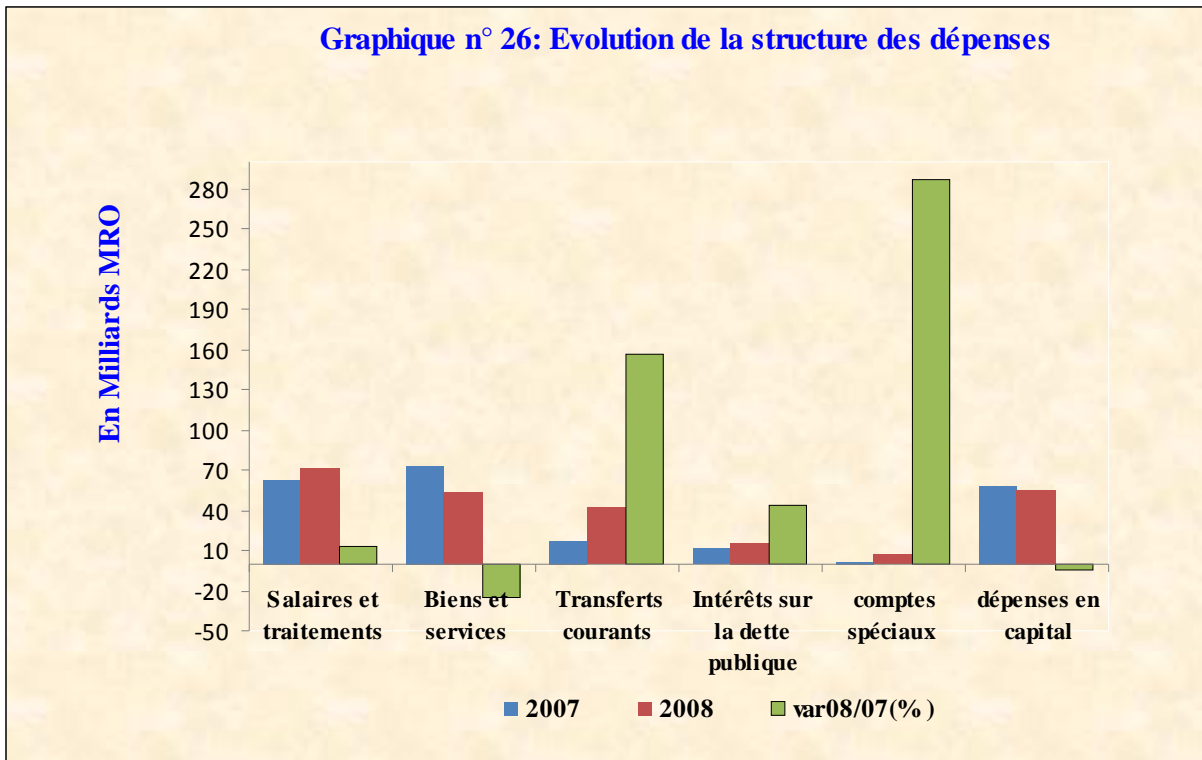
6.1.3. Les dons

En se chiffrant à MRO 3,2 milliards en 2008, les dons ont connu une baisse de plus de 80% d'une année à l'autre en liaison notamment avec l'arrêt des programmes d'aide par certains partenaires au développement.

6.2. Les dépenses budgétaires

Elles se sont chiffrées à MRO 261,8 milliards au lieu de MRO 217,9 milliards en 2007, soit une progression de 20,1 %. Cet accroissement est attribuable à la hausse des dépenses courantes et celles des réserves communes, les dépenses d'équipement et prêts nets ayant accusé une baisse de 5%.

Graphique n° 26: Evolution de la structure des dépenses



Source : MF/DGTCP

6.2.1. Les dépenses courantes

Les dépenses courantes se sont accrues de 20,1% en 2008 pour s'établir à MRO 191,1 milliards. Cette augmentation couvre une expansion de MRO 27,6 milliards ou 181,3% des transferts courants qui ont totalisé MRO 42,8 milliards en liaison avec le PSI et les autres mesures visant à stabiliser les prix des produits de première nécessité. Quant aux dépenses de personnel, d'un montant de MRO 71,1 milliards, elles ont connu une progression de 10,1% suite à la revalorisation des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat. Les dépenses en intérêts sur la dette publique se sont chiffrées à MRO 16,5 milliards, en augmentation de MRO 2,9 milliards imputable pour 1,3 milliard à l'accroissement des charges sur la dette extérieure et 1,6 milliard à celles de la dette intérieure. Quant aux dépenses de biens et services, elles se sont élevées à MRO 53,9 milliards, marquant une baisse de 15,5% en liaison avec la politique de rationalisation des ces dernières engagées par les pouvoirs publics.

6.2.2. Les dépenses d'investissements et prêts nets

Les dépenses d'équipement et prêts nets se sont chiffrées à MRO 55,6 milliards, en recul de 5% par rapport à 2007. Cette évolution est imputable à la chute de plus de 58% enregistrée par les dépenses d'investissement financée sur ressources extérieures. Celles-ci se sont, en effet, établies à MRO 12 milliards en 2008 au lieu des MRO 28,6 milliards enregistrés l'année précédente. Cette évolution reflète notamment la suspension des décaissements décidée par certains bailleurs.

S'agissant des dépenses d'équipement financées sur ressources intérieures, elles ont connu une hausse de 45,9% pour atteindre MRO 43,6 milliards.

Par ailleurs, d'autres dépenses ont été financées sur les réserves communes pour un montant de MRO 15 milliards.

6.3. Le solde budgétaire

En définitive, l'exécution budgétaire s'est soldée, en 2008, par un déficit global estimé à MRO 59,1 milliards en accroissement de MRO 45,9 milliards par rapport à celui enregistré au terme de l'exercice précédent.

6.4. Le financement du déficit

Afin de faire face à ses besoins de financement, le Trésor a sensiblement accru ses recours nets au financement intérieur notamment sous forme de bons du trésor. Ainsi la position nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire s'est elle détériorée de MRO 19 milliards et celle à l'égard du secteur non bancaire de MRO 14,8 milliards. En revanche, les arriérés intérieurs ont été réduits de MRO 1,2 milliards.

S'agissant du financement extérieur net, il s'est soldé par des entrées nettes de capitaux de MRO 11,6 milliards contre MRO 15,1 milliards en 2007, soit un repli de 23,2% dû principalement à la baisse des concours extérieurs. En effet, les emprunts extérieurs nets se sont établis à MRO 2,1 milliards après avoir atteint MRO 9,2 milliards l'année précédente, suite à la baisse des décaissements sur projets. Quant au FRNH, sa contribution nette au financement extérieur s'est chiffrée MRO 3,1 milliards correspondant à un prélèvement net sur ce compte alors que l'année passée il a enregistré une accumulation de MRO 2,2 milliards.

VII. LA MONNAIE

7.1. La politique monétaire

La Banque Centrale a continué d'œuvrer, à travers sa politique monétaire, pour la maîtrise de l'inflation conformément à son nouveau statut, promulgué en janvier 2007. Celui-ci lui assigne la stabilité des prix comme mission principale. Ce nouveau texte, qui a conféré à la Banque une plus large autonomie en matière de politique monétaire, a également institué un Conseil de Politique Monétaire présidé par le Gouverneur et chargé de définir la politique monétaire de la Banque.

Encadré N° 2 : Le nouveau statut de la Banque Centrale

Le cadre institutionnel de la politique monétaire a connu, en janvier 2007, une profonde réforme avec la promulgation et l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance portant statut de la BCM. Ce nouveau texte consacre l'indépendance de la Banque Centrale, précise le mandat de son Gouverneur, fixe ses objectifs, crée un Conseil de politique monétaire et clarifie les relations de la Banque avec le Ministère des Finances.

Le nouveau statut a assigné à la Banque centrale la stabilité des prix comme mission principale en lui octroyant une plus grande autonomie en matière de politique monétaire. C'est ainsi qu'il a institué un Conseil de Politique Monétaire (CPM) chargé de définir la politique monétaire de la Banque, Présidé par le Gouverneur, le CPM comprend le Gouverneur adjoint et cinq autres membres nommés par décret présidentiel. Il se réunit, sur convocation du Gouverneur, au moins une fois par mois, A l'issue des ses réunions, des procès verbaux reprenant les principales décisions du CPM sont publiés.

Sans préjudice pour cette mission principale, la BCM doit aussi veiller à la stabilité du système financier et contribuer à la mise en œuvre de la politique économique générale du Gouvernement.

Consacrant l'autonomie de la banque centrale, le nouveau texte a introduit l'inamovibilité du Gouverneur qui, comme le Gouverneur adjoint, est nommé par décret présidentiel pour un mandat de cinq ans renouvelable une ou plusieurs fois et ne peut être révoqué que dans des circonstances précises et suivant une procédure déterminée. En contrepartie de cette autonomie, le Gouverneur doit soumettre son rapport annuel au Président de la République et aux présidents des deux chambres du parlement.

Concernant les relations avec l'Etat, le nouveau statut de la Banque centrale a restreint l'octroi de concours financiers à l'Etat en les limitant à un découvert dont le montant ne peut excéder 5% des recettes ordinaires du Trésor au cours de l'exercice budgétaire précédent et dont l'utilisation est subordonnée à des conditions restrictives.

Par ailleurs, après la baisse du taux directeur décidée en octobre 2007, la Banque Centrale a continué en 2008 de suivre de près l'évolution des prix en vue de réagir à d'éventuelles pressions inflationnistes, tout en engageant une analyse détaillée de l'évolution des conditions des banques en réaction à la baisse du taux directeur afin d'améliorer la connaissance des canaux de transmission des décisions de la politique monétaire. Elle a également renforcé le suivi et l'analyse de la conjoncture économique et financière en examinant régulièrement l'évolution des indicateurs économiques sectoriels permettant de mieux appréhender les risques pesant sur l'activité économique et les prix. Dans ce cadre, une note analysant la conjoncture économique et financière ainsi que d'autres notes traitant de questions plus spécifiques sont élaborées périodiquement par les services de la Banque Centrale et transmises au Conseil de Politique Monétaire pour servir de base aux discussions et décisions de ce dernier.

Encadré n° 3 : Conseil de Politique Monétaire

C'est au cours de l'année 2007 que la Banque Centrale de Mauritanie a été dotée pour la première fois d'un Conseil de Politique Monétaire. Cet organe décisionnel a été créé par l'ordonnance n° 004/07 du 12 janvier 2007 portant statut de la BCM. Ses membres sont choisis en fonction de leur compétence et de leur expérience professionnelle avérée dans le domaine monétaire ou économique. Le Conseil de la Politique Monétaire (CPM) délibère et prend ses décisions en toute indépendance conformément aux règles de confidentialité et ne peut être influencé par aucune instruction provenant d'une autre personne ou d'une autre entité.

Le Conseil de la Politique Monétaire a tenu sa première session en mars 2007 et a, depuis lors, poursuivi son activité conformément au calendrier prévu par le Statut de la Banque. Il a, lors de ses différentes délibérations en 2008, pris des décisions importantes aux plans organisationnel, monétaire et bancaire, On citera en particulier :

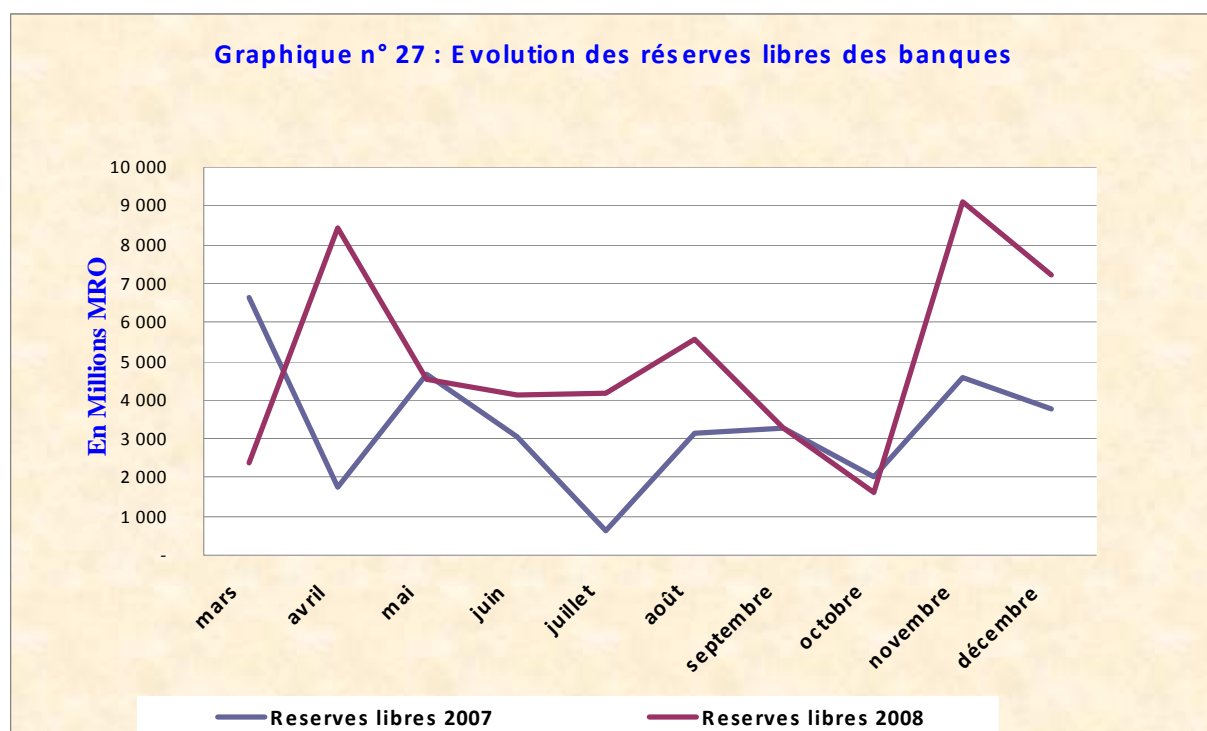
- La mise en place de nouveaux critères d'agrément pour les banques ;
- L'adoption d'une instruction relative aux conditions débitrices des banques ;
- L'agrément de quatre nouvelles banques étrangères ;
- La création d'un fonds de garantie des dépôts auprès des banques ;
- L'adoption d'une instruction relative à la division des risques ;
- La réduction du taux de dépôt pour l'importation des produits alimentaires en le ramenant de 40% à 10% ;
- L'approbation d'un texte sur le système des sanctions applicables aux établissements bancaires ;
- L'approbation d'un texte portant sur la normalisation du relevé d'identité bancaire, du chèque et de la lettre de change ;
- L'examen des résultats des audits des banques au titre de l'exercice 2007 et la formulation de recommandations ;

Au cours de l'année 2008, la Banque Centrale a défini le ciblage de l'inflation comme orientation stratégique à terme. Dans ce cadre, il a été décidé d'identifier l'ensemble des étapes et des pré requis à mettre en œuvre pour doter la banque d'une infrastructure lui permettant de définir et de cibler efficacement un objectif d'inflation. En particulier, une nouvelle méthodologie de suivi du processus de formation des prix et un nouveau model de prévision de l'inflation seront mis en place.

Sur le plan opérationnel, le comité de coordination des politiques monétaire et budgétaire, qui est composé de responsables de la Banque Centrale et du Ministère des Finances, a continué d'établir les prévisions hebdomadaires et mensuelles de la liquidité bancaire sur la base des évolutions des facteurs autonomes de la liquidité. Il se réunit chaque semaine pour décider du volume et des modalités d'intervention sur le marché monétaire.

Aussi, la conduite de la politique monétaire s'est traduite par des interventions sur le marché monétaire pour retirer les liquidités excédentaires principalement par le biais d'adjudications hebdomadaires de bons du trésor. Les interventions de la banque centrale sur le marché des changes ont aussi contribué à stériliser une partie de cette liquidité. Quant au coefficient de réserve obligatoire, il est demeuré inchangé à 7%.

Pour ce qui est de l'évolution de la liquidité, elle a été caractérisée, tout au long de l'année, par des excédents structurels qui ont été épongés par voie d'adjudications hebdomadaires de bons du Trésor.



Source : BCM/DGM

7.2. Les agrégats monétaires

Au terme de l'année 2008, la masse monétaire M2 s'est accrue de 13,9% au lieu de 18,9% l'année précédente. Cet accroissement de l'agrégat M2 est en deçà de l'objectif arrêté en début d'année de 18,4% et de celui d'accroissement du produit intérieur brut aux prix courants qui s'est établi à 16,2%. Son évolution est imputable à l'expansion des crédits intérieurs, les avoirs extérieurs nets et les autres postes nets s'inscrivant en baisse.

7.2.1. La masse monétaire M2

En se situant à MRO 241 milliards à la fin de l'année 2008, la masse monétaire M2 a enregistré une hausse de MRO 29,4 milliards. Cette progression s'est traduite de manière contrastée au niveau de ses composantes par une amplification de 18,9% de la monnaie (M1) et un repli de 7,2% de la quasi-monnaie.

Tableau n° 13 : Masse monétaire et ses composantes (en milliards MRO)

	2006	2007	Var%(06/07)	2008	Var%(07/08)
Monnaie fiduciaire	66,4	68,9	3,8%	70,3	2,0%
Dépôts à vue	82,3	102,1	24,1%	133,1	30,3%
Monnaie (M1)	148,7	171,1	15,0%	203,4	18,9%
Dépôts à terme et d'épargne	29,2	40,5	38,8%	37,6	-7,2%
Masse monétaire (M2)	177,9	211,6	18,9%	241,0	13,9%

Source : BCM/DGE

L'agrégat M1 constitué de la circulation fiduciaire et des dépôts à vue s'est élargi sous l'effet conjugué de l'accélération du rythme de croissance des dépôts à vue et de la décélération de celui de la circulation fiduciaire. Le rythme de cette dernière connaît une baisse continue, après un taux de 35,2% en 2006, il est revenu à 3,8% en 2007 pour se situer à 2% en 2008. La part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire est passée de 32,6% en 2007 à 29,2% en 2008. Cette évolution pourrait traduire un changement de comportement des ménages à moins de recours au fiduciaire. Par ailleurs, on peut noter que le niveau de la circulation fiduciaire a fluctué entre un minimum de MRO 65 milliards et un maximum de MRO 69 milliards au cours de l'année à l'exception des mois de septembre et de décembre où il a dépassé les soixante dix milliards d'ouguiya sous l'effet, notamment, des importantes dépenses des ménages occasionnées par les fêtes religieuses (ID EL ADHA, et ID EL FITR).

Pour ce qui est des dépôts à vue, ils ont progressé à un rythme accéléré, soit 30,3% contre 24,1% une année auparavant, attribuable essentiellement à l'augmentation des dépôts des entreprises du secteur privé. Leur niveau s'est établi à MRO 133,1 milliards.

S'agissant de la quasi-monnaie, constituée des dépôts à terme et d'épargne, son repli de 7,2%, après son renforcement de 38,8% en 2007, reflète la réduction des dépôts des établissements publics et la diminution des dépôts des créiteurs divers résidents.

7.2.2. Les contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire ont été caractérisées, en 2008, par une forte progression des concours à l'économie et un renforcement notable des créances nettes sur l'Etat. A l'inverse, les avoirs extérieurs nets et les autres postes nets se sont inscrits en baisse.

Tableau n° 14 : Contreparties de la masse monétaire (en milliards MRO)

	2006	2007	Variation %	2008	Var%(08/07)
Avoirs extérieurs nets	0,9	12,0	1219,7%	-5,5	-146,2%
Créances nettes sur l'Etat	112,2	121,9	8,6%	141,7	16,3%
Concours à l'économie	153,9	183,2	19,0%	238,2	30,0%
Autres postes nets	(89,1)	(105)	18,4%	-133,4	26,5%
Masse monétaire	177,9	211,6	18,9%	241,0	13,9%

Source BCM/DGE

7.2.2.1. Les avoirs extérieurs nets

En s'inscrivant à MRO -5,5 milliards à l'issue de l'année 2008, les avoirs extérieurs nets ont connu une baisse importante de MRO 17,5 milliards (146,2%) contre une hausse de MRO 11,1 milliards en 2007. Ce recul provient de la diminution des avoirs étrangers nets des banques commerciales de MRO 19,2 milliards qui a neutralisé l'amélioration de MRO 1,6 milliards des avoirs étrangers nets de la BCM, sous l'effet conjugué de la hausse des engagements extérieurs des banques de MRO 12 milliards et de la baisse de leurs avoirs étrangers de MRO 7,2 milliards.

Le repli observé des avoirs extérieurs nets est attribuable au renchérissement des importations des biens et services en relation avec la hausse des prix internationaux du pétrole et des produits alimentaires au cours des premiers mois de l'année 2008.

Quant au raffermissement des avoirs étrangers nets de la BCM, il est dû essentiellement à la hausse, par rapport à 2007, des rapatriements de la SNIM de USD 104,8 millions et ce grâce à la bonne tenue des prix du fer et dans une moindre mesure aux retraits sur le Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (FNRH) qui se sont accrus de USD 21 millions.

Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs

	2006	2007	Var, (%)	2008	Var, (%)
Avoirs étrangers de la BCM	52,2	52,4	0,4%	51,0	-2,8%
Engagements étrangers de la BCM	-47,4	-40	-15,6%	-37,0	-7,6%
Avoirs étrangers nets de la BCM	4,8	12,4	158,3%	14,0	12,9%
Avoirs étrangers des banques	30,1	25,6	-15,0%	18,4	-27,9%
Engagements étrangers des banques	-34	-26	-23,5%	-38,0	46,1%
Avoirs étrangers nets des banques	-3,89	-0,4	-89,7%	-19,6	4787,5%
Actifs étrangers nets	0,9	12	1233,3%	-5,5	-146,2%

Source BCM/DGE

7.2.2.2. Le crédit intérieur

En s'élevant à 379,9 milliards UM, les crédits intérieurs ont enregistré une hausse de 24,6% contre 14,6% une année auparavant. Cette accélération résulte aussi bien de l'accroissement des concours à l'économie que des créances nettes sur l'Etat.

7.2.2.3. Les créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à MRO 141,7 milliards, les créances nettes sur l'Etat ont progressé de MRO 19,9 milliards soit 16,3% contre MRO 9,7 milliards (8,3%) l'année précédente. Cette évolution reflète l'accroissement de l'encours des bons du trésor en portefeuille des banques qui est passé de MRO 41,3 milliards à MRO 52,8 milliards correspondant à une hausse de MRO 11,5 milliards, conjugué à une aggravation de MRO 7,9 milliards de la position de l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale. En effet l'Etat a accru ses recours au financement bancaire via les émissions des adjudications de bons du trésor et aux retraits de ces dépôts à la Banque Centrale pour faire face au financement du déficit du budget de l'Etat. Les ressources en provenance du système bancaire ont représenté 31,9% du financement de ce déficit.

7.2.2.4. Les concours à l'économie

Les concours à l'économie se sont élevés à MRO 238,2 milliards, soit une hausse de 30% contre 19% une année auparavant. Cette accélération résulte de la progression du crédit à l'économie octroyé par les banques commerciales et à l'accroissement du crédit accordé au privé et aux sociétés publiques non financières par la Banque Centrale. L'analyse de la structure des concours à l'économie montre une baisse de 4,9 point de pourcentage du poids de ceux octroyés par les banques commerciales dont la part dans le volume global est passée, d'une année à l'autre, de 98,7% à 93,8%. La hausse de la part du crédit accordé au privé et aux sociétés non financières publiques par la BCM qui est passé de 1,3% à 6,2% s'explique par un prêt accordé à la SONIMEX au cours de l'année dont l'encours s'est établi en fin 2008 à environ MRO 11,8 milliards.

VIII. LE MARCHE DES CAPITAUX

La réforme du marché des capitaux engagée en 2007, s'inscrit dans la dynamique de recours aux mécanismes de marché pour l'allocation optimale des ressources. A ce titre, de nouvelles dispositions réglementaires ont été mises en œuvre prévoyant la création d'un marché secondaire et d'un marché de Titres de Créances Négociables (TCN) autres que les Bons du Trésor. En outre, ce marché est ouvert aux agents non financiers qui peuvent y intervenir en achetant ou en vendant des titres de créances négociables. Aussi, de nouvelles dispositions ont été introduites pour réglementer le dispositif d'interventions de la Banque Centrale sur le marché interbancaire afin d'assurer sa fonction de régulation monétaire.

Actuellement, ce marché est composé de deux compartiments opérationnels : le marché des Bons du Trésor et le marché interbancaire.

Par la régularité des émissions, le nombre croissant des participants et le volume des opérations, le marché des Bons du Trésor semble définitivement s'inscrire dans la pratique financière dans notre pays. La régularité des émissions, conjuguée au rendement sans risque des actifs proposés, a été à l'origine de l'évolution favorable de ce compartiment du marché des capitaux. Cette régularité a permis aussi de donner au marché des Bons du Trésor plus de crédibilité et d'attractivité.

Contrairement au compartiment des bons du trésor, le fonctionnement du marché interbancaire n'a débuté qu'au mois de septembre 2007 avec un volume d'opérations réduit. L'évolution de ce marché s'est poursuivie en fin d'année 2007 et durant l'année 2008 instaurant ainsi la confiance entre les banques par la matérialisation d'échanges de liquidités sous forme de pension livrée garantie par des bons du trésor. Le recours à la Banque Centrale a été considérablement circonscrit à des interventions limitées et pour une très courte période.

Malgré les avancées significatives sur le plan réglementaire, la réforme du marché des capitaux initiée en 2007 n'a pas encore permis de produire tous les effets escomptés devant jeter les bases d'un véritable développement de ce marché.

8.1. Le marché des bons du Trésor

Le Trésor Public procède de manière régulière, par appel d'offres, à l'émission de titres à court terme sur le marché monétaire.

Ainsi, depuis quelques années, deux catégories de bons sont émis suivant une périodicité hebdomadaire : des bons à 4 semaines et des bons à 13 semaines.

Au cours de l'exercice 2008, le cumul des émissions de bons du Trésor a atteint un volume global de MRO 398,3 milliards, contre 246,4 milliards en 2007, enregistrant une progression de 61,7%. Le tableau ci-dessous présente la situation des adjudications de bons du trésor au titre de l'année 2008.

Tableau n°16 : Adjudications de bons du trésor en 2008 en Millions MRO

Mois	BT à 4 semaines		BT à 13 semaines		Total adjud,
	Montants adjugés	Intérêts précomptés	Montants adjugés	Intérêts précomptés	
Janvier	9 500,0	77,0	15 623,0	400,0	25 123,0
Février	7 100,0	58,0	24 100,0	623,0	31 200,0
Mars	4 400,0	36,0	13 650,0	352,0	18 050,0
Avril	7 200,0	56,0	10 750,0	274,0	17 950,0
Mai	24 800,0	196,0	17 323,0	458,0	42 123,0
Juin	24 550,0	196,0	14 000,0	362,0	38 550,0
Juillet	11 950,0	99,0	17 800,0	474,0	29 750,0
Août	13 610,0	113,0	24 480,0	667,0	38 090,0
septembre	16 480,0	141,0	17 000,0	456,0	33 480,0
Octobre	17 400,0	148,0	10 800,0	283,0	28 200,0
Novembre	26 565,0	229,0	12 700,0	346,0	39 265,0
Décembre	32 355,0	279,0	24 200,0	654,0	56 555,0
Total	195 910,0	1 628,0	202 426,0	5 350,0	398 336,0

Source :BCM/DGM

L'arrivée de nouvelles banques, ainsi que la participation de plus en plus active des agents du secteur non bancaire aux appels d'offres, notamment celles des sociétés opérant dans le secteur des hydrocarbures, ont été à la base de ce regain d'activité en 2008.

En effet, les agents du secteur non bancaire ont souscrit à hauteur de 24,6% des titres publics émis en 2008; alors que leur niveau de participation en 2007 était de 22%.

Le niveau d'émission le plus élevé a été réalisé en décembre, avec MRO 56,6 milliards, en raison de la surliquidité des banques durant cette période; tandis que le mois d'avril aura été celui qui a enregistré le montant de titres adjugés le plus faible avec MRO 17,9 milliards ; la moyenne mensuelle s'établissant à MRO 33,2 milliards.

La part des bons à 13 semaines représente 51% du volume global des adjudications, dénotant une préférence des souscripteurs pour cette maturité. En 2007, la proportion des bons à 12 semaines se situait à 65%.

En fait, l'arbitrage entre les maturités proposées, indique que près de 62% des titres adjugés aux agents du secteur non bancaire portent sur des bons à 13 semaines, contre 38% pour les bons à 4 semaines ; alors que pour les banques, les proportions sont respectivement de 38% et 62%.

L'encours des bons du Trésor a connu une évolution comparable à celle observée au niveau des émissions, avec un accroissement de 48% sur la période sous revue :

Tableau n° 17 : Stock de bons du trésor en Milliards MRO

Secteur	2007		2008		Variation (%)
	Stock	Poids	Stock	Poids	
Banques	41,4	75,7%	52,8	65,4%	27,8
Non Banque	13,3	24,3%	28,0	34,6%	111,4
Total	54,6	100,0%	80,9	100,0%	48,1

Source : BCM/DGM

Cet encours a atteint MRO 80,9 milliards au 31/12/2008, alors qu'à la même période l'année d'avant il s'établissait à MRO 54,6 milliards. L'encours moyen mensuel est de MRO 64,4 milliards en 2008.

Le secteur non bancaire détient 34,6% de cet encours au 31 décembre 2008 contre 24,3% au 31 décembre 2007.

8.2. Le marché interbancaire

Le marché interbancaire demeure toujours en deçà des attentes, malgré les progrès qui ont été enregistrés en 2008. Toutefois, le niveau d'activités de ce segment, aussi bien en termes de nombre d'opérations effectuées qu'en termes de volume des transactions, a connu une évolution significative comparativement aux années antérieures. Quant aux interventions de la Banque Centrale, elles ont régressé de façon significative.

En effet, les échanges cumulés de liquidités effectués par les banques primaires entre elles, au cours de l'année 2008, a totalisé MRO 201,3 milliards pour des opérations de pensions livrées. En 2007, ce volume n'avait atteint que MRO 20,4 milliards dont 12,7 milliards pour des opérations de pensions livrées et 7,72 milliards pour les opérations interbancaires à blanc.

Les opérations de prêts/emprunts entre les banques se sont effectuées pour des durées généralement comprises entre 1 et 10 jours. Les taux ont varié entre 10,1% et 12%. Le taux moyen pondéré s'est situé à 10,7%.

S'agissant des opérations avec la BCM, les banques se sont refinancées en ayant recours à des pensions livrées de 1 à 3 jours. Ces refinancements ont totalisé un montant de MRO 3,65 Milliards en 2008 soit une régression de MRO 39,17 milliards par rapport à l'année 2007.

Il y a lieu de remarquer que la réduction considérable du refinancement de la Banque Centrale est en cohérence avec l'évolution favorable de l'échange de liquidité interbancaire.

Cette situation s'explique en grande partie par les nouvelles règles de fonctionnement du marché initiée en 2007 par la Banque Centrale. En 2008, ces règles ont donné une nouvelle impulsion aux échanges interbancaires, ce qui a eu pour effet d'instaurer la confiance entre les banques pour s'échanger des liquidités et réduire en conséquence le recours au refinancement de la Banque Centrale.

Par ailleurs, le rôle joué par la BCM pour rapprocher les banques ayant des besoins de trésorerie avec celles présentant des trésoreries excédentaires a permis d'encourager les échanges interbancaires.

8.3. Les Taux d'intérêts

L'année 2008 a été marquée par de légers fléchissements des taux d'intérêts. Cette évolution favorable des taux d'intérêts résulte de la baisse du taux directeur de la BCM qui a été ramené de 14% à 12% en octobre 2007 d'une part, et de l'élargissement du marché à de nouveaux concurrents non bancaires d'autre part. Le tableau ci-dessus présente cette évolution.

Tableau n° 18 : évolution des taux d'intérêt

Mois	Taux du guichet de la pension Livrée		Taux moyen pondéré global des BT		Taux de marché interbancaire	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Janvier	14,0%	12,0%	12,5%	10,4%		11,4%
Février	14,0%	12,0%	12,0%	10,5%		11,7%
Mars	14,0%	12,0%	11,5%	10,5%		10,8%
Avril	14,0%	12,0%	10,8%	10,3%		10,8%
Mai	14,0%	12,0%	11,0%	10,5%	12,4%	10,8%
Juin	14,0%	12,0%	11,7%	10,4%	13,7%	10,8%
Juillet	14,0%	12,0%	12,0%	10,8%	12,7%	10,6%
Août	14,0%	12,0%	11,6%	11,0%	13,0%	10,6%
Septembre	14,0%	12,0%	11,7%	11,0%	13,4%	10,6%
Octobre	12,0%	12,0%	11,0%	10,9%	12,6%	10,7%
Novembre	12,0%	12,0%	10,4%	11,2%	11,9%	10,6%
Décembre	12,0%	12,0%	10,4%	11,1%	11,8%	10,2%
Moyenne	13,5%	12,0%	11,3%	10,8%	12,9%	10,7%

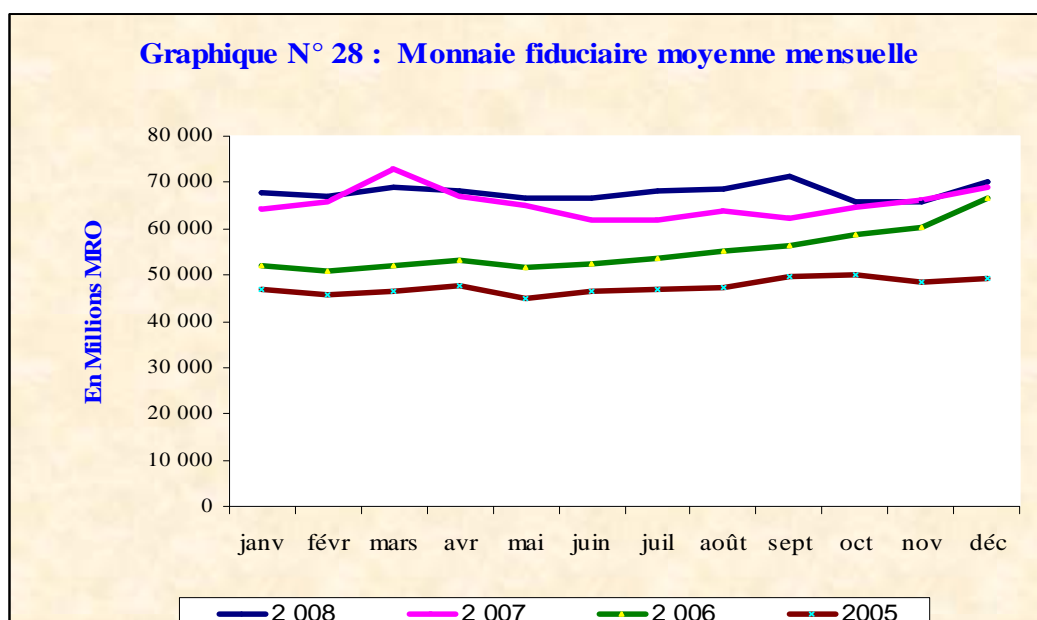
Source : BCM/DGM

8.4. Les moyens de paiement

En Mauritanie, le système de paiement est caractérisé par une prépondérance de l'usage de la monnaie fiduciaire (billets de banque et pièces de monnaie), en raison notamment du niveau de bancarisation qui reste assez faible. Les autres instruments traditionnels (chèques, virements, traites etc.) ont un poids relativement faible et l'usage des instruments électroniques est encore à ses débuts.

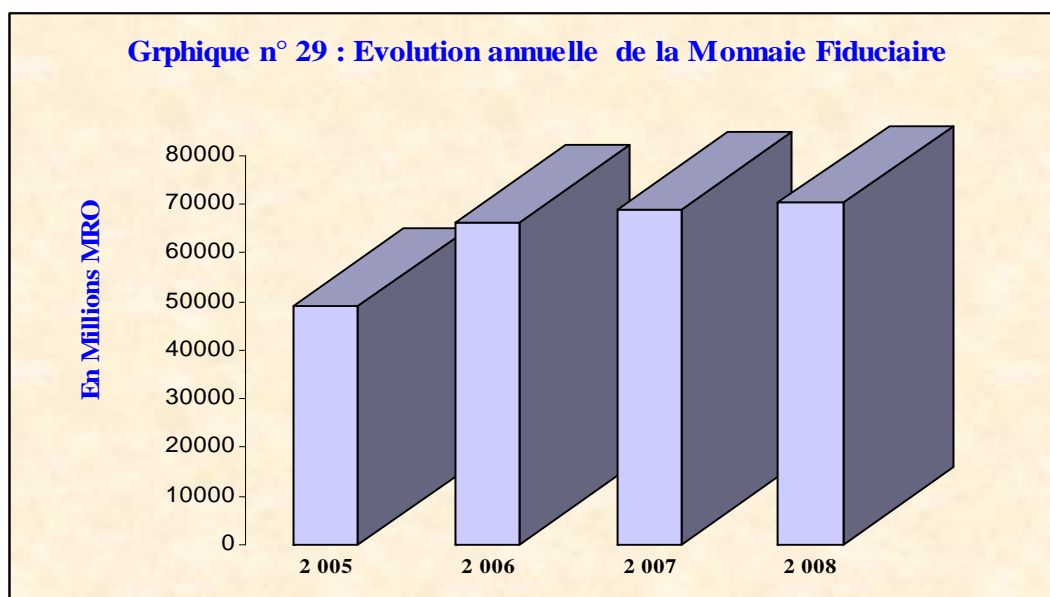
8.4.1. La monnaie fiduciaire

En s'établissant à MRO 67,9 milliards en moyenne mensuelle sur l'ensemble de l'année 2008, la progression de la monnaie fiduciaire a connu une décélération à 3,9% contre un accroissement de 18,4% entre 2006 et 2007. Cette évolution est à rapprocher avec l'amélioration de la bancarisation et l'importance prise par le marché de change officiel. En effet, la progression de la monnaie fiduciaire est, en partie, déterminée par le volume des transactions en devise sur le marché parallèle.



Source : BCM/DGE

Au terme de l'année 2008, le montant de la monnaie fiduciaire – billets et monnaie en circulation- a atteint MRO 70,33 milliards, au lieu de MRO 68,92 milliards en 2007, soit une progression de 2%. Cette évolution met en relief la poursuite de la tendance baissière du rythme de progression de la monnaie fiduciaire entamée depuis 2007 (3,8% contre 35,3% en 2006).



Source : BCM/DGE

8.4.2. Les instruments de paiement scripturaux

La Banque Centrale a pris, au cours de l'exercice 2008, un certain nombre de mesures destinées à améliorer la performance du système des paiements. En particulier, une application informatique a été mise en œuvre pour automatiser le système de gestion de la chambre de compensation. Cette application, développée par la Direction de l'informatique de la Banque Centrale, permet de :

- ✓ Automatiser le travail de la chambre de compensation ;
- ✓ Saisir à distance des valeurs présentées par les différents adhérents ;
- ✓ Avoir la situation en temps réelle ;

Actuellement ce réseau interbancaire fonctionne sans le Trésor public et la Mauripost.

8.4.3. Les opérations de la chambre de compensation

Le nombre des valeurs traitées en interbancaire au cours de l'exercice 2008 a atteint 84 160 valeurs dont 85% de chèques, 14% de bons de virement et moins de 1% de traites, soit en moyenne, 7013 valeurs par mois. Le montant total de ces transactions s'élève à 336,8 milliards d'ouguiya.

Le nombre des valeurs traitées au cours de l'année 2008 a enregistré une hausse de 48,8% par rapport à 2007 ainsi leur montant ont connu une progression de 30,4%. Cette évolution en termes de nombre et de montant s'explique par l'amélioration du fonctionnement de la chambre de compensation.

Les valeurs de la BCM, ont atteint environ 16,8% du total des transactions en 2008. Les montants sont constitués essentiellement de ceux présentés par le Trésor. Le poids des montants présentés par la BCM représente environ 26% du montant global des valeurs présentées par le système financier.

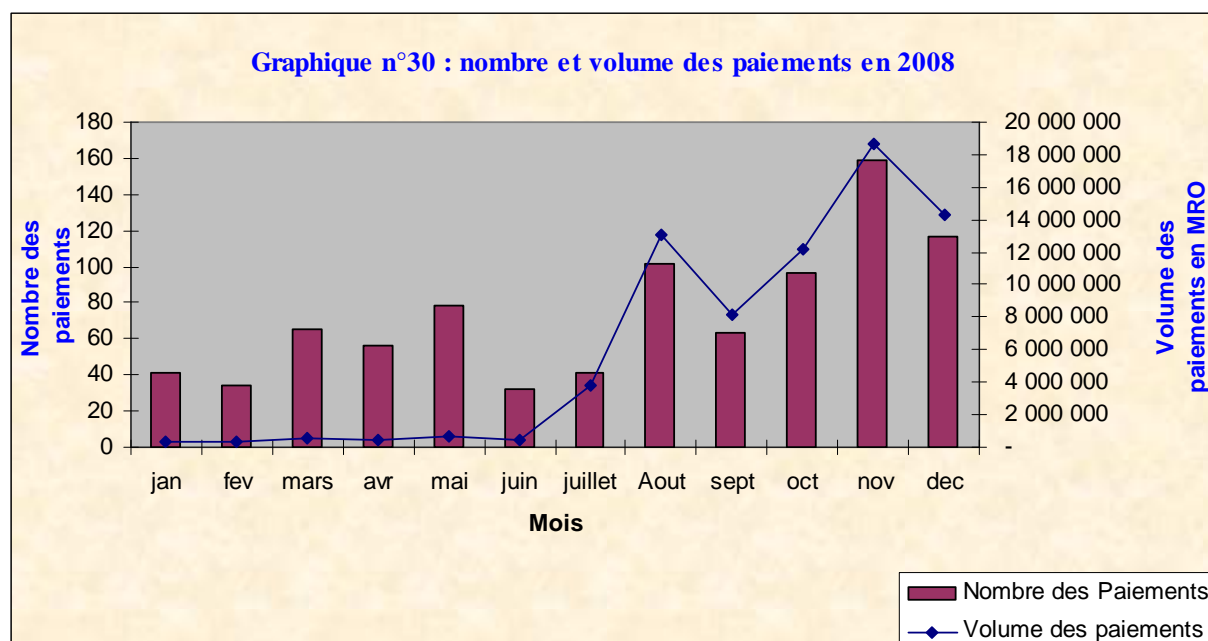
Tableau n° 19 : Répartition par type des valeurs présentées

Valeurs	chèques	Traites	b, virement	Total	Valeurs BCM	% BCM
2008	71 805	663	11 692	84 160	14 162	16,8%
2007	48 954	354	7 243	56 551	25 978	45,9%

8.4.4. Les opérations de monétique

L'activité monétique du GIMTEL durant l'année 2008 s'est nettement développée par rapport à 2007 notamment à travers :

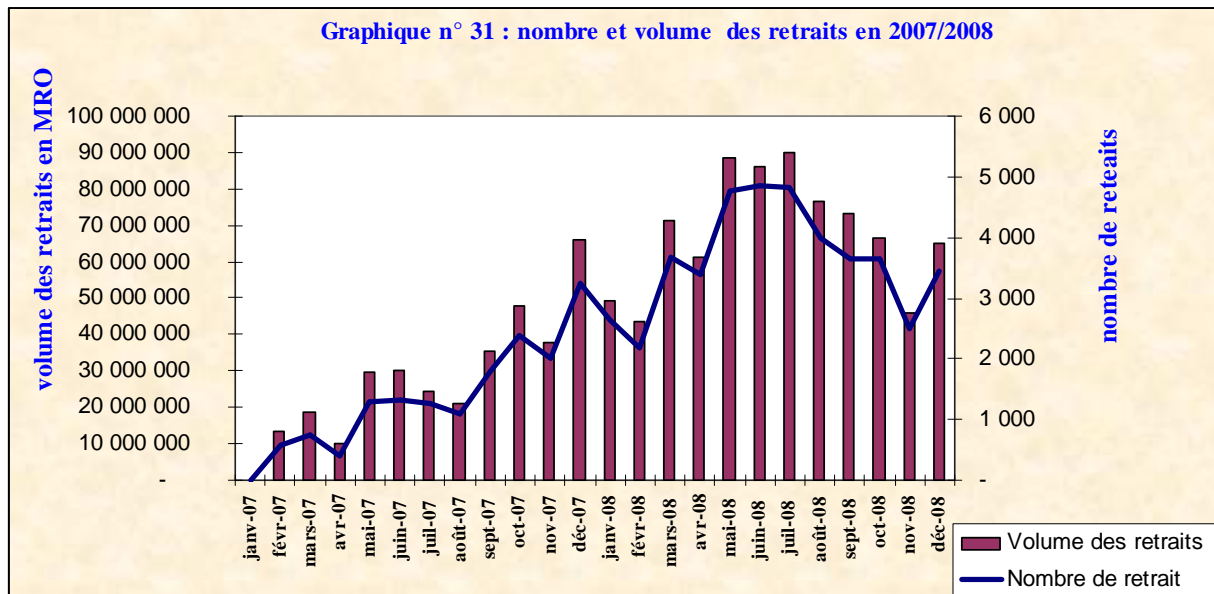
- Le lancement du paiement par cartes VISA International en Mauritanie. En effet, en Juillet 2008, le centre monétique du GIMTEL a été certifié par VISA International en tant qu'acquéreur unique en Mauritanie, permettant ainsi aux porteurs de cartes internationales de faire leurs achats sur les TPEs installés auprès des commerces Mauritaniens. Cette certification, en plus d'être une référence pour la communauté bancaire, vient renforcer les services d'achat offerts par le GIMTEL par une impulsion très importante en terme de volume des transactions, Comme le montre le graphique ci-dessous. Jusqu'au mois de juin 2008, les paiements étaient à un niveau qui n'atteignait pas un million d'ouguiya par mois. Grâce à cette action avec VISA international, le volume des transactions de paiement a dépassé la barre des 18 Millions au mois de novembre.



Source : GIMTEL

La production de 12 000 cartes Interbancaires personnalisées au profit des clients des banques membres du GIMTEL, les transactions de retrait interbancaires ont atteint cette

année 43 580 transactions pour un volume total de MRO 816 925 000. Le graphique suivant montre l'évolution mensuelle de ces transactions.



Source : GIMTEL

- Le raccordement de quatre nouveaux membres au centre monétique du groupement élevant ainsi le nombre de banques utilisant l'interbancaire monétique au nombre de huit au lieu de quatre en 2007 ;
- Le lancement de quatre projets de certification pour les banques en vue de leur permettre d'accepter des cartes internationales sur leurs guichets automatiques et aussi d'émettre des cartes internationales. Ces projets devront être finalisés en 2009.

IX. LA SUPERVISION BANCAIRE

Dans le cadre des efforts entrepris pour le développement du secteur financier, le cadre légal et réglementaire régissant celui-ci a connu plusieurs évolutions qui visent sa modernisation et le renforcement de sa stabilité. Ces évolutions ont concerné aussi bien le système bancaire que les autres compartiments du secteur financier.

Outre les textes adoptés en 2007, plusieurs textes d'application de l'ordonnance portant réglementation des établissements de crédit ont été élaborés et adoptés en 2008. Ces textes sont relatifs aux conditions débitrices des banques, à l'agrément des établissements de crédit, au fonds de garantie des dépôts, au capital minimum des banques et au coefficient de division des risques. Ces règlements tiennent compte de l'environnement international et ont été élaborés en concertation avec la profession bancaire.

Ainsi, pour la première fois depuis la libéralisation du crédit, un taux effectif global maximum autorisé pouvant être appliqué par les banques à leur clientèle a été défini.

De même, un nouveau texte a défini les conditions et critères d'agrément, les modalités de prise ou d'extension de participation dans le capital d'une banque et les règles relatives aux dirigeants des banques. Ce texte a permis d'introduire les exigences relatives à la justification de l'origine licite des fonds, à l'honorabilité de leurs apporteurs et à la compétence des personnes appelées à administrer et à gérer des établissements de crédit.

Par ailleurs, les nouvelles banques sont tenues d'ouvrir trois agences dans trois villes différentes du pays. Cette mesure devrait permettre une amélioration du taux de bancarisation.

La mise en place d'un fonds de garantie des dépôts, pour la première fois en Mauritanie, renforce la protection des déposants, rétablit à terme la confiance du public au système bancaire et permet d'améliorer la bancarisation et de promouvoir l'épargne.

Dans le même contexte, le capital minimum exigé des banques a été porté à six milliards d'ouguiya. Les banques déjà en place sont tenues d'augmenter leur capital pour atteindre ce niveau d'ici fin 2010. Les banques doivent justifier à tout moment un niveau de fonds propres nets permettant de respecter les différents ratios de gestion. Ces mesures sont de nature à renforcer l'assise financière des établissements de crédit.

Dans le nouveau texte relatif au coefficient de division des risques, la notion de groupe fait place à celle de bénéficiaire, étant entendu que des personnes physiques ou morales liées juridiquement sont désormais considérées comme un seul bénéficiaire. La norme est fixée à 25% au lieu de 10%. L'autorité de contrôle a tenu compte des pratiques dans les pays de la sous-région et de la nécessité de promouvoir le financement de l'économie.

Cette volonté de moderniser le système financier par l'autorité de supervision a été ressentie par les partenaires. En effet, plusieurs demandes d'agrément ont été adressées à la Banque Centrale de Mauritanie. Dans ce cadre la BCM a délivré quatre décisions d'agréments pour des banques étrangères en 2008.

9.1. La structure du secteur financier

Le système financier mauritanien est constitué de 10 banques commerciales, 2 établissements financiers, 8 compagnies d'assurance, 80 institutions de Microfinance (dont 51 CAPEC), des services financiers de la poste et deux organismes de sécurité sociale. Il demeure largement dominé par le système bancaire.

9.1.1. Les banques

Le système bancaire mauritanien est constitué de 10 banques commerciales dont deux à capitaux majoritairement étrangers. Le réseau bancaire est passé de 67 à 72 agences au 31 décembre 2008 et couvre toutes les capitales régionales du pays. Plus de 44% de ces agences sont situées dans les deux principales villes du pays : Nouakchott et Nouadhibou.

Le taux de bancarisation est jugé encore très faible, aux environs de 4%. Toutefois, le nombre de comptes ouverts auprès de banques au 31/12/2008 a progressé de 10% en atteignant 157 652 contre 143 320 comptes au 31/12/2007.

9.1.2. Les autres institutions financières

Les autres institutions sont composées de deux établissements financiers et des institutions de microfinance agréées (réseau CAPEC, UNCACEM) dont plus de la moitié sont implantées à Nouakchott.

9.2. Activité de contrôle et de supervision

La Banque Centrale veille à la stabilité du système financier en exerçant une surveillance rapprochée des banques et des établissements financiers. Cette surveillance s'effectue par un contrôle sur documents et un contrôle sur place. Dans ce cadre, les actions suivantes ont été réalisées en 2008 :

- Organisation d'un séminaire de formation sur les techniques d'évaluation des actifs et le provisionnement des créances au profit du personnel de la Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière ;
- Signature de contrats programmes avec les banques suite aux résultats de l'audit de l'exercice 2007 ;
- Evaluation des rapports d'audit des banques pour l'exercice 2007 ;
- Audit des états financiers de la MAURIPOST pour 2005, 2006 et 2007 ;
- Inspection générale des bureaux de change ;
- Inspection générale de l'UNCACEM ;
- Des inspections thématiques ont été réalisées auprès de deux institutions de Microfinance ;
- Lancement d'une inspection générale pour les CAPEC ;
- Organisation, sur toute l'étendue du territoire, d'une campagne de sensibilisation sur le cadre légal et réglementaire régissant le secteur de la microfinance. Cette campagne vise à mieux informer les opérateurs et acteurs de la microfinance sur ce nouveau cadre réglementaire et inciter les IMF à se conformer à la loi. Dans ce

cadre, la Banque Centrale poursuit ses efforts pour la mise en conformité des trois grands réseaux de microfinance (MICO, CECEL et NISSA BANQUE).

9.2.1. Les coefficients prudentiels

9.2.1.1. La liquidité

Les banques ont, dans l'ensemble, respecté le coefficient minimum de liquidité de 20%, devant être maintenu entre, d'une part, les éléments de l'actif disponible et réalisable à court terme et, d'autre part, les exigibilités à court terme. Ce ratio a atteint 58,5% en fin 2008, dépassant ainsi largement le minimum réglementaire exigé.

Tableau n° 20 : Liquidité

En milliards MRO	Requis	déc-06	déc-07	déc-08
1, Actifs liquides		79,1	92,9	100,5
2, Exigibilités à CT		111,1	144,9	171,7
RATIO de Liquidité (1/2)	Min 20%	71,2%	64,1%	58,6%

Source : BCM/DGSBF

9.2.1.2. Les fonds propres nets

Tableau n° 21 : Règles des fonds propres

En milliards MRO	Requis	déc-06	déc-07	déc-08
Fonds propres nets	Min 20 *	27,2	41,7	59,6
Excédent (+) ou insuffisant (-) en Fonds Propres nets		22,2	31,7	39,6
<i>* Le minimum obligatoire pour 10 banques à partir du 31/12/2008</i>				

Source : BCM/DGSBF

Les fonds propres nets des banques ont connu en 2008 une amélioration sensible qui s'explique par une augmentation des capitaux suite aux nouvelles exigences de la réglementation (Instruction n°04/GR/2008).

9.2.1.3. L'équilibre entre ressources stables et actifs immobilisés

Tableau n°22 : Règle d'équilibre entre ressources stables et actifs immobilisés

En milliards MRO	Requis	Déc-06	déc-07	déc-08
1, Fonds propres et assimilés		52,2	62,2	79,8
2, Actifs immobilisés nets		38,8	37,1	34,1
Excédent (+) ou insuffisant,(-) en ressources stables	Max	13,4	25,2	45,7
RATIO (2/1)	100%	74,4%	59,5%	42,7%

Source : BCM/DGSBF

Les banques ont généralement respecté le ratio d'équilibre entre ressources stables et les actifs immobilisés. L'excédent des ressources longues sur les actifs immobilisés s'est sensiblement élargi en 2008 suite à l'amélioration notable des fonds propres.

9.2.1.4. La couverture des risques

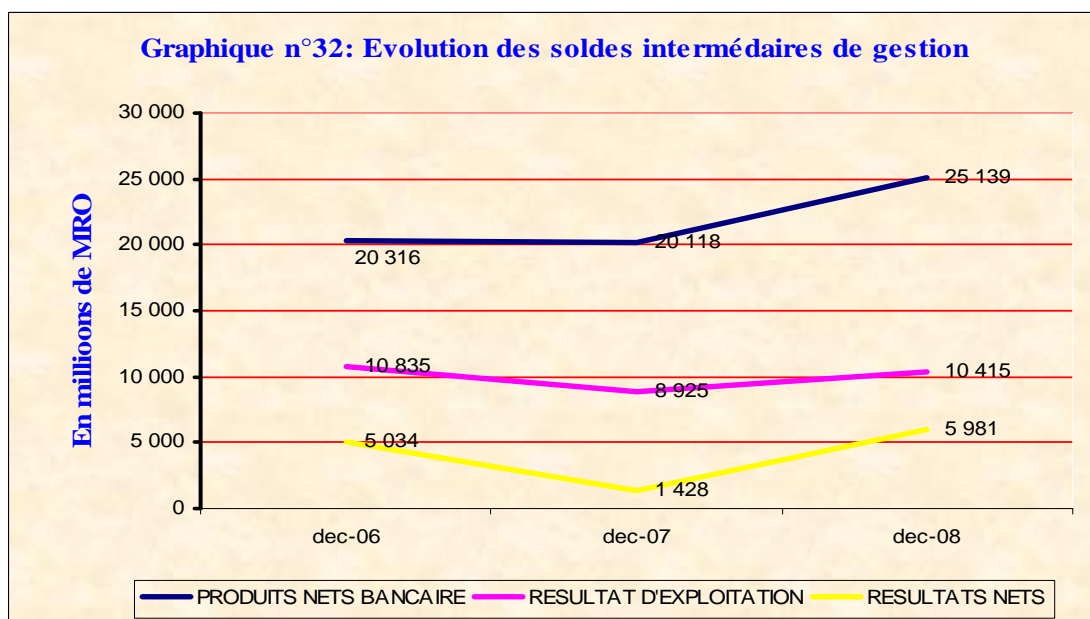
Tableau n° 23 : Ratio de couverture des risques

En milliards MRO	Requis	déc-06	déc-07	déc-08
1, Fonds propres nets corrigés		26,0	40,5	59,3
2, Engagements pondérés		105,0	143,4	186,1
RATIO (1/2)	Min 10%	24,8%	28,2%	31,9%

Source : BCM/DGSBF

Le ratio de couverture des risques, fixé à un minimum de 10% et défini comme étant le rapport entre, d'une part, les fonds propres nets corrigés des banques et, d'autre part, les engagements pondérés en fonction de leur degré de risque ont atteint 31,9% au terme de l'année 2008. Il est largement respecté par le système bancaire. Cette performance s'explique par une augmentation des fonds propres nets des banques,

9.2.2. La rentabilité des banques



Source : BCM/DGSBF

Il ressort du graphique ci-dessus que le produit net bancaire a enregistré une hausse de plus de MRO 5 milliards par rapport à l'année précédente. Il s'est situé à MRO 25,1 milliards, Cette évolution est consécutive à la hausse des produits financiers sur les opérations avec la clientèle.

De même, le résultat d'exploitation a connu une croissance de 17% malgré une augmentation des frais divers de gestion de 44% par rapport à l'année 2007. Cette amélioration est due à une hausse des produits nets bancaires.

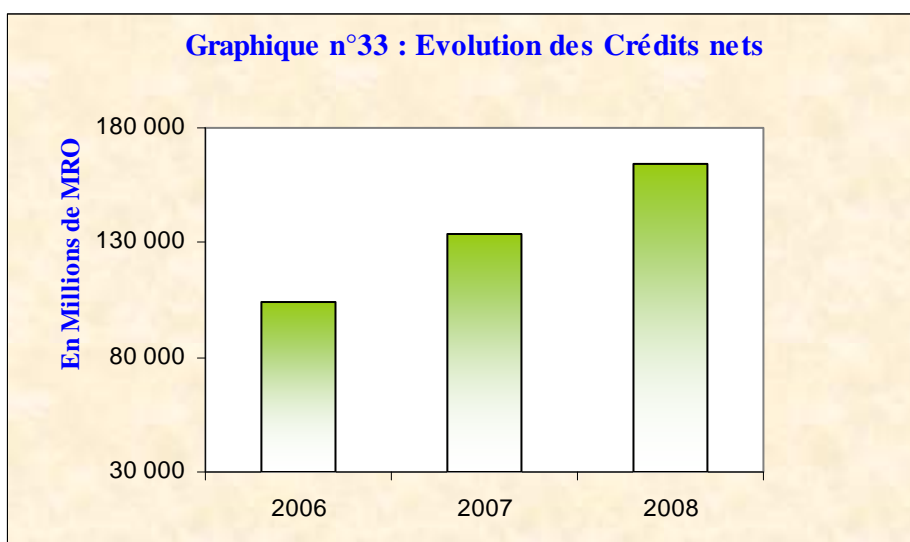
Ainsi, le résultat net provisoire au titre de l'exercice 2008, s'accroît de plus de 4,5 milliards d'ouguiya pour se chiffrer à MRO 5,9 milliards. Toutefois, certaines banques ont enregistré des pertes provisoires de l'ordre de MRO 1,4 milliards.

9.3. L'activité du secteur financier

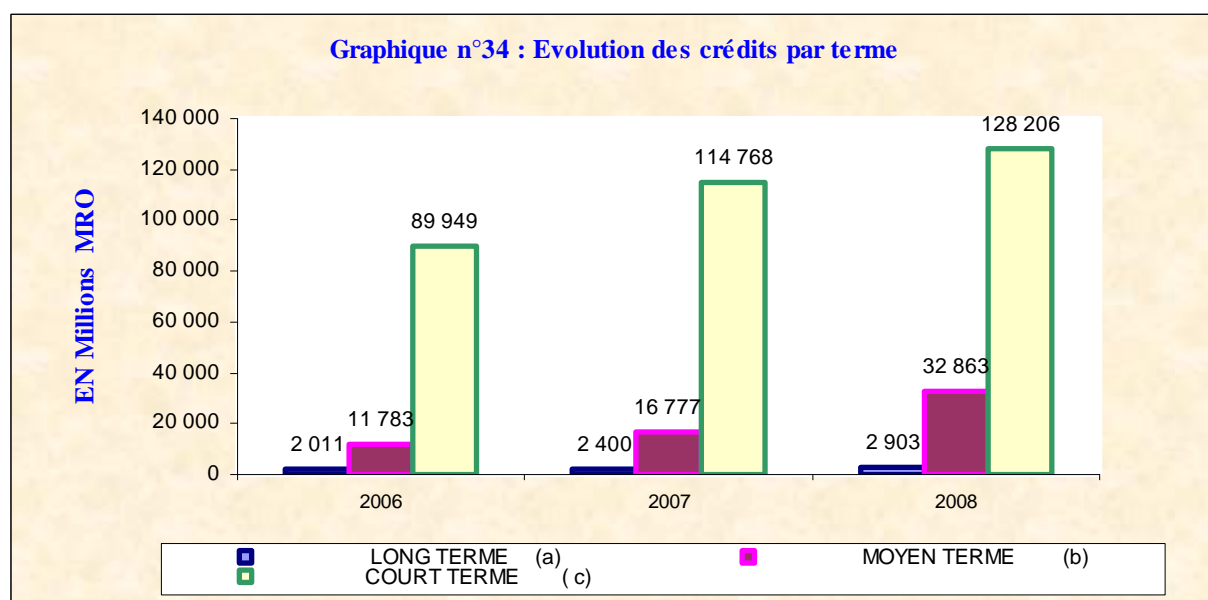
9.3.1. Les Banques

9.3.1.1. La distribution des crédits par les banques

Les crédits nets à la clientèle se sont élevés, au 31/12/2008, à MRO 163,9 milliards, soit une hausse de 30 milliards par rapport à 2007. Cette évolution concerne essentiellement trois établissements de crédit (75%).



Source : BCM/DGSBF



Source : BCM/DGSBF

Les crédits à long et moyen terme se chiffrent au 31/12/2008 à MRO 35,7 milliards contre 19,7 milliards au 31/12/2007, soit une progression de 87%.

Les crédits à court terme ont enregistré une évolution de 11% par rapport au 31 décembre 2007, pour se situer à MRO 128,2 milliards. Ils représentent 78% du total des crédits nets, contre 86% un an plus tôt.

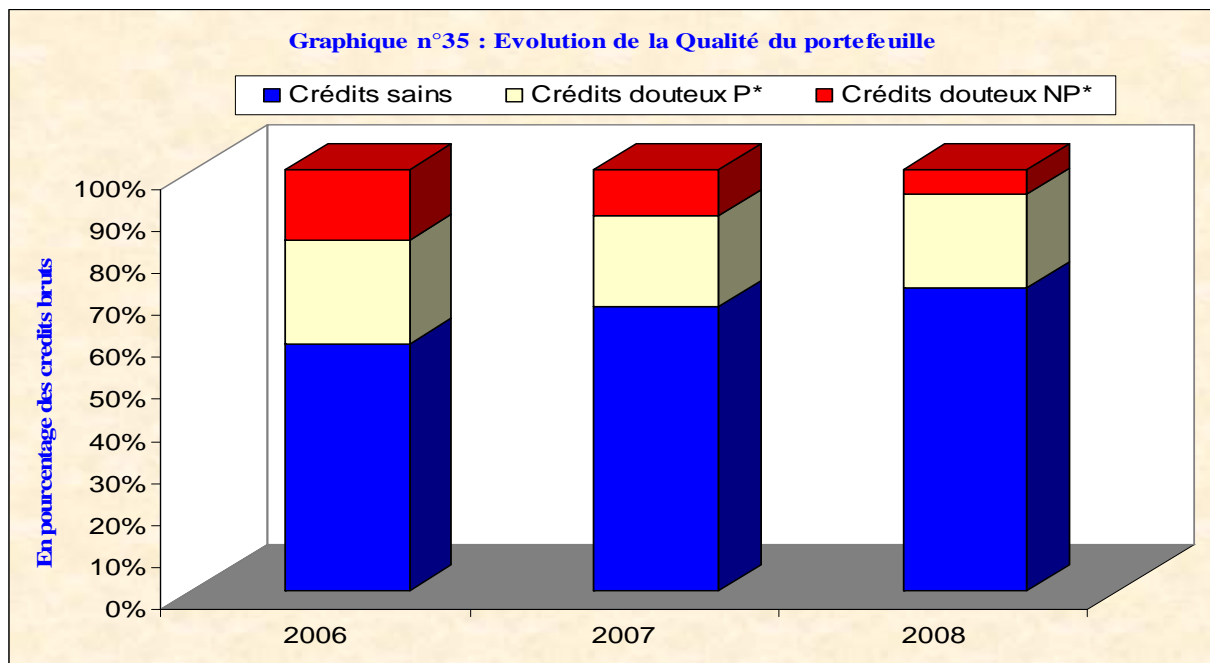
Tableau n° 24 : Structure des crédits par terme

En milliards MRO	déc-06	déc-07	déc-08
LONG TERME (a)	2,0	2,4	2,9
MOYEN TERME (b)	11,8	16,8	32,9
COURT TERME (c)	90,0	114,8	128,2
TOTAL NET	103,7	134,0	164,0
Pourcentage (a)	2,0%	1,8%	2,0%
Pourcentage (b)	11,0%	12,5%	20,0%
Pourcentage (c)	87,0%	86,0%	78,0%

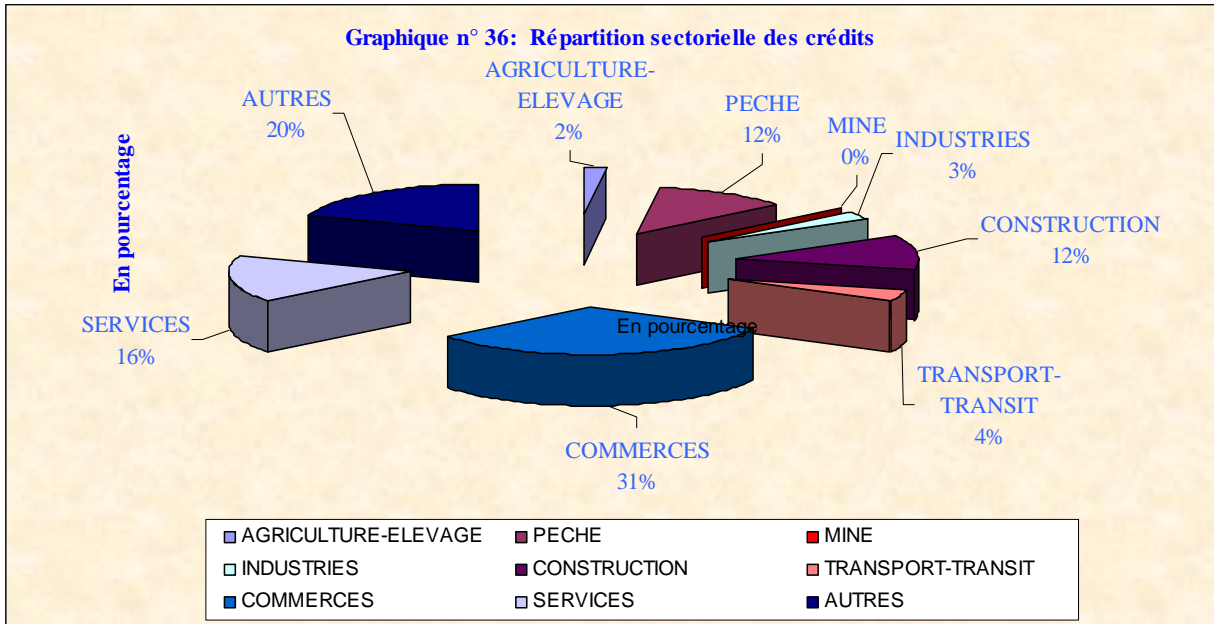
Source : BCM/DGSBF

Le niveau des créances en souffrance est passé, en fin 2008, à MRO 58,9 milliards contre 55,3 milliards en 2007, soit une hausse de 7% due à la prise en compte des provisions sur créances douteuses. Ces crédits en souffrances représentent 28% des crédits bruts contre 32,4% en 2007. Malgré cette performance, ce niveau reste encore élevé par rapport à la sous région (0% à 12% dans les pays voisins). Parallèlement, le niveau des crédits en souffrance non provisionnés a connu une baisse de 34% par rapport à l'année précédente.

Cette évolution s'explique entre autres par l'amélioration de la politique de distribution des crédits et du recouvrement. Par ailleurs, les efforts en matière de supervision ont contribué à l'amélioration notable de la qualité de portefeuille des banques (audits, inspections, contrats programmes).



Source : BCM/DGSBF



Source : BCM/DGSBF

Comme en 2007, la répartition sectorielle du crédit bancaire reste caractérisée par la prépondérance des concours au secteur du commerce général qui bénéficie de 31% du crédit distribué par les banques. Les services, la construction et la pêche sont les principaux secteurs bénéficiaires de crédit après le commerce, avec des parts, respectivement, de 16%, 12% et 12%.

Par ailleurs, des disparités importantes existent entre les banques en matière de distribution de crédit. En effet, trois banques distribuent plus de 60% du total des crédits.



Source : BCM/DGSBF

Les dépôts ont enregistré une progression en 2008 de 18% par rapport à 2007 contre 27% au cours de la période 2006/2007.

Cette évolution a été enregistrée essentiellement au niveau de quatre banques qui totalisent plus de 85% des dépôts du système bancaire.

Tableau n° 25 : Structure et Evolution des Dépôts (milliards MRO)

En milliards MRO	déc-06	déc-07	déc-08
Dépôts à vue (a)	96,8	121,3	149,0
Dépôts à terme (b)	12,1	17,4	15,3
Compte d'Epargne (c)	9,7	11,6	13,1
Dépôts	118,6	150,4	177,4
Pourcentage (a) / Total dépôts	82%	81%	84%
Pourcentage (b) / Total dépôts	10%	12%	9%
Pourcentage (c) / Total dépôts	8%	8%	7%

Source : BCM/DGSBF

Il ressort du tableau ci-dessus, que les ressources clientèles au niveau des banques restent essentiellement constituées de dépôts à vue à caractère privé.

Tableau n°26 : Répartition des dépôts entre Public et Privé (en milliards MRO)

Origine du dépôt	déc-06	déc-07	déc-08
Dépôts publics (a)	18,7	22,9	23,2
Dépôts privés (b)	99,9	127,4	154,2
Total dépôts	118,6	150,4	177,4
Pourcentage (a) / Total dépôts	16,0%	15,0%	13,0%

Source : BCM/DGSBF

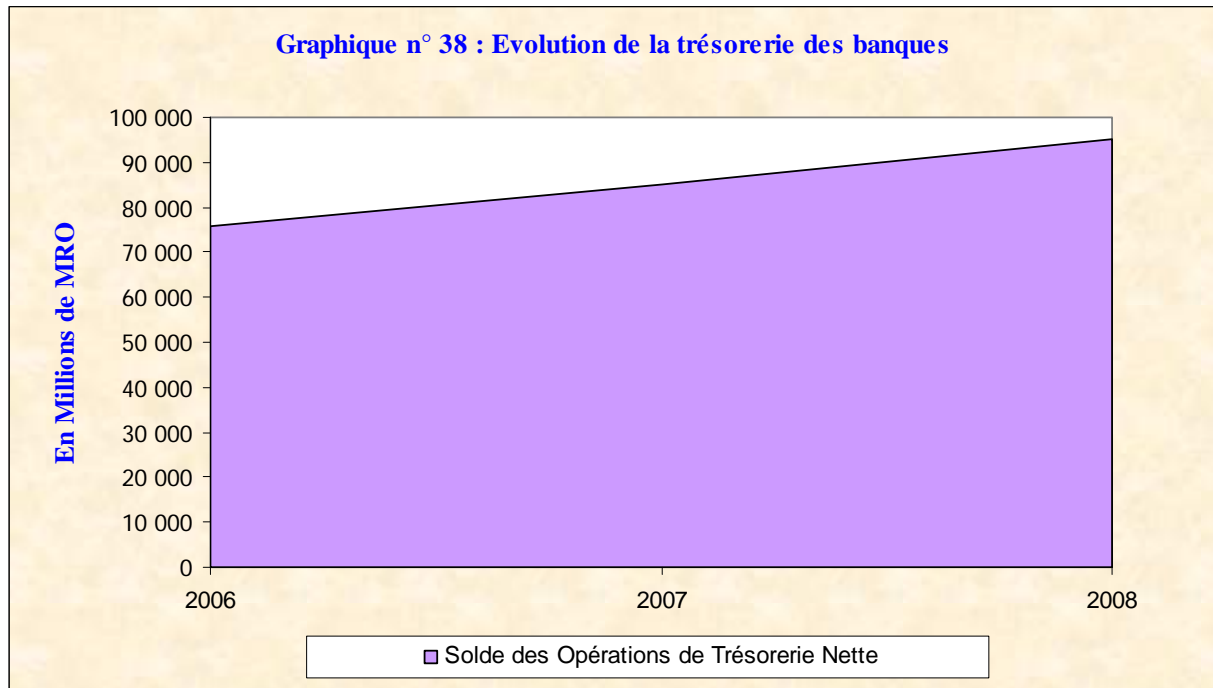
Tableau n° 27 : Comparaison dépôts -crédits (en millions MRO)

LIBELLES	déc-06	déc-07	Déc-08
Crédits à long terme	2 011	2 400	2 903
Crédits à moyen terme	11 783	16 777	32 863
Crédits à court terme	89 949	114 768	128 206
Crédits nets	103 743	133 945	163 972
Provision	33 836	36 799	46 706
Total crédits bruts	137 579	170 744	210 678
Dépôts à vue	96 825	121 337	148 989
Dépôts à terme	21 774	29 018	28 386
Total dépôts	118 599	150 355	177 375
Ecart : Dépôts - Crédits bruts	-18 980	-20 389	-33 303
Ecart : Dépôts - Crédits nets	14 856	16 410	13 403
Pourcentage : Dépôts / Crédits bruts	86,20%	88,06%	84,19%
Pourcentage : Dépôts / Crédits nets	114,32%	112,25%	108,17%

Source : BCM/DGSBF

L'analyse des dépôts et des crédits du système bancaire pris dans son ensemble montre que la couverture des crédits par les dépôts s'est légèrement dégradée (84,2%). La norme généralement admise pour ce ratio est de 120%.

L'encours consolidé des crédits bruts se chiffre au 31/12/2008 à MRO 210,6 milliards contre un montant de dépôts collectés de MRO 177,3 milliards.



Source : BCM/DGSBF

L'excédent net de trésorerie dégagé par le système bancaire progresse de 12% par rapport à 2007 pour s'établir à MRO 95 milliards. Malgré cette hausse, le taux de couverture des ressources par les emplois a connu une baisse de 2 point de pourcentage due notamment à une augmentation des engagements extérieurs des banques. Cet excédent net de trésorerie est placé à 56% sous forme de bons du Trésor.

9.3.2. Les institutions de microfinance

En plus du réseau des CAPEC et de l'UNCACEM, les autres institutions de microfinance agréées à la fin décembre 2008 sont au nombre de 28. Plus de la moitié de ces institutions sont implantées à Nouakchott.

9.3.2.1. Les crédits

Au terme de l'année 2008, les institutions de microfinance affichent un total de crédit de MRO 15 milliards, soit une évolution de 36,5% par rapport à 2007.

L'UNCACEM en concentre plus de 76,3% tandis que la part des CAPEC et des autres institutions de petites tailles représente respectivement 16,8% et 6,9%.

Tableau n° 28 : Activités de micro finance (en Milliards MRO)

LIBELLES	UNCACEM		RESEAU CAPECS		AUTRES IMF		TOTAUX	
	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008
Comptes financiers	0,2	0,1	1,8	2,6	0,3	0,2	2,3	2,9
Crédits nets	7,9	11,4	2,1	2,5	1,0	1,0	11,0	15,0
Epargne	0,3	0,2	3,6	5,4	0,2	0,2	4,1	5,8
Dettes à MLT	6,6	10,7	0,4	0,6	0,5	0,6	7,6	12,0
Fonds propres	2,3	2,4	0,2	0,2	0,6	0,6	3,1	3,2

Source : BCM/DGSBF

9.3.2.2. Les dépôts

Les dépôts ont enregistré une évolution annuelle de 42,8%, pour s'établir à MRO 5,8 milliards à la fin décembre 2008. Cette évolution est attribuée principalement à l'augmentation enregistrée au niveau des CAPECS. En effet, les caisses d'épargne et de crédit détiennent plus de 93,2% de ces dépôts, alors que l'UNCACEM et les autres institutions ont respectivement 3,7% et 3,1%.

9.3.2.3. Les emprunts

Les emprunts ont connu une augmentation de 58,3% en 2008 par rapport à leur niveau en 2007. Cette évolution est expliquée essentiellement par l'évolution des emprunts au niveau de l'UNCACEM, soit 4,1 milliards d'ouguiyas sur la période. Ce qui représente plus de 93% de l'augmentation globale enregistrée.

9.3.2.4. Les fonds propres

Les fonds propres ont enregistré une légère progression de 1,2%, au cours de l'année 2008 par rapport à 2007, et sont portés essentiellement par l'UNCACEM qui contribue à hauteur de 75,1%.

9.3.2.5. Les normes prudentielles

Tableau n° 29 : Ratio de liquidité

En milliards MRO	Requis	déc-07	déc-08
1, TRESORERIE ET ASSIMILES		2,1	2,9
2, DEPÔTS A VUE ET ASSIMILES:		2,5	5,0
Ratio de liquidité (1/2)	(Min 25%)	85,0%	58,0%

Source : BCM/DGSBF

Il ressort du tableau précédent que les institutions de microfinance respectent largement le ratio de liquidité et présentent un coefficient de liquidité relativement élevé.

Tableau n° 30 : Ratio de solvabilité

En milliards MRO	Requis	déc-07	déc-08
1, FONDS PROPRES NETS:		3,0	3,0
2, ACTIF NET PONDERE:		11,8	18,1
RATIO DE SOLVABILITE (1/2)	(Min 15%)	25,0%	17,0%

Source : BCM/DGSBF

Bien qu'il reste légèrement au dessus de la norme requise, ce ratio a connu une baisse sensible au cours de l'année 2008. Cette régression est due à l'augmentation massive des actifs pondérés face à une légère augmentation des fonds propres nets.

Tableau n° 31 : Ratio de couverture des emplois a long et moyen terme

En milliards MRO	Requis	déc-07	déc-08
1, Emplois de terme résiduel supérieur à 1 an		10,9	14,9
2, Ressources stables		11,1	15,4
COUVERTURE DES EMPLOIS A LONG ET MOYEN TERME (1/2)	(Max 100%)	98,0%	97,0%

Source : BCM/DGSBF

Malgré l'augmentation des ressources stables, ce ratio est respecté, suite à l'augmentation des emplois de terme résiduel supérieur à un an (particulièrement les crédits).

Tableau n° 32: Couverture des valeurs immobilisées

En milliards MRO	Requis	déc-07	déc-08
1, TITRES D'INVESTISSEMENT ET IMMOBILISATIONS		0,5	1,17
2, FONDS PROPRES NETS:		3,0	3,0
COUVERTURE DES VALEURS IMMOBILISEES (1/2)	(Max 100%)	18,0%	39,0%

Source : BCM/DGSBF

Ce ratio s'est déprécié au cours de l'année 2008, suite à la progression des titres d'investissement et les immobilisations surtout au niveau des CAPEC ainsi que la quasi stabilité des fonds propres nets.

9.3.3. Les Etablissements financiers

Les établissements financiers non bancaires sont actuellement au nombre de deux. Il s'agit de la Mauritanie Leasing et de la Finance Conseil Investissement (FCI).

Les crédits distribués par la Mauritanie Leasing se chiffrent à MRO 5,4 milliards en 2008, soit une baisse de 1,4 milliards d'ouguiyas par rapport à 2007.

Quant à la FCI, son volume de crédit en 2008 est de MRO 341,5 millions, soit une progression de 72% par rapport à l'année précédente.

Les deux institutions respectent l'ensemble des ratios prudentiels de gestion.

9.4. La lutte contre le blanchiment d'argent

La mise en œuvre du cadre législatif de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et le fonctionnement de la Commission d'Analyse des Institutions Financières (CANIF), ont été renforcés en 2008.

Sur le plan de l'applicabilité de la loi sur le Blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, deux nouvelles mesures ont été prises par la Banque Centrale. Elles sont relatives à la diffusion des formulaires de déclaration de soupçon à remplir par les Banques en cas d'opérations suspectes et à la définition du statut protecteur des correspondants de la CANIF auprès des banques et leur mode de désignation.

Sur le plan du fonctionnement de la CANIF, son conseil d'orientation et de coordination, présidé par le Gouverneur, a tenu trois sessions en 2008 au cours desquelles il a pris un certain nombre de décisions concernant le fonctionnement courant de l'Institution et son accord de principe pour négocier des conventions de coopération avec d'autres cellules de renseignements financiers.

Sur le plan du fonctionnement du Secrétariat Général, la CANIF a entrepris en 2008 les actions suivantes:

- Organisation de deux séminaires spécialisés :
 - ✓ Un à l'intention des Présidents et Directeurs Généraux des Banques et des Etablissements financiers afin de les sensibiliser à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;,
 - ✓ Un autre destiné aux Départements concernés des Banques et Etablissements financiers ainsi qu'aux Inspecteurs de la Banque Centrale de Mauritanie. Il s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités du personnel technique concerné afin qu'il maîtrise mieux la mise en place, le suivi et l'évaluation du dispositif anti-blanchiment dans le secteur bancaire et financier ;
- L'élaboration de certains textes d'application de la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- L'acquisition d'un logiciel spécialisé dans la gestion des bases de données relatives aux déclarations de soupçon avec l'appui de la Coopération française en assistance technique et en fourniture d'équipements nécessaires. Ce logiciel de haute technicité a permis aux cadres de la CANIF de profiter d'un transfert de technologie et de savoir faire technique dans ce domaine très sensible.

- La participation à un séminaire d'information et un forum de rencontre entre hauts responsables d'unités de renseignements financiers à Paris organisé par la coopération française dans le but de stimuler la coopération technique entre les unités de renseignements financiers poursuivant le même objectif ;
- La formation des cadres de la cellule opérationnelle de la CANIF dans le cadre d'une immersion technique auprès des services de TRACFIN (cellule française de renseignements financiers) en France, financé par la Coopération française ;

Sur le plan de la coopération sous régionale, la CANIF a participé aux deux Assemblées annuelles du MENAFATF⁴, Ces deux assemblées ont eu lieu en mai et décembre 2008 aux Emirats Arabes Unies. L'objectif essentiel de ces deux Assemblées Générales du MENAFATF est de s'assurer par des évaluations mutuelles que tous les pays membres sont en conformité avec l'application des 40 +9 recommandations du GAFI (Groupe d'Actions Financières Internationales). En cas de non-conformité le pays concerné est mis sous surveillance accrue pour le respect de ces normes, Ces Assemblées Générales permettent également des rencontres périodiques avec le GAFI et les responsables des cellules de renseignements financiers des pays de la sous région pour une meilleure concertation dans ce domaine.

⁴ MENAFATF : groupe sous régional formé par les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, chargé de contrôler les normes internationales en matière de lutte contre le Blanchiment d'argent et le Financement du terrorisme dans les pays membres

X. ANNEXES

ANNEXE 1 : Indicateurs Economiques et Financiers	2004	2005	2006	2007	2008
	Evolution en pourcentage, sauf indication contraire				
Revenu national et prix					
PIB à prix constant	5,2	5,4	11,4	1,0	3,5
PIB hors pétrole à prix constant	5,2	5,4	4,1	5,9	3,9
Déflateur du PIB	11,5	18,0	31,9	0,2	11,3
Déflateur du PIB hors pétrole	11,5	18,0	10,1	13,3	11,8
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	10,4	12,1	6,2	7,3	7,3
Indice des prix à la consommation (fin période)	16,1	5,8	8,9	7,4	3,9
Secteur extérieur					
Exportations de biens, f.o,b (taux de croissance, en dollars EU)	38,1	42,2	118,6	6,4	20,4
Dont : Exportations hors pétrole	38,1	42,2	15,9	54,0	27,5
Importations de biens, f,o,b (taux de croissance en dollars EU)	70,3	54,7	-18,3	22,7	20,9
Importations de biens, f,o,b (taux de croissance en dollars EU)/2	33,7	24,8	8,5	35,1	5,0
Transferts officiels (en pourcentage du PIB hors pétrole)	4,1	5,4	3,4	2,6	3,3
Solde de la balance des transactions courantes (en % du PIB hors pétrole)	-34,6	-47,1	-1,3	-11,4	-14
Solde de la balance des transactions courantes (en % du PIB hors pétrole)/2	-11,9	-7,4	-3,7	-10,1	5
Balance globale (en pourcentage du PIB hors pétrole)	-7,3	-4,0	10,5	0,6	-3,6
Réserves officielles					
Réserves officielles brutes en millions USD (fin de période)/3	39	70	194	209	195
Réserves officielles brutes (en mois d'importations de biens et services)	0,6	1,1	2,6	1,9	1,5
Monnaie et crédit					
Monnaie et quasi-monnaie	13,8	14,3	15,7	18,9	13,9
Billets et monnaie en circulation	-3,4	14,8	35,3	3,8	2,0
	En pourcentage du PIB hors pétrole				
Monnaie et quasi-monnaie	35,2	32,4	29,5	31,2	30,6
Billets et monnaie en circulation	11,2	10,3	11,0	10,2	8,9
Opérations consolidées du gouvernement					
Revenus et dons (hors pétrole)		33,1	61,2	24,2	23,5
Revenus (hors dons et pétrole)		30,5	16,5	21,8	23,1
Recettes pétrolières 4/		0,0	10,7	2,9	2,2
Dépenses et prêts nets		33,7	36,5	32,1	33,2
Solde global, dons compris		-7,1	46,0	-2,0	-7,6
Solde global, hors pétrole, dons compris		-11,4	35,3	-4,9	-9,8
Solde global, (hors pétrole et dons)		-8,8	-9,4	-7,3	-10,2
Dettes extérieures					
Dettes Nominale externe (en millions de dollars EU)	3 151	3 318,4	2 540,9	2 451,0	2 646,4
Dettes Nominale externe (en pourcentage du PIB hors pétrole)	210,9	178,1	94,1	94,0	81,1
Pour mémoire :					
Taux de change MRO/US\$ (fin de période)	256,2	268,6	268,6	250,6	256,6
Exportations de biens, f,o,b (en millions de dollars EU)	439,6	625,1	1366,6	1454,4	1751,7
Importations de biens, fob(en millions de dollars EU)/2	625,0	781,0	847,0	1145,0	1109,5
PIB nominal (en milliards MRO)	382,3	475,2	725,0	733,7	845,4
PIB nominal hors pétrole (en milliards MRO)	382,3	475,2	565,3	678,4	788,2
PIB nominal hors pétrole (en millions de dollars EU)	1 494,2	1 862,9	2104,7	2 608,0	3 263,8
PIB nominal (en millions de dollars EU)	1 494,2	1 862,9	2 699,2	2 821,0	3 500,8
Population (en millions)	2,76	2,83	2,89	2,96	3,03
PIB par tête (en dollars EU)	541,6	659,7	934,0	953,0	1 155,4
Taux de change effectif réel (taux de croissance, fin de période)		7,5	-1,3	2,8	5,8
Prix du pétrole (US\$/baril)			57	70	86
Production annuelle de pétrole (en millions de barils)			11,2	5,5	4,5

2/ Industries pétrolières et minières (hors SNIM) exclues

3/ Hors compte pétrolier

4/ y compris bonus de signature pétroliers

ANNEXE 2 Balance des paiements 2004-2008 (En Millions de dollars US, sauf indication contraire)					
	2004	2005	2006	2007	2008
Balance commerciale	-483,8	-803,2	199,6	22,9	19,6
Exportations	440	625	1367	1454	1752
<i>Dont: Minerai de fer</i>	230,2	389,4	467,2	575,0	778,1
Pêche	172,6	172,7	200,6	254,3	288,5
Pétrole	0,0	0,0	642,1	338,7	329,5
Cuivre			5,6	183,5	168,6
Or			1,6	59,2	172,8
Importations, fob	-923	-1428	-1167	-1432	-1731
<i>Dont : Produits pétroliers</i>	-145	-196	-227	-290	-413
Equipements importés pour les industries extractives	-415	-798	-434	-494	-592
Autres importations	-363	-439	-505	-647	-727
Services et revenus (nets)	-142,0	-234,6	-393,9	-488,5	-645,1
Services (nets)	-207,6	-299,2	-319,6	-427,7	-622,3
Crédits	52,0	79,6	86,7	84,2	103,1
<i>Dont: licences de pêche</i>	22,1	31,6	33,7	37,8	28,2
Débits	-259,6	-378,7	-406,3	-511,8	-725,5
<i>Dont: fret</i>	-125,9	-194,8	-159,1	-193,8	-223,2
Revenus (nets)	65,6	64,6	-74,3	-60,8	-22,7
Crédits	104,5	108,6	119,0	140,9	128,9
<i>Dont: Droit de pêche UE</i>	103,2	103,3	108,0	118,4	128,9
Débits	-38,9	-44,0	-193,3	-201,7	-151,7
<i>Dont: Intérêt exigible sur la dette officielle</i>	-38,9	-41,7	-27,4	-24,3	-30,1
Salaire et profits du secteur pétrolier			-160,0	-102,8	-10,8
Transferts courants (net)	108,7	161,0	158,7	144,3	169,9
Transferts privés (net)	47,7	60,0	66,5	70,2	62,1
Transferts officiels	61,0	101,0	92,1	74,0	107,9
<i>Dont: Aide multilatérale PPTE</i>	30,9	28,7	14,3	8,4	5,2
Solde des transactions courantes	-517,1	-876,8	-35,0	-321,3	-455,6
Compte de capital et d'opérations financières	427,1	763,5	257,8	316,3	336,6
Compte capital	15,5	0,0	1107,2	50,8	30,9
<i>dont: Amulation de la dette(MDRI) envers le FMI</i>			48,5	48,1	0,0
Compte d'opérations financières	411,6	763,5	-849,4	265,6	305,7
Investissement direct (net)	391,6	814,1	154,6	138,3	101,9
<i>Dont: industrie pétrolière (net)</i>	362,1	731,1	1,6	127,5	34,4
Prêts officiels à moyen et long terme	19,9	-28,0	-835,7	79,3	90,5
Décaissement	95,2	52,6	73,8	162,3	255,2
Principal exigible	-75,3	-80,6	-909,5	-83,0	-164,7
Autres transactions privées en capital	0,1	-22,5	-168,3	48,0	113,4
<i>Dont: variation des arriérés extérieurs privés</i>			-74,4	0,0	0,0
Erreurs et omissions	-19,2	39,4	60,2	20,8	2,8
Balance globale	-109,2	-73,8	282,3	15,8	-116,2
Financement	109,2	73,8	-282,3	-15,8	116,2
Actifs extérieurs nets	50,9	10,7	-315,7	-55,0	89,1
BCM (net)	1,7	-29,4	-162,0	-32,2	-1,9
Avoirs	-7,2	-33,0	-124,2	-14,4	10,2
Engagements	8,8	3,6	-37,8	-17,9	-12,1
Banques commerciales (net)	49,2	40,1	-104,9	-12,9	77,6
Compte pétrolier			-49,2	-9,9	13,5
Financement exceptionnel	58,3	63,1	33,4	39,2	27,1
Pour mémoire					
PIB nominal (En millions de dollars EU)	1 494	1 863	2 699,2	2 821,0	3 500,8
PIB nominal hors pétrole (En Millions de dollars EU)	1 494,2	1 862,9	2 104,7	2 608,0	3 263,8
Balance commerciale (En Millions de dollars EU)	-483,8	-803,2	199,6	22,9	19,6
Solde des transactions courantes (en % du PIB hors pétrole)	-34,6	-47,1	-1,3	-11,4	-14
Idem, industries pétrolière et minière (hors SNIM)	-11,9	-7,4	-3,7	-10,1	5
Avoirs extérieurs de la BCM	38,8	70,2	194,4	208,8	195,0
En mois d'importations	0,6	1,1	2,6	1,9	1,4
Réserves du compte pétrolier			49,2	59,1	46,1

Source: BCM/DGE

Dépôts à vue en devises	3,5	1,9	2,1		
ANNEXE 3, Situations Monétaires 2004-2008 (En Milliards MRO Sauf indication contraire)					
	2004	2005	2006	2007	2008
	dec,	déc	déc	déc	Déc
Situation monétaire					
Actifs extérieurs nets	-68,5	-71,0	0,7	12,0	-5,5
BCM	-47,0	-38,9	4,6	12,4	14,0
Banques	-21,4	-32,1	-3,9	-0,4	-19,6
Actifs intérieurs nets	202,7	224,8	177,2	199,5	246,5
Crédit intérieur	264,0	303,1	266,2	305,0	379,9
Crédit net à l'État	129,9	159,7	112,3	121,9	141,7
Crédit net à l'État (TOFE)	129,9	162,9	115,5	121,9	141,7
Créances	143,4	181,9	158,5	167,6	176,0
Dépôts	-13,6	-22,3	-46,2	-45,7	-34,3
Crédit à l'économie	134,1	143,5	153,9	183,2	238,2
dont: créances douteuses ou litigieuses	12,8	12,8	12,8	16,8	30,4
Autres postes, net	-61,3	-78,4	-89,0	-105,5	-133,4
Monnaie au sens large	134,3	153,8	177,9	211,6	241,0
Circulation fiduciaire	42,8	49,1	66,4	68,9	70,3
Dépôts à vue	68,0	79,2	82,3	102,1	133,1
Dépôts à terme et d'épargne	23,5	25,5	29,2	40,5	37,6
Autorités monétaires					
Actifs extérieurs nets	-47,0	-38,9	4,6	12,4	14,0
Actifs	10,0	18,9	52,2	52,4	51,0
Passifs	-57,0	-57,7	-47,6	-40,0	37,0
Actifs intérieurs nets	117,0	106,9	79,3	83,5	108,4
Crédit net à l'État	122,2	112,6	85,4	87,7	95,6
Dont : gouvernement centrale					
Créances	135,3	134,6	131,0	132,2	129,5
Dépôts	-13,1	-22,0	-45,6	-44,5	-33,9
Dont : gouvernement centrale					
Créances sur le secteur privé (BCM staff)	3,3	3,5	2,0	2,4	3,0
Créances sur banques à transférer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances nettes sur banques	0,8	0,0	0,3	3,6	3,3
Refinancement	0,8	0,0	0,3	3,6	3,3
Crédits aux banques (FMA)	-	-	-	-	-
Bons BCM	-	-	-	-	-
Autres postes net	-9,2	-9,2	-8,3	-10,2	-16,8
Base monétaire	69,9	68,0	84,0	95,9	110,9
Billets et Monnaies en circulations	42,8	49,1	66,4	68,9	70,3
Réserves des banques	27,1	18,9	17,5	27,0	40,6
dont: dépôts des banques en devises	7,0	4,7	2,5	4,3	10,0
dont: dépôts des banques en UM	11,4	9,1	10,3	14,2	22,3
Banques commerciales					
Actifs extérieurs nets	-21,4	-32,1	-3,9	-0,4	-19,6
Actifs	7,8	16,5	30,1	25,6	18,4
Passifs	-29,3	-48,6	-34,0	-26,0	38,0
Actifs intérieurs nets	112,9	136,8	115,4	143,0	168,6
Crédit intérieur	138,6	187,0	178,8	215,0	269,6
Crédit net à l'État	7,7	47,0	26,8	34,2	46,1
Créances	8,1	47,4	27,5	35,4	46,6
dont: Bons du trésor	13,6	52,3	32,3	41,4	52,8
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligation cautionnées	-5,5	-4,9	-4,8	-6,0	-6,3
Dépôts	-0,4	-0,3	-0,7	-1,2	-0,4
Crédit à l'économie	130,9	140,0	151,9	180,8	223,4
Crédit net à BCM	26,4	18,9	17,2	23,4	37,3
Réserves	27,1	18,9	17,5	27,0	40,6
Obligatoire	7,3	8,4	8,9	11,4	10,4
Libre	4,6	0,8	1,4	2,8	11,8
Billets et monnaies	8,3	5,1	4,7	8,5	8,2
Dépôts des banques en devises	7,0	4,7	2,5	4,3	10,0
Crédit net à la BCM	-0,8	0,0	-0,3	-3,6	-3,3
Refinancement	-0,8	0,0	-0,3	-3,6	-3,3
Crédits aux banques (FMA)	-	-	-	-	-
Bons BCM	-	-	-	-	-
Autres postes net	-52,0	-69,2	-80,6	-95,3	-138,3
Dépôts des résidents non bancaires	91,5	104,7	111,5	142,6	170,6

ANNEXE 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat 2003-2008

(En Milliards d'Ouguiya sauf indication contraire)

	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes totales et dons	130,4	131,3	406,3	184,4	202,7
Recettes totales hors dons	117,9	121	153,5	168,1	182,0
Recettes fiscales	59,2	76	97,1	106,9	114,9
Taxes sur les revenus et les profits		26,6	26,7	32,9	34,9
Taxes sur les biens et services	30,1	36,7	45	52,7	59,8
Taxes sur le commerce international	10,6	11,3	14,8	19,1	17,4
Autres recettes fiscales			10,6	2,1	2,8
Recettes non fiscales	58,7	45	56,4	61,3	67,1
Dont: Recettes du secteur pêche	29,2	27,4	39,4	41,4	38,7
Dont: Dividendes des entreprises publiques			8,3	9,1	16,2
Dons	12,5	10,3	252,5	16,3	3,2
Dont: projets			2,1	10	
Dépenses et prêts nets	149,4	166,3	206,4	217,9	261,8
Dépenses courantes	106,2	126,7	157,9	159,4	191,1
Salaires et traitements	33,7	38,9	52,8	64,6	71,1
Biens et services	51,8	65,6	71,6	63,8	54,0
Transferts courants	6,4	5	15,1	15,2	42,8
Intérêts sur la dette publique	11,9	16,1	13,5	13,5	16,5
Extérieurs	7,3	8,3	5	4,4	5,8
Intérieurs	4,7	7,8	8,5	9,1	10,7
Comptes spéciaux	2,4	1,1	4,8	2,3	6,8
Dépenses d'équipement et prêts nets	43	36,6	44,6	58,5	55,6
Investissement financés par l'extérieur	18,5	15,2	20,7	28,6	12,0
Investissement financés sur ressources intérieures	24,6	21,4	23,9	29,9	43,6
Restructurations et prêts nets	0,2	2,9	3,8	0	0
Réserves communes			0	0	15,0
Réserves pour dépenses additionnelles d'urgence			0	0	0
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-31,6	-45,3	-52,9	-49,8	-79,7
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-19,2	-34,9	199,6	-33,5	-76,5
Solde de base hors pétrole; définition du programme			-24,4	-16,8	-62,3
Recettes pétrolières (net)			60,5	19,9	17,4
Solde global; dons non compris (déficit-)	-31,6	-45,3	7,6	-29,9	-62,1
Solde global; dons compris (déficit-)	-19,2	-34,9	260,1	-13,6	-59,1
Financement	19,3	35	-260,1	13	59,1
Financement intérieur	-5,3	20,6	-38,7	3	47,1
Système bancaire	-4	33,1	-47,7	7,6	19,0
BCM	-6,3	-6,3	-27,3	-0,2	22,2
Hors IRDM	-6,3	-6,3	-27,3	-0,2	22,2
Dont: IADM			0,0		
Banques commerciales	2,2	39,3	-20,3	7,9	12,5
Financement non bancaire	0,2	2,9	4,6	5,5	14,8
Privatisations et autres	0	0	22,2	0	...
Variation des arriérés intérieurs	-1,5	-15,4	-17,8	-10,2	-1,2
Instances au Trésor			3,7	-8	-0,2
Autres			-21,5	-2,1	-2,8
Financement extérieur	13,6	11,1	-223,9	15,1	11,6
Compte pétrolier (net)			-13,1	-2,2	3,1
Recettes pétrolières (net)			-60,5	-19,9	-17,6
Contribution du compte pétrolier			47,4	17,7	20,7
Autres (net)	13,6	11,1	-210,8	17,7	8,5
Emprunts extérieurs (net)	-0,1	-3,8	6,4	9,2	2,1
Financement extérieur exceptionnel	13,6	14,9	10,7	8,1	7,9
IADM	0	0	-227,9	0	0
Erreurs et omissions	10,9	3,3	2,5	-4,6	0,4
Besoin de financement	0	0	0	0	0

Source : DGTCP/MF

Annexe. 5: Tableau des Opérations Financières de l'Etat 2004-2008

(En pourcentage du PIB hors pétrole)

	2005	2006	2007	2008
Recettes totales et dons	26,6	71,9	27,2	25,7
Recettes totales hors dons	24,5	27,2	24,8	23,1
Recettes fiscales	15,4	17,2	15,8	14,6
Taxes sur les revenus et les profits	5,4	4,7	4,8	4,4
Taxes sur les biens et services	7,4	8,0	7,8	7,6
Taxes sur le commerce international	2,3	2,6	2,8	2,2
Autres recettes fiscales	0,0	1,9	0,3	0,3
Recettes non fiscales	9,1	10,0	9,0	8,5
Dont: Recettes du secteur pêche	5,6	7,0	6,1	4,9
Dont: Dividendes des entreprises publiques		1,5	1,3	2,1
Dons	2,1	44,7	2,4	0,4
Dont: projets		0,4	1,5	
Dépenses et prêts nets	33,7	36,5	32,1	33,2
Dépenses courantes	25,7	27,9	23,5	24,2
Salaires et traitements	7,9	9,3	9,5	9,0
Biens et services	13,3	12,7	9,4	6,8
Transferts courants	1,0	2,7	2,2	5,4
Intérêts sur la dette publique	3,3	2,4	2,0	2,1
Extérieurs	1,7	0,9	0,6	0,7
Intérieurs	1,6	1,5	1,3	1,4
Comptes spéciaux	0,2	0,8	0,3	0,9
Dont: Développement du secteur pétrolier				
Dépenses d'équipement et prêts nets	7,4	7,9	8,6	7,1
Investissements financés par l'extérieur	3,1	3,7	4,2	1,5
Investissements financés sur ressources intérieures	4,3	4,2	4,4	5,5
Restructurations et prêts nets	0,6	0,7	0,0	0,0
Réserves communes		0,0	0,0	2,0
Réserves pour dépenses additionnelles d'urgence		0,0	0,0	0,0
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-9,2	-9,4	-7,3	-10,1
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-7,1	35,3	-4,9	-9,8
Solde de base hors pétrole; définition du programme		-4,3	-2,5	-7,8
Recettes pétrolières (net)		10,7	2,9	2,2
Solde global; dons non compris (déficit-)	-9,2	1,3	-4,4	-7,9
Solde global; dons compris (déficit-)	-7,1	46,0	-2,0	-7,6
Financement	7,1	-46,0	1,9	7,6
Financement intérieur	4,2	-6,8	0,4	6,0
Système bancaire	6,7	-8,4	1,1	2,4
BCM	-1,3	-4,8	0,0	2,8
Hors IRDM	-1,3	-4,8	0,0	2,8
Dont: IADM		0,0		
Banques commerciales	8,0	-3,6	1,2	1,6
Financement non-bancaire	0,6	0,8	0,8	1,9
Privatisations et autres	0,0	3,9	0,0	
Variation des arriérés intérieurs	-3,1	-3,1	-1,5	-0,1
Instances au Trésor		0,7	-1,2	0,0
Autres		-3,8	-0,3	-0,4
Financement extérieur	2,3	-39,6	2,2	1,5
Compte pétrolier (net)		-2,3	-0,3	0,4
Recettes pétrolières (net)		-10,7	-2,9	-2,2
Contribution du compte pétrolier		8,4	2,6	2,6
Autres (net)	2,3	-37,3	2,6	1,1
Emprunts extérieurs (net)	-0,8	1,1	1,4	0,3
Financement extérieur exceptionnel	3,0	1,9	1,2	1,0
IADM	0,0	-40,3	0,0	
Erreurs et omissions	0,7	0,4	-0,7	0,1
Besoin de financement	0,0	0,0	0,0	0,0

Annexe 6 : PIB REEL PAR BRANCHE D'ACTIVITE AU PRIX DE 1998					
<i>En Millions d'ouguiya</i>					
Libellés	2004*	2005*	2006*	2007**	2008**
Secteur primaire	51 729	55 839	55 828	58 386	62 687
1, 1 Agriculture	6 731	9 040	8 281	8 811	10 932
1, 2 Elevage	36 711	37 823	38 769	40 358	41 555
1, 3 Pêche	8 288	8 976	8 779	9 217	10 200
Secteur secondaire	76 887	75 162	100 157	91 910	91 219
2, Activités extractives	32 963	33 194	57 882	47 920	49 972
2, 1 Extraction de produits pétroliers	0	0	22 524	7 376,00	6 309
2, 2 Extraction de minerais métalliques	32 963	33 194	35 358	40 544	43 663
3, Activités manufacturières	18 092	15 981	16 029	17 087	17 220
4, Bâtiment et travaux publics	25 832	25 987	26 247	26 903	24 028
Secteur tertiaire	160 569	173 930	183 844	193 010	201 489
5, Transports et télécommunications	19 389	21 716	23 323	25 445	27 927
6, Commerce, restaurants, hôtels	35 896	37 781	40 123	41 889	43 281
7, Autres services	39 701	40 893	42 815	44 699	46 517
Correction PISB					-
Total des activités marchandes	223 602	240 367	262 247	262 329	271 630
8, Administrations publiques	39 763	43 576	45 042	46 369	47 748
P,I,B, au coût des facteurs	263 365	274 967	307 288	308 698	319 379
Taxes indirectes nettes sur les produits	25 820	29 964	32 541	34 609	36 016
P,I,B, aux prix du marché	289 185	304 931	339 829	343 306	355 395
PIB au prix du marché hors pétrole	289 185	304 931	317 305	335 930	349 086

Source : MAED/ONS

* : Données provisoires

** Prévisions

Annexe 7 : Taux de croissance annuel du PIB réel (En %)					
Libellés	2004*	2005*	2006*	2007**	2008**
Secteur primaire	-7,6	7,9	0,0	4,6	7,4
1, 1 Agriculture	-38,3	34,3	-8,4	6,4	24,1
1, 2 Elevage	2,9	3,0	2,5	4,1	3,0
1, 3 Pêche	-11,8	8,3	-2,2	5,0	10,7
Secteur secondaire	12,3	9,4	19,0	-8,2	-0,8
2, Activités extractives	8,3	0,7	74,4	-17,2	4,3
2, 1 Extraction de produits pétroliers		0,0	0,0	-67,3	-14,5
2, 2 Extraction de minerais métalliques	8,3	0,7	6,5	14,7	7,7
3, Activités manufacturières	10,4	37,9	-35,8	6,6	0,8
4, Bâtiment et travaux publics	19,5	0,6	1,0	2,5	-10,7
Secteur tertiaire	6,7	8,3	5,7	5,0	4,4
5, Transports et télécommunications	11,9	12,0	7,4	9,1	9,8
6, Commerce, restaurants, hôtels	4,8	5,3	6,2	4,4	3,3
7, Autres services	5,1	3,0	4,7	4,4	4,1
Total des activités marchandes	4,6	7,5	9,1	0,0	3,5
8, Administrations publiques	1,0	9,6	3,4	2,9	3,0
P,I,B, au coût des facteurs	4,0	4,4	11,8	0,5	3,5
Taxes indirectes nettes sur les produits	18,4	16,0	8,6	6,4	4,1
P,I,B, aux prix du marché	5,2	5,4	11,4	1,0	3,5
PIB au prix du marché hors pétrole	5,2	5,4	4,1	5,9	3,9

Source : MAED/ONS

* : Données provisoires

** Prévisions

Annexe 8 : PIB nominal par branche d'activité

En Millions d'ouguiya

Libellés	2004*	2005*	2006*	2007**	2008**
Secteur primaire	91 589	105 408	110 933	124 655	145 742
1, 1 Agriculture	13 019	21 086	20 519	23 417	31 176
1, 2 Elevage	51 558	56 203	61 199	68 335	75 497
1, 3 Pêche	27 012	28 119	29 215	32 903	39 069
Secteur secondaire	100 771	130 374	312 301	254 380	308 048
2, Activités extractives	45 539	70 583	248 315	182 978	236 252
2, 1 Extraction de produits pétroliers	0	0	159 680	55 386	57 219
2, 2 Extraction de minerais métalliques	45 539	70 583	88 635	127 592	179 033
3, Activités manufacturières	21 287	22 479	23 952	27 387	29 615
4, Bâtiment et travaux publics	33 945	37 312	40 034	44 015	42 180
Secteur tertiaire	165 806	209 507	246 387	284 365	316 096
5, Transports et télécommunications	22 532	23 839	27 199	31 829	36 300
6, Commerce, restaurants, hôtels	50 203	60 896	68 703	76 934	85 293
7, Autres services	48 622	59 343	66 005	73 913	82 535
Total des activités marchandes	313 717	379 860	585 141	561 711	657 917
8, Administrations publiques	44 449	65 429	84 480	101 689	111 969
P,I,B, au coût des facteurs	358 166	445 289	669 621	663 400	769 886
Taxes indirectes nettes sur les produits	38 396	48 019	55 380	70 348	75 549
P,I,B, aux prix du marché	396 562	493 308	725 001	733 748	845 435
PIB au prix du marché hors pétrole	396 562	493 308	565 321	678 362	788 216

Source : MAED/ONS

* : Données provisoires

** Prévisions

Annexe 9 : Taux de croissance annuel du PIB nominal (En %)					
Libellés	2004*	2005*	2006*	2007**	2008**
Secteur primaire	8,1	15,1	5,2	12,4	16,9
1, 1 Agriculture	-14,9	62,0	-2,7	14,1	33,1
1, 2 Elevage	5,5	9,0	8,9	11,7	10,5
1, 3 Pêche	31,5	4,1	3,9	12,6	18,7
Secteur secondaire	38,8	29,4	139,5	-18,5	21,1
2, Activités extractives	62,0	55,0	251,8	-26,3	29,1
2, 1 Extraction de produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	-65,3	3,3
2, 2 Extraction de minerais métalliques	62,0	55,0	25,6	44,0	40,3
3, Activités manufacturières	15,0	5,6	6,6	14,3	8,1
4, Bâtiment et travaux publics	30,7	9,9	7,3	9,9	-4,2
Secteur tertiaire	10,2	26,4	17,6	15,4	11,2
5, Transports et télécommunications	13,9	5,8	14,1	17,0	14,0
6, Commerce, restaurants, hôtels	14,4	21,3	12,8	12,0	10,9
7, Autres services	7,3	22,0	11,2	12,0	11,7
Total des activités marchandes	17,8	21,1	54,0	-4,0	17,1
8, Administrations publiques	7,2	47,2	29,1	20,4	10,1
P,I,B, au coût des facteurs	16,4	24,3	50,4	-0,9	16,1
Taxes indirectes nettes sur les produits	27,0	25,1	15,3	27,0	7,4
P,I,B, aux prix du marché	17,3	24,4	47,0	1,2	15,2

ANNEXE 10: PIB nominal par secteur d'activité (en % du PIB Global)					
Libellés	2004*	2005*	2006*	2007**	2008**
Secteur primaire	23,1	21,4	15,3	17,0	17,2
1, 1 Agriculture	3,3	4,3	2,8	3,2	3,7
1, 2 Elevage	13,0	11,4	8,4	9,3	8,9
1, 3 Pêche	6,8	5,7	4,0	4,5	4,6
Secteur secondaire	25,4	26,4	43,1	34,7	36,4
2, Activités extractives	11,5	14,3	34,3	24,9	27,9
2, 1 Extraction de produits pétroliers	0,0	0,0	22,0	7,5	6,8
2, 2 Extraction de minerais métalliques	11,5	14,3	12,2	17,4	21,2
3, Activités manufacturières	5,4	4,6	3,3	3,7	3,5
4, Bâtiment et travaux publics	8,6	7,6	5,5	6,0	5,0
Secteur tertiaire	41,8	42,5	34,0	38,8	37,4
5, Transports et télécommunications	5,7	4,8	3,8	4,3	4,3
6, Commerce, restaurants, hôtels	12,7	12,3	9,5	10,5	10,1
7, Autres services	12,3	12,0	9,1	10,1	9,8
Total des activités marchandes	79,1	77,0	80,7	76,6	77,8
8, Administrations publiques	11,2	13,3	11,7	13,9	13,2
P,I,B, au coût des facteurs	90,3	90,3	92,4	90,4	91,1
Taxes indirectes nettes sur les produits	9,7	9,7	7,6	9,6	8,9
P,I,B, aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : MAED/ONS

* : Données provisoires

** Prévisions

ANNEXE 11 : PIB et ses emplois à prix courants

En milliards d'ouguiya

	2004*	2005*	2006*	2007**	2008**
PIB au prix du marché	396,6	493,3	725,0	734,0	845,4
Consommation finale des administrations publiques	105,1	119,8	150,6	158,5	125,2
Consommation finale des ménages	269,8	362,7	425,2	502,1	640,4
Investissements	205,1	303,6	181,4	178,7	233,4
Exportations de biens et services	130,4	187,2	390,3	400,2	454,4
Importations de biens et services	-313,9	-480,0	-422,6	-505,5	-608,0

Source : MAED/ONS

* données provisoires

** données prévisionnelles